

T.C.
UNIVERSITÉ GALATASARAY
INSTITUT DES SCIENCES SOCIALES
DÉPARTEMENT DE RELATIONS INTERNATIONALES

**L'ANALYSE DES PROCESSUS DE PRISE DE DÉCISION DANS
L'INTERVENTION EN AFGHANISTAN ET LE RETRAIT DE L'UNION
SOVIÉTIQUE : UNE APPROCHE POLIHEURISTIQUE**

THÈSE DE MASTER RECHERCHE

Burak HACIOĞLU

Directeur de recherche : Prof. Dr. Erhan Ş. BÜYÜKAKINCI

MAI 2023

REMERCEMENTS

Avant tout, je souhaite exprimer ma gratitude et ma reconnaissance envers mon directeur de mémoire, Prof. Dr. Erhan Ş. BÜYÜKAKINCI, pour sa patience, ses conseils et sa relecture attentive tout au long de l'élaboration de ce travail. Les commentaires et suggestions qu'il m'a donnés ont stimulé mon esprit critique et ont grandement contribué à nourrir mes réflexions. Ses contributions au cadre théorique de ma thèse sont remarquables et inégalées, en particulier.

Je tiens également à exprimer ma gratitude envers Prof. Dr. Burak S. GÜLBOY, mon professeur depuis ma première année à l'Université d'Istanbul, où je suis actuellement son assistante dans sa chaire. Je suis très reconnaissant pour les ressources qu'il m'a fournies, les échanges intellectuels que nous avons eus ensemble et l'attention soutenue qu'il m'a toujours accordée.

Pour terminer, j'aimerais exprimer ma reconnaissance envers chacun de mes amis qui m'ont soutenu tout au long de ce processus. Je tiens à préciser que toutes les erreurs contenues dans ma thèse de recherche sont de ma seule responsabilité.

TABLE DES MATIÈRES

REMERCEMENTS	II
TABLE DES MATIÈRES	III
LISTE DES ABRÉVIATIONS.....	V
LISTE DES TABLEAUX.....	VI
RÉSUMÉ.....	VII
ABSTRACT.....	XI
ÖZET.....	XV
INTRODUCTION.....	1
PREMIERE PARTIE – L'ÉTUDE POLIHEURISTIQUE SUR LA PRISE DE DÉCISION DE L'UNION SOVIÉTIQUE EN MATIÈRE DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE	8
A – LES THEORIES DE LA PRISE DE DECISION ET L' « ETUDE POLIHEURISTIQUE » EN MATIERE DE POLITIQUE ETRANGERE.....	9
1 – Le domaine des études de la prise de décision en politique étrangère.....	9
2 – Les modèles décisionnels de G. Allison et des Hermann et les contributions de A. Mintz aux études sur la prise de décision.....	13
3 – Le cadre méthodologique du modèle poliheuristique : Études de cas et son application sur la prise de décision soviétique.....	20
B – LES MECANISMES DE PRISE DE DECISION EN MATIERE DE POLITIQUE ETRANGERE EN UNION SOVIETIQUE	27
1 – La comparaison des mécanismes de prise de décision soviétiques depuis Vladimir Lénine jusqu'à Nikita Khrouchtchev.....	28
2 – Les unités de décision soviétiques en termes du modèle des Hermann.....	32
3 – Les mécanismes décisionnels soviétiques de l'ère Léonid Brejnev jusqu'à Mikhaïl Gorbatchev	36
DEUXIEME PARTIE – L'EXAMEN POLIHEURISTIQUE DE LA DÉCISION D'INTERVENTION MILITAIRE DE L'UNION SOVIÉTIQUE EN AFGHANISTAN	42
A – LE DEBAT MULTI-CAUSAL DE L'INTERVENTION : POURQUOI L'AFGHANISTAN ?.....	42
1 – Les problèmes internes en Afghanistan de la période pré-socialiste	43
2 – La République, la Révolution de Saur et les problèmes de l'Afghanistan socialiste.....	47
3 – L'intervention militaire de l'Union soviétique en Afghanistan	52
B – L'ETUDE POLIHEURISTIQUE DE LA DECISION D'INTERVENTION MILITAIRE	57
1 – La dimension politique de l'intervention : La perspective brejnévienne	58
2 – La dimension diplomatique de l'intervention : La fin de la Détente	63

3 – La dimension militaire de l'intervention : La sécuritisation.....	67
4 – Préparation de la matrice de décision d'intervention militaire soviétique...	70
TROISIÈME PARTIE – L'EXAMEN DE LA DÉCISION DE L'UNION SOVIÉTIQUE DE SE RETIRER D'AFGHANISTAN AVEC LE MODÈLE POLIHEURISTIQUE	75
A – LE CHANGEMENT DE PARADIGME EN UNION SOVIETIQUE ET LE PROCESSUS DE RETRAIT D'AFGHANISTAN.....	76
1 – La transformation de l'intervention en guerre et les premières années de la guerre.....	76
2 – L'ère de Gorbatchev et la « Nouvelle Pensée » avec la Perestroïka.....	81
3 – Le processus de retrait de l'armée soviétique	86
B – L'ETUDE POLIHEURISTIQUE DE LA DECISION DE RETRAIT	90
1 – La dimension politique de la décision : La Perestroïka	91
2 – La dimension économique de la décision : Le coût de la guerre	95
3 – La dimension diplomatique de la décision : Est-elle une nouvelle Détente ?	99
4 – La dimension militaire de la décision : La victoire inaccessible	102
5 – Préparation de la matrice de décision de retrait militaire soviétique	104
C – LA COMPARAISON DES PROCESSUS DECISIONNELS DANS LA DECISION D'INTERVENTION ET LA DECISION DE RETRAIT	108
1 – Les corrélations de l'échec et ses conséquences.....	108
2 – La comparaison des matrices de décision des cas.....	114
CONCLUSION	121
BIBLIOGRAPHIE	127

LISTE DES ABRÉVIATIONS

CIA : Agence centrale de renseignement

EBA : Élimination par aspect

FMI : Fonds monétaire international

FNI : Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire

GRU : Direction générale du renseignement

ISI : Inter-Services Intelligence

KGB : Comité pour la Sécurité de l'État

LEX : Lexicographique

ONU : Organisation des Nations unies

OTAN : Organisation du traité de l'Atlantique Nord

PCUS : Parti communiste de l'Union soviétique

PDPA : Parti démocratique populaire d'Afghanistan

SALT : Négociations sur la limitation des armes stratégiques

URSS : Union des républiques socialistes soviétiques

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 2.1 : La matrice de décision de l'intervention soviétique (page 71)

Tableau 3.1 : La matrice de décision du retrait soviétique (page 105)

Tableau 3.2 : La comparaison des décisions de l'intervention et du retrait militaire sur la base des dimensions (page 115)



RÉSUMÉ

L'intervention militaire de l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS) en Afghanistan en 1979 est l'un des points de rupture de la Guerre froide. La période de détente de la Guerre froide, qui a duré jusque dans les années 1970, a pris fin à la suite de cette intervention de l'Union soviétique. Le processus d'escalade de la Guerre froide a donc commencé et la tension politique entre les deux blocs du système international s'est à nouveau accrue. En 1985, après l'accession de Mikhaïl Gorbatchev au chef de l'Union soviétique, un processus de libéralisation et de réforme s'est engagé en Union soviétique. La « nouvelle pensée politique » de Gorbatchev, en particulier les politiques connues sous le nom de « Perestroïka » et « Glasnost », a entraîné des tentatives de réduction des tensions entre les États-Unis et l'URSS. Dans ce contexte, l'Union soviétique a également inscrit le retrait de l'Afghanistan à son agenda et, à la suite des accords de Genève signés en 1988, les troupes soviétiques ont commencé à se retirer d'Afghanistan. Après le retrait complet de l'Union soviétique d'Afghanistan, l'URSS s'est désintégrée en peu de temps, et la République démocratique d'Afghanistan, qui était dirigée par un régime socialiste, s'est effondrée au cours de la période suivante et l'État islamique d'Afghanistan a été établi. En conséquence, la Guerre froide a pris fin et le système international bipolaire s'est transformé en un système unipolaire.

L'intervention en Afghanistan, qui représente une part significative de l'histoire de la Guerre froide, a été largement discutée dans la littérature et évaluée sous différentes dimensions. Cette étude vise à évaluer les processus de prise de décision dans l'intervention et le retrait de l'Union soviétique d'Afghanistan. L'analyse de la politique étrangère, et plus particulièrement l'étude de la prise de décision en matière de politique étrangère, est l'une des sous-disciplines les plus récentes des relations internationales. La base de ces études a été posée aux États-Unis après la Seconde Guerre mondiale. Des raisons telles que l'augmentation des relations et des rivalités entre les États après le début de la Guerre froide et l'augmentation du nombre d'États représentés aux Nations unies avec le processus de décolonisation ont accru l'intérêt pour les études sur l'analyse de la politique étrangère et les études sur la prise de décision. Dans les approches de prise de décision qui se concentrent sur les processus d'élaboration de la politique étrangère plutôt que sur les résultats des politiques étrangères en se concentrant sur les unités infra-étatiques, il est souligné que l'élaboration de la politique étrangère n'est pas le fait de l'appareil d'État dans son ensemble. Ainsi, en se concentrant sur les acteurs impliqués dans le processus décisionnel, une perspective spécifique à l'acteur est adoptée au lieu d'une approche acteur-général.

Dans le domaine des études sur la prise de décision en matière de politique étrangère, il y a eu différentes approches tout au long de la construction et du développement de cette discipline. Ces approches sont principalement divisées en deux modèles de prise de décision qui sont les modèles basés sur la théorie du choix rationnel et les modèles de prise de décision basés sur l'école du choix cognitif.

Cependant, depuis les années nonante, certaines théories multidisciplinaires combinant ces deux écoles ont commencé à émerger. L'un d'entre eux est le modèle de prise de décision poliheuristique théorisé par Alex Mintz. Dans notre étude, ce modèle est utilisé en tant que cadre théorique. Selon les hypothèses présentées par ce modèle, la prise de décision en matière de politique étrangère est un processus en deux étapes et complexe qui est à la fois entouré de contraintes cognitives et basé sur une rationalité spécifique. Les responsables des décisions réduisent les alternatives de politique étrangère par des raccourcis cognitifs et font leur choix final sur la base d'une analyse coût-bénéfice. Dans ce contexte, l'évaluation du processus de prise de décision est mise en œuvre par le moyen d'une méthode appelée analyse basée sur les dimensions, et une matrice de décision est créée pour calculer la décision optimale en évaluant chacune des alternatives de politique étrangère dans le cadre des dimensions politiques, diplomatiques, économiques, militaires, etc.

Selon l'approche poliheuristique de la prise de décision, l'évolution de la politique intérieure a une influence dominante sur les décisions de politique étrangère. Dans notre étude, le cadre théorique poliheuristique est utilisé en partant de l'hypothèse que la dynamique intérieure de l'Union soviétique a une influence dominante sur ses décisions de politique étrangère en raison de son régime communiste à parti unique. La première partie de notre étude commence par une explication de la perspective théorique que nous utilisons. Après avoir présenté une revue de la littérature sur le développement des études de prise de décision, les hypothèses du modèle de prise de décision poliheuristique et la méthode de son application dans des études de cas sont expliquées. Il est donc examiné comment ce modèle peut être utilisé pour évaluer les processus de prise de décision dans la politique étrangère soviétique. Après les évaluations théoriques, un aperçu historique des processus de prise de décision en matière de politique étrangère soviétique a été présenté. Le contexte historique de la structure décisionnelle soviétique a été présenté en évaluant les mécanismes et les unités de décision de la période Lénine à celle-ci de Brejnev. Ensuite, à la lumière de l'« approche des unités de décision » de Margaret Hermann, les unités de décision soviétiques ont été examinées. Ainsi, dans les sections suivantes de notre étude, le Politburo du Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS) est considéré comme l'unité de prise de décision. Ensuite, les unités et les mécanismes de prise de décision depuis l'intervention en Afghanistan jusqu'à sa fin ont été évalués. De cette manière, la dynamique des processus de prise de décision sous la direction des leaders soviétiques de ces années, Léonid Brejnev, Iouri Andropov, Konstantin Tchernenko et Mikhaïl Gorbatchev, a été transmise.

Dans la deuxième partie de notre étude, nous avons évalué l'intervention de l'Union soviétique en Afghanistan. Tout d'abord, il a été discuté de l'importance de l'Afghanistan pour l'Union soviétique. Dans ce contexte, les problèmes structurels de l'Afghanistan jusqu'à la transition vers le régime socialiste en 1978 et les relations entre l'URSS et l'Afghanistan ont été évalués. Ensuite, les problèmes qui sont apparus avec la République démocratique d'Afghanistan qui a été fondée avec la révolution de Saur, le conflit entre les deux principales factions au sein du Parti démocratique populaire d'Afghanistan (PDPA), les partis « Khalq » et « Parcham », et les effets de ce conflit, l'émergence des moudjahidines armés en tant que menace pour la sécurité, et le processus de l'invitation du régime PDPA à l'Union soviétique d'envoyer des troupes en Afghanistan qui a conduit à l'intervention soviétique sont discutés. Pour l'évaluation de ces processus, les documents reliés aux archives du PCUS qui sont disponibles dans les archives numériques du groupe de réflexion « Wilson Center »

ont été utilisés. Après avoir présenté les évaluations sur l'Afghanistan et le processus qui a conduit à l'intervention, des alternatives de politique étrangère ont été envisagées en appliquant le modèle poliheuristique. Dans cette partie de notre étude, l'analyse de la prise de décision est basée sur deux alternatives différentes en matière de politique étrangère : « envoyer un certain nombre de troupes soviétiques sur le territoire afghan pour éliminer Amin et sécuriser la situation en Afghanistan » ou « utiliser des agents spéciaux du KGB pour mener une opération à petite échelle aux mêmes fins sur le territoire de l'Afghanistan ». Notre analyse se fonde sur les dimensions politique, diplomatique et militaire. À la fin de l'analyse, la première option s'est avérée être la première option en termes d'utilité maximale et moyenne. En effet, la décision mise en œuvre a été d'envoyer des troupes.

La troisième et dernière partie de notre étude porte sur les processus décisionnels lors du retrait de l'URSS d'Afghanistan. À cette fin, tout d'abord, les raisons pour lesquelles l'URSS s'est engagée dans une guerre qui a duré plus de neuf ans, bien que l'intervention militaire ait été planifiée comme une opération à court terme, ont été discutées. Dans ce contexte, la période de guerre est analysée en la divisant en quatre phases différentes. La période allant de décembre 1979 à février 1980 n'était encore qu'une opération militaire, tandis que la période allant de février 1980 à avril 1985 a été la phase où l'intervention s'est transformée en guerre et où les conflits ont atteint leur paroxysme. Au cours de cette deuxième phase de la guerre, Andropov, le leader soviétique qui a succédé à Brejnev, a pris diverses initiatives de paix et élaboré des plans pour mettre fin à la guerre, mais sous son successeur Tchernenko, la guerre s'est à nouveau intensifiée et les plans de paix ont été suspendus. Le développement qui a périodiquement fait entrer la guerre dans la troisième phase a été le remplacement de Tchernenko par Gorbatchev en tant que nouveau chef de l'URSS. Dès son entrée en fonction, Gorbatchev, un réformateur, a commencé à planifier le retrait de l'Afghanistan. Afin d'évaluer de manière plus analytique la dynamique du processus de retrait, notre étude se concentre sur la nouvelle pensée politique de Gorbatchev après avoir passé en revue les deux premières phases de la guerre. L'objectif était de restructurer l'Union soviétique sur les plans politique, économique, militaire et social grâce à cette nouvelle approche politique réformatrice, principalement composée des politiques de la Perestroïka et de la Glasnost, et des politiques plus libérales ont été adoptées. En conséquence, la politique étrangère a eu une tendance au rapprochement avec le bloc occidental. Pour atteindre cet objectif, le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan a d'abord été mis à l'ordre du jour. Dans ce contexte, la période d'avril 1985 à 1987 est considérée comme la troisième phase de la guerre. Au cours de ce processus, alors que les autorités soviétiques élaboraient des scénarios de retrait d'Afghanistan, Babrak Karmal a été écarté du leadership de l'Afghanistan et remplacé par Mohammad Najibullah, et une politique de « réconciliation nationale » a commencé à être mise en œuvre. Ainsi, la phase de fin de la guerre a commencé en 1987 et toutes les troupes soviétiques ont quitté l'Afghanistan en février 1989. Le retrait de l'URSS du territoire afghan était le résultat des accords de Genève signés entre l'Afghanistan et le Pakistan en 1988, avec les États-Unis et l'URSS comme garants.

Après l'évaluation du processus de l'intervention au retrait, une étude poliheuristique sur la décision de retrait a été conduite. Dans cette étude, trois options de décision différentes ont été envisagées : « retirer les troupes, en garantissant l'existence légitime du régime du PDPA avec un traité international », « retrait direct des troupes sans aucune négociation » ou « poursuivre la guerre avec une escalade et

envisager un retrait après avoir obtenu des succès militaires significatifs ». Contrairement à l'étude de cas précédente, l'analyse de cette section est basée sur quatre critères : les dimensions politique, économique, diplomatique et militaire. À l'issue de l'évaluation, la première alternative s'est avérée la plus avantageuse pour chaque dimension et a été mise en œuvre sous la forme d'une décision de politique étrangère. Enfin, une comparaison de cas a été conduite dans notre étude. Les décisions de politique étrangère mises en œuvre dans les deux cas n'ont pas atteint les objectifs visés. L'intervention militaire, qui était prévue comme une intervention à court terme, s'est transformée en une longue guerre et, à la suite de la décision de retrait, qui était prévue pour la survie de l'Union soviétique et la neutralisation de l'Afghanistan, l'Union soviétique s'est désintégrée et le régime socialiste en Afghanistan s'est effondré, et un État islamique s'est établi en Afghanistan. En termes de mécanisme de prise de décision, les acteurs ayant une perspective de sécurité ont influencé le leader durant la période d'intervention et ont veillé à ce que cette décision soit prise. Au contraire, pendant la procédure de retrait, le leader ayant une approche politique libérale a influencé d'autres acteurs et a conduit à la décision de retrait.

En conséquence de notre étude, il a été observé que l'approche poliheuristique de la prise de décision offre un cadre théorique effectif pour l'analyse des processus de prise de décision en matière de politique étrangère en tant que perspective contemporaine. Étant donné que ce modèle fournit un cadre d'analyse multidimensionnel, il permet une évaluation spécifique des différentes dynamiques qui façonnent les perspectives des unités décisionnelles dans les processus de prise de décision. Une autre conclusion à laquelle nous sommes confrontés concerne la capacité du modèle que nous avons utilisé dans notre étude à expliquer les cas que nous avons analysés. Ce modèle, qui a été généralement appliqué aux processus de prise de décision dans les régimes démocratiques libéraux, s'est avéré un outil efficace pour expliquer les processus de prise de décision dans la politique étrangère de l'URSS, qui était gouvernée par un régime autoritaire à parti unique. En effet, selon l'hypothèse du modèle poliheuristique, le critère de décision le plus dominant dans les processus de prise de décision en matière de politique étrangère est la dimension politique. Troisièmement, cette guerre en Afghanistan a eu des effets qui ont conduit à la désintégration de l'Union soviétique et à l'islamisation de l'Afghanistan. La politique étrangère soviétique, qui s'est retrouvée coincée sur la scène internationale après l'intervention, s'est détendue après Gorbatchev, mais à la suite du changement de la structure institutionnelle de l'URSS et de l'équilibre entre le parti et l'État, l'Union soviétique s'est finalement désintégrée. L'exclusion de l'armée soviétique des mécanismes de prise de décision en raison de ses performances dans la guerre en Afghanistan est l'une des raisons qui ont conduit à la rupture de ces équilibres. L'Afghanistan socialiste, qui était devenu dépendant de l'Union soviétique, a été plongé dans une guerre civile après le retrait des Soviétiques et, après l'effondrement de l'URSS, le régime du PDPA n'a plus pu résister aux fondamentalistes et s'est effondré.

Mots-clés : Afghanistan, Union des républiques socialistes soviétiques, prise de décision en matière de politique étrangère, modèle poliheuristique.

ABSTRACT

The military intervention of the Union of Soviet Socialist Republics (USSR) in Afghanistan in 1979 is one of the breaking points of the Cold War. The détente period of the Cold War, which lasted through the 1970s, came to an end as a result of this intervention by the Soviet Union. Thus, the escalation process of the Cold War began and the political tension between the two blocs in the international system increased again. In 1985, after Mikhail Gorbachev became the Soviet leader, a process of liberalization and reform began in the Soviet Union. As a result of Gorbachev's "New Political Thinking", in particular the policies known as "Perestroika" and "Glasnost", attempts to reduce tensions between the United States of America (USA) and the USSR began. In this context, the Soviet Union also put withdrawal from Afghanistan on its agenda and following the Geneva Accords signed in 1988, Soviet troops started to withdraw from Afghanistan. After the complete withdrawal of the Soviet Union from Afghanistan, the USSR disintegrated in a short period of time, and the Democratic Republic of Afghanistan, which was ruled by a socialist regime, collapsed in the following period and the Islamic State of Afghanistan was established. As a result, the Cold War ended, and the bipolar international system was transformed into a unipolar system.

The intervention in Afghanistan, which has a significant part in the history of the Cold War, has been widely discussed in the literature and evaluated in different dimensions. In this study, it is aimed to evaluate the decision-making processes in the Soviet Union's intervention and withdrawal from Afghanistan. Foreign policy analysis, and more specifically the study of foreign policy decision-making, is one of the newest sub-disciplines of International Relations. The basis of these studies was laid in the USA after the Second World War. The reasons such as the increase in relations and rivalries between states after the beginning of the Cold War and the increase in the number of states represented in the United Nations with the decolonization process have increased the interest in studies on foreign policy analysis and decision-making studies. In decision-making approaches that focus on the foreign policy-making processes rather than the outcomes of foreign policies by focusing on sub-state units, it is emphasized that foreign policymaking is not made by the state apparatus as a whole. Accordingly, by focusing on the actors involved in the decision-making process, an actor-specific perspective is adopted instead of an actor-general approach.

In the area of foreign policy decision-making studies, there have been various approaches throughout the construction and development of this discipline. These approaches are mainly divided into two as decision-making models which are the models based on rational choice theory and the decision-making models based on the cognitive choice school. However, since the nineties, some multidisciplinary theories combining these two schools have started to emerge. One of them is the poliheuristic decision-making model theorized by Alex Mintz. In our study, this model is used as the theoretical framework. According to the hypotheses presented by this model,

foreign policy decision-making is a two-stage and complex process that is both surrounded by cognitive constraints and based on a specific rationality. Decision-makers narrow down their foreign policy alternatives through cognitive shortcuts and make their final choices based on a cost-benefit analysis. In this context, the evaluation of the decision-making process is implemented through a method referred to as dimension-based analysis, and a decision matrix is created to calculate the optimum decision by evaluating each of the foreign policy alternatives within the framework of political, diplomatic, economic, military, etc. dimensions.

According to the poliheuristic decision-making approach, domestic politics developments have a dominant influence on foreign policy decisions. In our study, the poliheuristic theoretical framework is used with the assumption that the Soviet Union's domestic dynamics have a dominant influence on its foreign policy decisions due to its single-party communist regime. The first part of our study begins with an explanation of the theoretical perspective we use. After presenting a literature review on the development of decision-making studies, the hypotheses of the poliheuristic decision-making model and the method of its application in case studies are explained. Thus, it is discussed how this model can be used to evaluate decision-making processes in Soviet foreign policy. Following the theoretical evaluations, a historical overview of the decision-making processes in Soviet foreign policy was offered. The historical background of the Soviet decision-making structure was introduced by evaluating the decision-making mechanisms and decision units from the Lenin period to the Brezhnev period. Then, with the help of Margaret Hermann's "decision units approach", Soviet decision-making units were examined. Thus, in the following sections of our study, the Politburo of the Communist Party of the Soviet Union (CPSU) is considered as the decision-making unit. Then, the decision-making units and mechanisms from the intervention in Afghanistan to its termination were evaluated. In this way, the dynamics of decision-making processes under the leadership of the Soviet leaders of these years, Leonid Brezhnev, Yuri Andropov, Konstantin Chernenko and Mikhail Gorbachev, were conveyed.

In the second part of our study, the Soviet Union's intervention in Afghanistan was evaluated. First of all, it was discussed why Afghanistan was important for the Soviet Union. In this context, the structural problems of Afghanistan until the transition to socialist regime in 1978 and the USSR-Afghanistan relations were evaluated. Then, the problems that came to the agenda with the Democratic Republic of Afghanistan which was founded with the Saur Revolution, the conflict between the two main factions within the People's Democratic Party of Afghanistan (PDPA), the "Khalq" and "Parcham" parties and the effects of this conflict, the emergence of the armed mujahideen as a security threat, and the process of the PDPA regime's invitation to the Soviet Union to send troops to Afghanistan leading to the Soviet intervention are discussed. For the evaluation of these processes, the documents related to the CPSU archives which are available in the digital archive of the think tank "Wilson Center" were used. After presenting the evaluations on Afghanistan and the process leading to the intervention, foreign policy alternatives were considered by applying the poliheuristic model. In this part of our study, the decision-making analysis is based on two different foreign policy alternatives: "To send a certain number of troops to Afghanistan to eliminate Hafizullah Amin to ensure security in the region" or "to conduct a small-scale operation, sending a limited number of special units to only eliminate Amin, and then return". Our analysis is based on political, diplomatic, and military dimensions. At the end of the analysis, the first option was found to be the

number one option in terms of both maximum and average utility. Indeed, the implemented decision was to send troops.

The third and final part of our study deals with the decision-making processes during the USSR's withdrawal from Afghanistan. For this purpose, first of all, the reasons why the USSR found itself in a war that lasted more than nine years despite the fact that the military intervention was planned as a short-term operation were discussed. In this context, the war period is analyzed by dividing it into four different phases. The period from December 1979 to February 1980 was still only a military operation, while the period from February 1980 to April 1985 was the phase when the intervention turned into a war and the conflicts were at their peak. In this second phase of the war, Andropov, the Soviet leader after Brezhnev, had various peace initiatives and plans to end the war, but under his successor Chernenko, the war escalated again, and peace plans were suspended. The development that periodically brought the war into the third phase was the replacement of Chernenko by Gorbachev as the new leader of the USSR. As soon as Gorbachev, a reformist figure, took office, he began plans to withdraw from Afghanistan. In order to evaluate the dynamics of the withdrawal process more analytically, our study focuses on Gorbachev's New Political Thinking after reviewing the first two phases of the war. It was aimed to restructure the Soviet Union politically, economically, militarily, and socially with this new reformist political approach, which was mainly composed of Perestroika and Glasnost policies, and more liberal policies were adopted. Consequently, there was a tendency toward rapprochement with the Western bloc in foreign policy. In order to realize this goal, the withdrawal of Soviet troops from Afghanistan was first put on the agenda. In this context, the period from April 1985 to 1987 is considered as the third phase of the war. In this process, while the Soviet leadership was working on scenarios for withdrawal from Afghanistan, Babrak Karmal was removed from the leadership of Afghanistan and replaced by Mohammad Najibullah, and a policy of "national reconciliation" began to be enforced. Thus, the phase of the end of the war began in 1987 and all Soviet troops left Afghanistan in February 1989. The USSR's withdrawal from Afghanistan was the result of the Geneva Accords signed between Afghanistan and Pakistan in 1988, with the US and the USSR as guarantors.

Following the evaluation of the process from intervention to withdrawal, a poliheuristic study of the decision to withdraw was conducted. In this study, three different decision alternatives were considered: "To withdraw the troops, guaranteeing the legitimate existence of the PDPA regime via an international agreement", "unconditional withdrawal of troops without any negotiations" or "to continue the war by escalating and withdrawing troops after significant military success has been achieved". Unlike the previous case study, the analysis in this section is based on four criteria: political, economic, diplomatic, and military dimensions. As a result of the evaluation, the first alternative was found to provide the highest benefit in terms of each dimension and this alternative was implemented as a foreign policy decision. Finally, a case comparison was made in our study. The foreign policy decisions implemented in both cases did not achieve the intended objectives. The military intervention, which was planned as a short-term intervention, turned into a long war; as a result of the withdrawal decision, which was planned for the survival of the Soviet Union and the neutralization of Afghanistan, both the Soviet Union disintegrated and the socialist regime in Afghanistan collapsed, and an Islamic state was established in Afghanistan. In terms of the decision-making mechanism, actors who have a security perspective influenced the leader during the intervention phase and ensured that this

decision was taken. On the contrary, during the withdrawal phase, the leader with a liberal policy approach influenced other actors and led to the decision to withdraw.

As a result of our study, it has been observed that the poliheuristic decision-making approach offers an effective theoretical framework for analyzing decision-making processes in foreign policy as a contemporary perspective. Since this model provides a multidimensional analysis framework, it enables specific assessment of the different dynamics that shape the perspectives of decision-making units in decision-making processes. Another conclusion we have achieved is about the capacity of the model we used in our study to explain the cases we analyzed. This model, which has been generally applied to decision-making processes in liberal democratic regimes in the literature, has been an effective tool for explaining the decision-making processes in the foreign policy of the USSR, which was ruled by an authoritarian one-party regime. This is because, according to the assumption of the poliheuristic model, the most dominant decision criterion in foreign policy decision-making processes is the political dimension. Thirdly, this war in Afghanistan was seen to have had effects that led to the disintegration of the Soviet Union and the Islamization of Afghanistan. The Soviet foreign policy, which was pushed into a squeeze in the international arena after the intervention, entered a relaxation after Gorbachev, but as a result of the change in the institutional structure of the USSR and the balance between the party and the state, the Soviet Union finally disintegrated. Among the reasons that led to the disruption of these balances was the exclusion of the Soviet army from the decision-making mechanisms due to its performance in the war in Afghanistan. Socialist Afghanistan, which had become dependent on the Soviet Union, was plunged into a civil war after the Soviet withdrawal and after the collapse of the USSR, the PDPA regime could no longer resist the fundamentalists and collapsed.

Key Words : Afghanistan, Union of Soviet Socialist Republics, foreign policy decision-making, poliheuristic model.

ÖZET

Sovyet Sosyalist Cumhuriyetler Birliği'nin (SSCB) 1979 yılında Afganistan'a bir askeri müdahalede bulunması Soğuk Savaş'ın kırılma noktalarından biridir. Soğuk Savaş'ın 1970'li yıllarda süren détente dönemi, Sovyetler Birliği'nin bu müdahalesi sonucunda sona ermiştir. Böylece Soğuk Savaş'ın tırmanma süreci başlamış ve uluslararası sistemde yer alan iki blok arasındaki siyasi gerilim tekrar artmıştır. 1985 yılında Mihail Gorbaçov'un Sovyet lideri olmasının ardından ise Sovyetler Birliği'nde bir liberalleşme ve reform süreci başlamıştır. "Perestrojka" ve "Glasnost" olarak anılan politikalar başta olmak üzere Gorbaçov'un gündeme getirdiği "Yeni Siyasi Düşünce" sonucunda Amerika Birleşik Devletleri (ABD) ve SSCB arasındaki tansiyonun azaltılmasına yönelik girişimler başlamıştır. Bu bağlamda, Sovyetler Birliği Afganistan'dan çekilmeyi de gündemine almış ve 1988 yılında imzalanan Cenevre Anlaşması'nı müteakip Sovyet birlikleri Afganistan'dan çekilmeye başlamıştır. Sovyetler Birliği'nin Afganistan'dan tamamen çekilmesinin ardından ise kısa bir süre içinde SSCB dağılmış, takip eden zaman içinde ise sosyalist bir rejimle yönetilen Afganistan Demokratik Cumhuriyeti de yıkılarak Afganistan İslam Devleti kurulmuştur. Sonuç olarak, Soğuk Savaş sona ermiş ve iki kutuplu uluslararası sistem tek kutuplu bir sisteme dönüşmüştür.

Soğuk Savaş tarihinde önemli bir yer tutan Afganistan müdahalesi literatürde çokça tartışılmış ve farklı boyutlarıyla değerlendirilmiştir. Bu çalışmada, Sovyetler Birliği'nin Afganistan müdahalesindeki ve Afganistan'dan çekilmesindeki karar alma süreçlerinin değerlendirilmesi amaçlanmaktadır. Dış politika analizi ve daha spesifik olarak dış politikada karar alma etütleri Uluslararası İlişkiler biliminin en yeni alt disiplinlerinden biridir. Bu çalışmaların temeli İkinci Dünya Savaşı'nın ardından ABD'de atılmıştır. Soğuk Savaş'ın başlamasının ardından devletler arasındaki ilişkilerin ve rekabetlerin artışı, dekolonizasyon süreciyle Birleşmiş Milletler'de temsil edilen devletlerin sayısının artışı gibi nedenler dış politika analizi ve karar alma etütleri üzerine yapılan çalışmalara olan ilgiyi artırmıştır. Devlet altı birimlere odaklanarak dış politikaların doğurduğu sonuçlardan ziyade dış politika yapım süreçlerine odaklanan karar alma yaklaşımlarında dış politika yapımının yek bütün bir devlet aygıtı tarafından oluşturulmadığının altı çizilmektedir. Buna göre, karar alma sürecinde yer alan aktörlere odaklanılarak aktör-genel bir yaklaşımın yerine aktör-spesifik bir bakış açısı benimsenmektedir.

Dış politikada karar alma çalışmaları alanında, bu disiplinin inşa ve gelişim sürecinde, çeşitli yaklaşımlar söz konusu olmuştur. Bu yaklaşımlar başlıca olarak rasyonel seçim kuramına dayalı karar alma modelleri ve bilişsel seçim ekolüne dayanan karar alma modelleri olarak ikiye ayrılmaktadır. Bununla beraber, doksanlı yıllardan itibaren bu iki ekolü birleştiren multidisipliner kuramlar da ortaya çıkmaya başlamıştır. Bunlardan biri Alex Mintz'in kuramlaştırdığı polihöristik karar alma modelidir. Çalışmamızda teorik çerçeve olarak bu model kullanılmıştır. Bu modelin sunduğu hipotezlere göre dış politikada karar verme süreci iki aşamalı ve hem bilişsel kısıtlarla çevrili hem de belirli bir rasyonaliteye dayalı kompleks bir süreçtir. Karar

alıcılar dış politika alternatiflerini bilişsel kısayollar vasıtasıyla daraltırken nihai seçimlerini fayda-zarar analizine bağlı olarak yapmaktadır. Bu bağlamda, karar alma sürecinin değerlendirilmesi boyut tabanlı analiz olarak ifade edilen bir metotla yapılmakta ve dış politika alternatiflerinin her biri politik, diplomatik, ekonomik, askeri vb. boyutlar çerçevesinde değerlendirilerek optimum kararın hesaplanacağı bir karar matrisi oluşturulmaktadır.

Polihöristik karar alma yaklaşımına göre iç politika gelişmeleri dış politika kararlarına baskın bir etkide bulunmaktadır. Çalışmamızda, Sovyetler Birliği'nin tek partili komünist bir rejime sahip olması nedeniyle kendi iç dinamiklerinin dış politika kararları üzerinde başat bir etkisinin olduğu varsayımıyla polihöristik teorik çerçeve kullanılmıştır. Çalışmamızın ilk bölümüne kullandığımız teorik perspektifin açıklanmasıyla başlanmıştır. Karar alma etütlerinin gelişimi hakkında bir literatür taraması sunulduktan sonra polihöristik karar alma modelinin hipotezleri ve vaka analizlerinde uygulanma metodu açıklanmıştır. Böylece bu modelin Sovyet dış politikasındaki karar alma süreçlerini değerlendirmek için nasıl kullanılacağı tartışılmıştır. Teorik değerlendirmelerin ardından Sovyet dış politikasındaki karar alma süreçlerine dair tarihsel bir sunuş yapılmıştır. Lenin döneminden Brejnev dönemine kadar olan süreçteki karar alma mekanizmaları ve karar birimleri değerlendirilerek Sovyet karar alma yapısına ilişkin tarihsel zemin aktarılmıştır. Ardından Margaret Hermann'ın "karar birimleri yaklaşımı" yardımıyla Sovyet karar alma birimleri değerlendirilmiştir. Böylece çalışmamızın ilerleyen bölümlerinde Sovyetler Birliği Komünist Partisi (SBKP) Politbürosu karar alma birimi olarak ele alınmıştır. Ardından, Afganistan müdahalesinden bu müdahalenin sonlandırılmasına kadar olan süreçteki karar birimleri ve mekanizmaları değerlendirilmiştir. Böylece bu yıllardaki Sovyet liderleri olan Leonid Brejnev, Yuri Andropov, Konstantin Çernenko ve Mihail Gorbaçov liderliklerindeki karar verme süreçlerinin dinamikleri aktarılmıştır.

Çalışmamızın ikinci bölümünde ise Sovyetler Birliği'nin Afganistan'a müdahalesi değerlendirilmiştir. Öncelikle Afganistan'ın Sovyetler Birliği için neden önemli olduğunun tartışması yapılmıştır. Bu bağlamda, Afganistan'ın 1978 yılında sosyalist rejime geçişine dek mevcut olan yapısal sorunları ve SSCB-Afganistan ilişkileri değerlendirilmiştir. Ardından; Sevr Devrimi ile kurulan Afganistan Demokratik Cumhuriyeti'yle gündeme gelen sorunlar, Afganistan Demokratik Halk Partisi (ADHP) içindeki başlıca iki fraksiyon olan "Halk" ve "Perçem" hizipleri arasındaki çatışma ve bu çatışmanın etkileri, silahlı mücahitlerin bir güvenlik tehdidi olarak ortaya çıkışı ve ADHP rejiminin Sovyetler Birliği'ni asker göndermesi için Afganistan'a davet etmesiyle Sovyet müdahalesine giden süreç ele alınmıştır. Bu süreçler değerlendirilirken "Wilson Center" adlı düşünce kuruluşunun dijital arşivinde yer alan SBKP arşivlerine ilişkin dokümanlardan faydalanılmıştır. Afganistan hakkındaki değerlendirmelerin ve müdahaleye giden sürecin aktarılmasının ardından polihöristik model uygulanarak dış politika alternatiflerinin değerlendirilmesi yapılmıştır. Çalışmamızın bu bölümünde karar alma analizi iki farklı dış politika alternatifi üzerinden yapılmıştır: "Afganistan'a belirli sayıda askeri birlik göndererek Hafızullah Emin'i ortadan kaldırmak ve bölgedeki güvenliği sağlamak" veya "Yalnızca Emin'i ortadan kaldırmak için sınırlı sayıda özel birlik göndererek küçük çaplı bir operasyon gerçekleştirip geri dönmek". Analizimiz politik, diplomatik ve askeri boyutlar çerçevesinde yapılmıştır. Analizin sonunda birinci seçeneğin hem azami hem de ortalama fayda açısından bir numaralı opsiyon olduğu görülmüştür. Nitekim uygulanan karar da askeri birlik göndermek olmuştur.

Çalışmamızın üçüncü ve son bölümünde SSCB'nin Afganistan'dan çekilmesindeki karar alma süreçleri ele alınmıştır. Bu amaçla, öncelikle, söz konusu askeri müdahalenin kısa vadeli bir operasyon olarak planlanmasına rağmen SSCB'nin kendisini dokuz yılı aşkın süren bir savaşın içinde bulmasının nedenleri tartışılmıştır. Bu bağlamda, savaş süreci dört farklı döneme ayrılarak incelenmiştir. Aralık 1979'dan Şubat 1980'e kadar olan dönem henüz yalnızca askeri operasyondan ibaret olan süreci kapsarken, bu tarihten Nisan 1985'e kadar olan zaman dilimi müdahalenin savaşa dönüştüğü ve çatışmaların hat safhada olduğu evredir. Savaşın bu ikinci evresinde, Brejnev'in ardından Sovyet lideri olan Andropov'un çeşitli barış girişimleri ve savaşı sonlandırma planları söz konusu olsa da kendisinin halefi olan Çernenko döneminde savaş yeniden tırmanmış ve barış planları askıya alınmıştır. Savaşı dönemsel olarak üçüncü safhaya taşıyan gelişme ise Çernenko'nun yerine Gorbaçov'un SSCB'nin yeni lideri olmasıdır. Reformist bir figür olan Gorbaçov göreve gelir gelmez Afganistan'dan çekilme planlarına koyulmuştur. Çekilme sürecinin dinamiklerini daha analitik olarak değerlendirebilmek için çalışmamızda savaşın ilk iki evresi değerlendirildikten sonra Gorbaçov'un Yeni Siyasi Düşüncesi üzerinde durulmuştur. Başlıca olarak Perestroyka ve Glasnost politikalarından oluşan bu yeni reformist politika anlayışı ile Sovyetler Birliği'nin siyasi, ekonomik, askeri ve toplumsal olarak yeniden yapılandırılması hedeflenmiş ve daha liberal politikalar benimsenmiştir. Buna bağlı olarak, dış politikada Batı bloku ile yakınlaşma eğilimi söz konusu olmuştur. Bu hedefin gerçekleştirilebilmesi için ise öncelikle Sovyet birliklerinin Afganistan'dan çekilmesi gündeme alınmıştır. Bu bağlamda, çalışmamızda Nisan 1985'ten 1987'ye kadar olan süreç savaşın üçüncü evresi olarak ele alınmıştır. Bu süreçte Sovyet liderliği bir yandan Afganistan'dan çekilme senaryoları üzerinde çalışırken öte yandan Babrak Karmal Afganistan liderliğinden alınmış ve yerine Muhammed Necibullah getirilerek "ulusal uzlaşma" politikası uygulanmaya başlanmıştır. Böylece 1987'den itibaren savaşın sona erme aşaması başlamış ve Şubat 1989'da Sovyet birliklerinin tamamı Afganistan'ı terk etmiştir. SSCB'nin Afganistan'dan çekilmesi 1988 yılında Afganistan ile Pakistan arasında imzalanan ve ABD ile SSCB'nin garantörü olduğu Cenevre Anlaşması neticesinde gerçekleşmiştir.

Müdahaleden çekilmeye kadar olan sürecin değerlendirilmesinin ardından çekilme kararının polihöristik etüdü yapılmıştır. Bu etütte üç farklı karar alternatifi üzerinde durulmuştur: "ADHP rejiminin meşru varlığını bir uluslararası anlaşmayla garanti altına alarak birliklerin çekilmesi", "herhangi bir müzakerede bulunulmadan birliklerin kayıtsız şartsız olarak geri çekilmesi" veya "savaşı tırmandırarak sürdürmek ve kayda değer bir askeri başarı sağlandıktan sonra birliklerin geri çekilmesi". Bu bölümdeki analiz bir önceki vaka etüdünden farklı olarak politik, ekonomik, diplomatik ve askeri boyut olmak üzere dört kriter üzerinden yapılmıştır. Yapılan değerlendirmenin sonucunda birinci alternatifin her bir boyut açısından en yüksek faydayı sağladığı görülmüştür ve bu alternatif dış politika kararı olarak uygulanmıştır. Son olarak çalışmamızda bir vaka karşılaştırması yapılmıştır. Her iki olayda da uygulanmış olan dış politika kararları, bu kararlar doğrultusunda hedeflenen amaçlara ulaşmamıştır. Kısa vadeli olarak planlanan askeri müdahale uzun bir savaşa dönüşmüş; Sovyetler Birliği'nin bekası ve Afganistan'ın nötralize olması için planlanan çekilme kararının sonucunda ise hem Sovyetler Birliği dağılmış hem de Afganistan'daki sosyalist rejim yıkılarak yerine bir İslam devleti kurulmuştur. Bu bağlamda, müdahaleye ilişkin karar alma sürecinde ideoloji ve güvenlik kaygıları yönlendirici rol oynarken çekilme sürecinde Perestroyka politikası doğrultusundaki çıkar dengesi etkin olmuştur. Karar alma mekanizması bağlamında ise müdahale aşamasında güvenlik

perspektifli aktörler lideri etkileyerek bu kararın alınması sağlamıştır. Buna karşın çekilme aşamasında liberal bir politika anlayışına sahip olan lider diğer aktörleri etkileyerek çekilme kararının alınmasına vesile olmuştur.

Çalışmamızın sonucunda polihöristik karar alma yaklaşımının güncel bir perspektif olarak dış politikada karar verme süreçlerini analiz etmek için etkin bir teorik çerçeve sunduğu görülmüştür. Bu model çok boyutlu bir analiz çerçevesi sunduğu için karar alma süreçlerinde karar birimlerinin bakış açılarını şekillendiren farklı dinamiklerin spesifik olarak değerlendirilebilmesini sağlamaktadır. Ulaştığımız bir başka sonuç çalışmamızda kullandığımız modelin incelediğimiz vakaları açıklama kapasitesi hakkındadır. Literatürde genellikle liberal demokratik rejimlerdeki karar alma süreçlerine uygulanmış olan bu model, otoriter bir tek parti rejimiyle yönetilen SSCB'nin dış politikasındaki karar alma süreçlerinin açıklanması için etkin bir araç olmuştur. Zira polihöristik modelin varsayımına göre dış politikadaki karar alma süreçlerinde en baskın olan karar kriteri politik boyuttur. Üçüncü olarak, Afganistan'daki bu savaşın Sovyetler Birliği'nin dağılmasına ve Afganistan'ın İslamizasyonuna yol açan etkilerinin olduğu görülmüştür. Müdahale sonrasında uluslararası arenada bir sıkışmışlığa itilen Sovyet dış politikası, Gorbaçov'un ardından bir yumuşamaya girmiş ancak SSCB'nin kurumsal yapısında ve parti ile devlet arasındaki dengelerin değişmesi sonucunda nihai olarak Sovyetler Birliği dağılmıştır. Bu dengelerin bozulmasına yol açan nedenler arasında ise Afganistan'daki savaşta Sovyet ordusunun performansının da etkisiyle ordunun karar alma mekanizmasından dışlanması yer almaktadır. Sovyetler Birliği'ne bağımlı hâle gelmiş olan sosyalist Afganistan, Sovyetler Birliği'nin çekilmesinin ardından bir iç savaşa sürüklenmiş ve SSCB'nin dağılmasının ardından ADHP rejimi köktendincilere daha fazla direnemeyerek yıkılmıştır.

Anahtar Kelimeler : Afganistan, Sovyet Sosyalist Cumhuriyetler Birliği, dış politikada karar alma, polihöristik model.

INTRODUCTION

L'intervention militaire de l'Union soviétique en Afghanistan en 1979 a été un événement majeur de l'histoire politique du 20^e siècle, marquant la fin de la période de Détente de la Guerre froide et exacerbant les tensions entre les deux blocs du système international. Cette intervention a donné lieu à une guerre qui a duré plus de neuf ans et entraîné des répercussions significatives à la fois sur l'Union soviétique et l'Afghanistan, tout en provoquant également des conséquences majeures sur les plans internationaux et régionaux. En effet, elle a aussi fait resurgir la menace nucléaire dans le système international en raison de la tension entre les blocs. Le retrait de l'Union soviétique d'Afghanistan en 1989 a également été un événement important à l'échelle internationale et régionale. Peu de temps après le retrait inévitable, l'Union soviétique s'est désintégrée et d'autre part, un État islamique a été établi en dans le pays afghan ; la Guerre froide a pris donc fin et un système international unipolaire est apparu. Ainsi, la guerre menée par l'Union soviétique en Afghanistan constitue un événement majeur à considérer dans le cadre des relations internationales.

L'intervention de l'Union soviétique en Afghanistan a été abondamment discutée dans la littérature occidentale sous différents angles, généralement considérée comme une invasion du pays par l'Union soviétique dans le cadre de ses ambitions expansionnistes. Les Moudjahidines ont finalement vaincue cette intervention, obligeant l'Union soviétique à se retirer d'Afghanistan. Cependant, notre étude vise à présenter une perspective différente en abordant ces actions dans le cadre de la prise de décision en matière de la politique étrangère. En effet, si les raisons et les résultats de l'intervention ont été évalués aux différents niveaux et cadres théoriques, les processus de prise de décision ont souvent été négligés. Les études sur la prise de décision en politique étrangère sont un domaine de recherche relativement récent dans la discipline des relations internationales, et il existe encore un certain décalage dans ce domaine. Notre travail de recherche vise ainsi à combler cette lacune en analysant l'intervention en Afghanistan ainsi que son retrait, qui ont été des points de rupture de

la Guerre froide, sous l'angle des approches de la prise de décision. En effet, l'analyse des processus décisionnels offre une compréhension plus complète et analytique des actes de politique étrangère des États.

Il existe de divers cadres théoriques et modèles pour étudier la prise de décision dans le domaine de la politique étrangère. Du point de vue théorique, ces modèles sont généralement regroupés en deux catégories : Les modèles basés sur le choix rationnel et ceux qui sont basés sur des choix cognitifs. Ainsi, deux approches différentes sont utilisées dans les études sur la prise de décision : soit les décisions sont prises de manière purement rationnelle en se basant sur une analyse coût-bénéfice absolue, soit elles sont influencées par des contraintes cognitives qui empêchent une telle rationalité. Dans cette étude, nous avons adopté comme cadre théorique l'approche décisionnelle poliheuristique, qui est un modèle relativement nouveau dans ce domaine. Selon cette approche, les processus décisionnels sont à la fois cognitifs et rationnels. Autrement dit, les décisions de politique étrangère impliquent des processus cognitifs et rationnels qui sont tous deux pris en compte dans le processus de prise de décision. Les unités de décision effectuent des choix cognitifs parmi diverses options et les évaluent en termes de rationalité. Cependant, cette évaluation est également influencée par les structures cognitives des décideurs. Dans le cadre de cette rationalité entourée de contraintes cognitives, les alternatives de décision sont évaluées selon une approche dimensionnelle. Cette évaluation dimensionnelle permet de systématiser les diverses dynamiques politiques, diplomatiques, économiques, militaires, etc. qui peuvent affecter les décisions de politique étrangère. L'objectif est de trouver la décision optimale en évaluant toutes les alternatives pour chaque critère.

Dans notre étude, nous avons choisi le « modèle poliheuristique » comme un cadre méthodologique, car il offre un cadre hybride combinant des approches décisionnelles cognitives et rationnelles avec une méthode d'application plus flexible. Le processus de prise de décision étant complexe, comme le prédit le modèle poliheuristique, nous avons plutôt besoin d'un modèle mixte. En raison de la structure bureaucratique complexe de l'Union soviétique, il est difficile d'évaluer les mécanismes de prise de décision en place. C'est pourquoi, nous avançons l'idée qu'un modèle mixte et flexible serait utile dans cette situation. En examinant les pratiques de ce modèle dans la littérature, on constate qu'il est généralement appliqué

aux décisions de politique étrangère des régimes démocratiques libéraux et aux exemples actuels. L'Union soviétique est un pays gouverné par un régime communiste à parti unique. De plus, les cas que nous étudierons dans cette étude se sont déroulés il y a longtemps. Cependant, bien que le modèle poliheuristique soit un modèle dimensionnel, il met en évidence la politique intérieure parmi les nombreuses dimensions de la prise de décision. Dans l'Union soviétique, gouvernée par un régime autoritaire, l'importance du régime et donc de la politique intérieure était à un niveau élevé. C'est pourquoi nous avons pensé que le modèle poliheuristique serait utile pour expliquer les processus de prise de décision dans la politique étrangère soviétique. En d'autres termes, notre étude se considère originale en termes d'harmonie entre la théorie et l'étude de cas.

Notre étude est fondée sur le modèle décisionnel poliheuristique. La méthodologie que nous suivrons consistera tout d'abord à évaluer les évolutions des processus menant à l'intervention et au retrait, afin de déterminer les dimensions décisionnelles pertinentes, et à créer une matrice décisionnelle poliheuristique basée sur ces dimensions. Pour évaluer la compréhension de la politique étrangère au moment de la prise de décision, nous utiliserons la conceptualisation des « systèmes de croyances » (belief system) de Douglas W. Blum. L'analyse des acteurs impliqués dans le processus décisionnel s'inscrit dans le cadre de « l'approche des unités de décision » (decision units approach) de Margaret Hermann. Dans ce contexte, nous évaluerons les unités de décision impliquées dans la politique étrangère soviétique et discuterons de l'effet des systèmes de croyance sur le processus de prise de décision, tout en analysant comment et pourquoi les décisions ont été prises. Les dimensions politiques, économiques, diplomatiques et militaires, considérées comme les critères principaux dans l'analyse poliheuristique d'Alex Mintz, seront utilisées pour déterminer les dimensions des matrices décisionnelles (decision matrix) créées à la suite de ces analyses.

La dimension politique inclut les dynamiques de politique intérieure, tandis que la dimension diplomatique couvre les facteurs au niveau du système international. La dimension économique prend en compte les développements économiques internes et externes, et la dimension militaire comprend des éléments tels que les facteurs stratégiques et la capacité militaire. Dans l'analyse du processus de prise de décision,

les documents du Politburo du Parti communiste de l'Union soviétique et les rapports d'autres institutions soviétiques ont été utilisés comme ressources précieuses. Cependant, ces sources primaires ont été consultées via les archives numériques d'un groupe de réflexion américain appelé « The Woodrow Wilson International Center for Scholars », ce qui peut limiter la portée de l'étude en raison de possibles censures, incomplétudes ou distorsions. Après avoir mené une analyse poliheuristique selon notre méthodologie, nous chercherons à évaluer les effets des processus décisionnels sur les actions de politique étrangère en comparant deux études de cas : l'intervention de l'Union soviétique en Afghanistan et son retrait. La problématique de notre étude est donc la suivante : Quelle est la dynamique des processus décisionnels dans l'intervention et le retrait de l'Union soviétique en Afghanistan et quel effet ont-ils eu sur les résultats de la politique étrangère en question ? Pour répondre à cette problématique, notre étude s'articulera autour de trois parties principales.

Dans la première partie de la thèse, nous présenterons le contexte théorique et les ensembles de concepts qui seront utilisés tout au long de notre recherche. Nous commencerons par mettre en évidence les études sur la prise de décision en politique étrangère, en présentant leur émergence et leur développement, ainsi que les études pionnières dans ce domaine. Nous expliquerons les contributions des chercheurs de première et de deuxième génération dans ce domaine, en accordant une attention particulière à l'étude de Graham T. Allison, « Essence of Decision », considérée comme l'une des principales études dans ce domaine. Nous évaluerons également « l'approche des unités de décision » de Margaret Hermann, qui occupe une place importante parmi les recherches de deuxième génération et dont nous bénéficierons également dans notre étude. Ensuite, nous présenterons le cadre et la méthodologie de l'approche décisionnelle poliheuristique d'Alex Mintz, qui est l'une des recherches récentes et qui constitue l'infrastructure théorique de notre étude. Nous expliquerons en détail les principales hypothèses du modèle poliheuristique et son utilisation sur une étude de cas à travers des références clés. En outre, nous fournirons des exemples d'études utilisant ce modèle. Enfin, nous expliquerons comment nous prévoyons d'appliquer ce modèle à l'analyse du processus de prise de décision dans la politique étrangère soviétique.

Après avoir présenté le cadre théorique, nous évaluerons les processus de prise de décision dans la politique étrangère soviétique. Étant donné que le premier cas coïncide avec la période de leadership de Brejnev en Union soviétique, nous débuterons par une évaluation historique en analysant les mécanismes de prise de décision dans la politique étrangère de Lénine jusqu'à Brejnev. Afin de déterminer les éléments sur lesquels nous devons nous concentrer lors de l'évaluation des processus de prise de décision dans les parties suivantes de notre étude, nous utiliserons l'approche des unités de décision d'Hermann pour identifier l'unité de prise de décision centrale du mécanisme soviétique. Nous constaterons que dans le cas de l'Union soviétique, cette unité était un petit groupe limité, à savoir le Politburo du Parti. C'est pourquoi nous nous concentrerons sur l'analyse du Politburo et de ses éléments dans le processus de Brejnev à Gorbatchev.

La deuxième partie de notre étude sera basée sur l'intervention de l'Union soviétique en Afghanistan. Pour analyser cette décision d'intervention en détail, nous commencerons par une analyse brève de l'histoire de l'Afghanistan. Le pays a connu de nombreuses guerres et périodes d'instabilité dans son histoire, avant d'adopter un régime socialiste en 1978. Les relations étroites de l'Afghanistan avec l'Union soviétique remontent à une époque plus ancienne encore. Dans cette partie, nous évaluerons donc l'importance de l'Afghanistan pour l'Union soviétique et les problèmes rencontrés par le régime socialiste afghan. Après cette première analyse, nous examinerons la décision de l'Union soviétique d'intervenir et les détails de l'opération. Nous poursuivrons avec une étude poliheuristique de cette décision d'intervention, en choisissant trois dimensions d'analyse : politique, diplomatique et militaire. Nous expliquerons également pourquoi ces trois dimensions sont privilégiées et pourquoi la dimension économique ne l'est pas. Après avoir analysé séparément chaque dimension, nous créerons une matrice de décision finale et évaluerons la décision finale. Cette partie de notre étude se conclura chronologiquement avec la décision d'intervention militaire en 1979 et l'envoi de troupes en Afghanistan.

Dans la troisième et dernière partie de notre étude, nous évaluerons le retrait de l'Union soviétique d'Afghanistan. L'intervention en Afghanistan, évaluée dans la deuxième partie de notre étude, était prévue à court terme, avec un retrait planifié une

fois les objectifs atteints dans les meilleurs délais. Cependant, dans les trois mois suivant l'intervention, l'Union soviétique a dû envoyer des renforts dans la région et s'est retrouvée en guerre. Dans cette partie de notre étude, nous examinerons les développements sur le terrain après l'intervention, ainsi que la façon dont la réalité a différé des objectifs initiaux. Nous traiterons la guerre en Afghanistan chronologiquement en la divisant en quatre phases. Tout d'abord, nous évaluerons la première phase, qui correspond au processus depuis le début de l'intervention jusqu'à l'augmentation des unités de l'armée. Ensuite, nous examinerons la deuxième phase, qui couvre le processus depuis l'augmentation des troupes jusqu'à ce que Gorbatchev devienne le nouveau chef de l'Union soviétique. En effet, l'arrivée de Gorbatchev au poste de secrétaire général du Parti a marqué le début d'un processus de transformation politique en Union soviétique. Après avoir évalué les deux premières phases de la guerre, nous expliquerons la Nouvelle Pensée qui est venue à l'ordre du jour avec Gorbatchev, ce qu'est la Perestroïka ainsi que la dynamique de cette nouvelle perspective politique. Dans ce contexte, nous discuterons également l'effet de cette perspective sur la décision de se retirer d'Afghanistan.

Après avoir discuté du processus de réforme entamé par Gorbatchev, nous aborderons les deux dernières phases de la guerre et le processus ayant conduit à la décision de se retirer. Nous évaluerons les changements apportés par Gorbatchev aux mécanismes de prise de décision et la manière dont il a internationalisé la question afghane. Les troupes soviétiques ont rapidement quitté l'Afghanistan à la suite de la conclusion des accords de Genève, signés après les négociations multilatérales. Après avoir effectué cette analyse historique, nous procéderons à une analyse polihéuristique de la décision de retrait, tout en abordant la dimension économique ainsi que les dimensions politique, diplomatique et militaire, en dehors de l'étude d'intervention, comme des niveaux d'analyse pertinents. Nous discuterons également de la raison pour laquelle la dimension économique est acceptée comme un niveau d'analyse important dans le cadre de la « relationnalité » de la Perestroïka, du problème afghan et des problèmes de l'économie soviétique. Ensuite, nous évaluerons la décision finale en créant une matrice de décision pertinente.

Enfin, nous procéderons à une évaluation comparative des deux cas de décisions. Selon notre point de vue, les évolutions qui ont suivi ces deux décisions de

politique étrangère ont été considérées comme des échecs, car elles ont évolué dans le sens opposé des objectifs initialement envisagés. Par conséquent, nous effectuerons une analyse comparative des processus de prise de décision afin de comprendre les raisons de ces échecs de politique étrangère. Nous examinerons la corrélation entre ces échecs en termes de contexte intellectuel des processus de prise de décision et des qualifications des unités de prise de décision. Nous comparerons ensuite les matrices de décision que nous avons créées pour chaque cas. Cette comparaison nous permettra d'identifier les dimensions décisionnelles prédominantes dans les processus d'intervention et de retrait, ainsi que les dynamiques internes et externes en jeu. Nous constaterons que la dimension politique est le critère dominant dans les processus décisionnels de politique étrangère, comme le suppose le modèle poliheuristique.



PREMIERE PARTIE – L'ÉTUDE POLIHEURISTIQUE
SUR LA PRISE DE DÉCISION DE L'UNION SOVIÉTIQUE
EN MATIÈRE DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE

Dans la première partie de notre travail, nous mettrons tout d'abord l'accent sur les nouvelles discussions dans le domaine de l'étude de politique étrangère et des approches de prise de décision à partir des exemples empiriques. Dans ce contexte, il est possible de considérer la contribution de deux modèles d'explications dans le champ des études de prise de décision en matière de politique étrangère et de bénéficier également de leurs hypothèses : Les modèles d'Allison et d'Hermann occupent une place particulière dans la discipline. Enfin, nous voulons mettre en avant le modèle poliheuristique, qui constituera le cadre méthodologique de notre étude. Tout d'abord, le développement de ce modèle, son fonctionnement et ses principes fondamentaux seront expliqués et ensuite, nous essayerons d'expliquer, à travers une étude empirique, la façon dont il est appliqué au processus de prise de décision en matière de la politique étrangère d'un État spécifique. Etant donné que ce modèle de recherche poliheuristique consiste une nouvelle approche et, dans la plupart des cas, est appliqué aux processus de décision en politique étrangère des pays démocratiques et libéraux. Donc, le nombre des études se servant du modèle poliheuristique pour analyser les régimes autoritaires sont rares.

À travers tous ces constats, nous présenterons tout d'abord les exemples tirés de diverses études contenant l'approche poliheuristique et ensuite, discuterons l'applicabilité de ce modèle aux processus de prise de décision au sein de l'Union soviétique. Après avoir ainsi véhiculé le cadre conceptuel et théorique, en second lieu, nous examinerons le mécanisme de prise de décision en Union soviétique ainsi que les acteurs et institutions impliqués dans ce mécanisme. Ici, nous présenterons premièrement les caractéristiques principales de l'ère d'avant-Brejnev et analyserons ensuite le processus et les unités de prise de décision soviétiques à travers du modèle

de la prise de décision des Hermann. Enfin, nous observerons les mécanismes de prise de décision de la période entre les périodes de Brejnev et de Gorbatchev, une époque qui comprend à la fois l'intervention de l'Union soviétique en Afghanistan et le retrait des troupes soviétiques de cette région. L'étude de ces événements constitue une partie importante de notre travail, vu que ceux-ci servent à expliquer la transformation des mentalités dans la prise de décision en politique étrangère. En somme, le premier chapitre de cette partie sera dédié à l'analyse des théories de la prise de décision ainsi que les caractéristiques principales de l'étude poliheuristique en politique étrangère.

A – Les théories de la prise de décision et l' « étude poliheuristique » en matière de politique étrangère

Dans ce chapitre, nous présenterons tout d'abord la discipline en faisant une évaluation sur les études de prise de décision en politique étrangère. Alors que la formation de la discipline est expliquée, les travaux qui ont été pionniers dans ce domaine et acceptés comme référence principale et les discussions de première et deuxième génération dans les études de prise de décision en politique étrangère seront mentionnés. Ensuite, nous étudierons le modèle triple intitulé « le modèle d'Allison » et ses propositions de même que le modèle d'Hermann, qui occupent une place importante dans la discipline. Ce dernier, également appelé « l'approche des unités de décision », joue un rôle primordial dans la compréhension du parcours décisionnel et celle de la fonction des acteurs dans le processus décisionnel. Enfin, nous évaluerons les caractéristiques principales du modèle poliheuristique, qui constitue le cadre conceptuel de notre étude, et discuterons la façon par laquelle ce modèle peut être appliqué aux cas que nous voulons analyser.

1 – Le domaine des études de la prise de décision en politique étrangère

Avant d'évaluer le concept de prise de décision, il vaudrait mieux commencer par la définition de la politique étrangère. La politique étrangère, dans sa définition la plus générale, correspond aux objectifs qui déterminent les actions d'un État dans ses interactions avec d'autres États. Cette définition généralement acceptée nous amène à la conclusion que lorsque nous parlons de la politique étrangère, nous nous concentrons sur les rapports interétatiques. Cependant, une analyse purement étatique

de la discipline des relations internationales risque d'être archaïque lorsque nous prenons en compte l'évolution de la discipline ainsi que la montée en scène de divers acteurs sur la scène internationale. Par conséquent, comme le suggère J. David Singer, il est nécessaire de donner à la fois de l'importance aux sous-systèmes internationaux ainsi qu'au système international.¹

Cette approche nous amène à la conclusion que les États-nations ont leurs propres structures et institutions puisqu'ils forment des sous-systèmes, et donc les mécanismes de prise de décision fonctionnent parallèlement à leurs dynamiques internes. Si bien que quand on examine l'élaboration de la politique étrangère, il est nécessaire de ne pas considérer chaque État comme des structures monolithiques et équivalentes. Les études décisionnelles y entrent en scène en tant qu'un modèle à appliquer pour surmonter une telle problématique. Dans ces études, l'accent est mis sur le fait que ce sont les individus qui créent des institutions, décident et mettent en œuvre la politique étrangère des États. Autrement dit, l'acte de politique étrangère résulte des initiatives prises par les individus au bout d'un processus décisionnel. En conséquence, il est souligné que les décisions en politique étrangère, censées être prises au nom de l'intérêt national selon un point de vue strictement réaliste, sont en vrai produites par les individus et ne peuvent donc pas être purement rationnelles et objectives.² Par conséquent, les études décisionnelles se focalisent davantage au déroulement du processus et ne s'intéressent pas seulement aux résultats.

La prise de décision en politique étrangère fait référence aux choix faits par des individus ou des groupes impliqués dans le processus d'élaboration de la politique étrangère, qui influencent les actions des États sur la scène internationale.³ Les études sur la prise de décision constituent un domaine qui se concentre sur la manière dont ces choix sont faits ainsi que de différents types de facteurs qui jouent un rôle primordial dans le processus de décision. Dans ce contexte, nous supposons que si l'on comprend comment les décisions en politique étrangère sont prises, il sera possible d'en évaluer et même prédire plus précisément les résultats sur la scène internationale.

¹ J. David Singer, « The Level-of-Analysis Problem in International Relations », *World Politics*, Vol. 14, No. 1, 1961, p. 78.

² Valérie M. Hudson, Christopher S. Vore, « Foreign Policy Analysis Yesterday, Today, and Tomorrow », *Mershon International Studies Review*, Vol. 39, No. 2, 1995, p. 210-211.

³ Alex Mintz, Karl DeRouen Jr., *Understanding Foreign Policy Decision Making*, New York, Cambridge University Press, 2010, p. 3.

Dans les études sur la prise de décision, il est admis que ce processus comporte quatre étapes. Selon cette acceptation, le phénomène de prise de décision commence par la définition du problème à trancher. Après avoir défini le problème, il est temps de rechercher des alternatives de décision. C'est à la suite de l'évaluation de ces décisions alternatives de politique étrangère qu'un choix est fait parmi elles. Quant à la dernière étape, elle constitue la mise en application de la décision finale.⁴ L'évaluation des processus décisionnels qui se réalisent dans le cadre de ce modèle est effectuée autour de différentes perspectives et modèles théoriques.

Valérie M. Hudson, fameuse spécialiste du domaine de l'étude de politique étrangère, fait la classification du processus de développement académique des approches de prise de décision en politique étrangère. Hudson fait la distinction entre les chercheurs de première et de deuxième génération ayant travaillé sur la prise de décision.⁵ Selon elle, les chercheurs de la première génération constituent une pierre angulaire dans l'élaboration d'une méthodologie pour la discipline en question. Cette génération et leurs études sont montées en scène vers la fin des années 1950, conformément aux nouveaux besoins académiques et politiques de la Guerre froide. Parmi les recherches de première génération, nous pouvons compter trois œuvres ayant largement contribué aux études de prise de décision en termes de construction de théories et de méthodes.

Parmi lesdites œuvres se trouve l'article intitulé « Decision-Making as an Approach to the Study of International Politics » de Richard C. Snyder, H. W. Bruck et Burton Sapin, publié en 1954.⁶ La recherche en question est importante car elle propose que le processus de prise de décision en politique étrangère soit traité directement comme un comportement organisationnel. Selon ce point de vue, dans le processus décisionnel, les situations, les communications et le processus informationnel des unités décisionnelles sont considérés comme des concepts qui

⁴ James A. Robinson, Richard C. Snyder, « Decision-Making in International Politics », Herbert C. Kelman (ed.), *International Behaviour: A Social-Psychological Analysis*, New York, Holt, Rinehart, and Winston, 1965, p. 437.

⁵ Valerie M. Hudson, Christopher S. Vore, *op.cit.*, p. 214.

⁶ Richard C. Snyder, H. W. Bruck, Burton Sapin, *Decision-Making as an Approach to the Study of International Politics (Foreign Policy Analyses Project Series No. 3)*, Princeton, Princeton University Press, 1954.

doivent être analysés conformément au modèle de comportement organisationnel.⁷ Ainsi, il est souligné que l'existence surhumaine de l'État-nation n'est pas une hypothèse valable dans le processus de décision en politique étrangère. Par conséquent, ce processus devrait être analysé en utilisant une approche spécifique à l'acteur plutôt qu'une approche acteur-général.

Quant au deuxième ouvrage qui se démarque parmi les recherches de première génération, il s'y agit de l'article rédigé par Harold Sprout et Margaret Sprout, intitulé « Man-Milieu Relationship Hypotheses in the Context of International Politics ».⁸ Dans cette œuvre, il est souligné qu'une plus grande importance devrait être accordée à la psychologie comme discipline et à la détermination des facteurs psychologiques en tant que facteurs environnementaux dans les études de prise de décision. Dans ce contexte, en utilisant le concept de « contextualisation » (contextualizing), il est indiqué que les unités décisionnelles prennent leurs décisions en politique étrangère en fonction du milieu psychologique auquel elles sont exposées et qu'elles interprètent.⁹ Cependant, il est irréaliste de s'attendre à ce qu'il y ait toujours une harmonie entre la réalité concrète, que nous pouvons qualifier de *realpolitik*, et le milieu psychologique des décideurs. Si bien que Harold et Margaret Sprout défendent la nécessité d'examiner le concept qu'ils appellent « psycho-milieu » (psycho-milieu), qui s'exprime comme le contexte international perçu et interprété par les décideurs.¹⁰ Dans leurs œuvres, il est indiqué que l'analyse du processus décisionnel sera plus solide si le milieu psychologique des décideurs, ainsi conceptualisé, est compris et évalué par les spécialistes de la politique étrangère.

Le troisième ouvrage constitue l'article de James N. Rosenau intitulé « Pre-theories and Theories of Foreign Policy », qui a été publié en 1966.¹¹ Ce travail est considéré comme le travail le plus progressiste en termes de scientification des études de la prise de décision parmi les études de première génération. En effet, dans son œuvre, Rosenau souligne l'importance de systématiser les grandes piles de données

⁷ Valerie M. Hudson, « Foreign Policy Analysis: Actor-Specific Theory and the Ground of International Relations », *Foreign Policy Analysis*, Vol. 1, No. 1, 2005, p.6.

⁸ Harold Sprout, Margaret Sprout, *Man-Milieu Relationship Hypotheses in the Context of International Politics*, Princeton, Princeton University Press, 1956.

⁹ *Ibid.*, p. 118.

¹⁰ Valerie M. Hudson, Christopher S. Vore, *op.cit.*, p. 213.

¹¹ James N. Rosenau, « Pre-theories and Theories of Foreign Policy », R. Barry Farrell (ed.), *Approaches in Comparative and International Politics*, Evanston, Northwestern University Press, 1966.

dispersées liées à l'arène internationale et de les placer dans un cadre théorique ; il déclare également la nécessité de développer la recherche statistique afin d'atteindre cet objectif.¹² Il fournit à la fois un modèle de classification pour ce type de recherche statistique. En conséquence, Rosenau, qui part du niveau individuel et élargit ses études en y incluant l'État-nation et le système international, développe le concept de niveau d'analyse de David J. Singer et propose de faire une classification des niveaux d'analyse en question.

Selon Rosenau, il est possible de faire des classifications telles que grand, moyen, petit ou bien ouvert et fermé pour chaque niveau. Il propose également de faire une catégorisation de différents types d'États telles que démocratiques, autocratiques, développés, sous-développés, etc., pour des analyses au niveau étatique.¹³ Ainsi, il soutient que de telles distinctions rendront les données plus significatives en termes d'analyse statistique et suppose qu'une analyse complète peut être réalisée en déterminant leurs effets sur les processus de prise de décision. En somme, nous pouvons envisager que les trois œuvres mentionnées ci-dessus ont servi largement à l'acquisition d'une base méthodologique et théorique plus solide des recherches sur la prise de décision en politique étrangère menées par la première génération. C'est grâce à ces œuvres que lesdites recherches ont gagné un cadre plus systématique et qu'elles ont été développées dans les décennies à venir par les théoriciens de la deuxième génération.

2 – Les modèles décisionnels de G. Allison et des Hermann et les contributions de A. Mintz aux études sur la prise de décision

En plus de travaux classiques des théoriciens de première génération mentionnés ci-dessus, il vaudrait mieux citer une œuvre qui peut être considérée comme un point de transition entre les première et deuxième générations et un texte fondamental dans le domaine d'études sur la prise de décision en politique étrangère. « Essence of Decision : Explaining the Cuban Missile Crisis » de Graham T. Allison, publié pour en 1971, est un ouvrage qui traite la crise des missiles de Cuba en tant

¹² Valérie M. Hudson, Christopher S. Vore, *op.cit.*, p. 212-213.

¹³ James N. Rosenau, *op.cit.*, p. 173-176.

qu'étude de cas et évalue de divers modèles de prise de décision.¹⁴ Dans cette étude, Allison applique trois modèles différents de prise de décision à la crise des missiles de Cuba. Ainsi, il essaie de montrer la possibilité d'obtenir de différents résultats et vise à expliquer les avantages et limites de chaque modèle de prise de décision. Dans ce contexte, il prouve que les processus décisionnels en politique étrangère ne sont pas stricts et clairs mais multidimensionnels et ouverts à l'influence.¹⁵ Ces trois modèles présentés dans le travail d'Allison sont le modèle de l'acteur rationnel (the rational actor model), le modèle du processus organisationnel (the organizational process model) et le modèle bureaucratique (the bureaucratic model).

Dans le modèle d'acteur rationnel, on suppose que les unités de prise de décision travaillent en coordination conformément à leurs propres fonctions, et enfin, une analyse coûts-avantages est faite pour la prise et la mise en œuvre de la décision optimale.¹⁶ Le paramètre qui détermine la rationalité de ce processus s'exprime par l'intérêt national. Cependant, une discussion sur la mesure de la rationalité et le phénomène de rationalité contrainte est absente de ce modèle d'Allison. Par conséquent, ce modèle est limité en tant que théorie du choix statique.¹⁷ Malgré la nature statique du modèle d'acteur rationnel, dans celui du processus organisationnel, on suppose que chaque unité de décision crée une alternative de politique étrangère dans le cadre de sa propre structure organisationnelle et l'option la plus raisonnable est sélectionnée parmi ces alternatives pendant la phase de prise de décision. Par conséquent, chaque unité travaille en fonction de sa propre expertise et la prise de décision est évaluée comme un processus organisationnel qui se déroule par étapes routines.¹⁸ Selon l'hypothèse de ce modèle, il n'y a pas d'acteurs rationnels uniformes et absolus dans le processus de prise de décision. Cette approche qui met l'accent sur la culture organisationnelle prétend que chaque unité participe au processus

¹⁴ Graham T. Allison, *Essence of Decision : Explaining the Cuban Missile Crisis*, Boston, Little Brown and Company, 1971.

¹⁵ Nicolas Guilhot, « The Kuhning of reason : Realism, rationalism, and political decision in IR theory after Thomas Kuhn », *Review of International Studies*, Vol. 42, No. 1, 2016, pp. 18-19.

¹⁶ Graham T. Allison, *ibid.*, pp. 29-30.

¹⁷ Jonathan Bendor, Thomas H. Hammond, « Rethinking Allison's Models. », *The American Political Science Review*, Vol. 86, No. 2, 1992, p. 306.

¹⁸ Graham T. Allison, *ibid.*, p. 73.

décisionnel sous certaines contraintes, c'est-à-dire avec une rationalité limitée, selon sa propre culture de travail.¹⁹

Quant au modèle bureaucratique, celui-ci semble être en opposition avec le modèle du processus organisationnel en termes de ses hypothèses. Car, selon le modèle bureaucratique, l'élaboration de la politique étrangère n'est pas un processus routinier qui s'exprime par une certaine répartition des tâches, mais un processus de négociation découlant de la concurrence entre les institutions bureaucratiques concernées et donnant la priorité à l'institution dominante dans la prise de décision.²⁰ En d'autres termes, la prise de décision en matière de politique étrangère est un processus de compétition politique.²¹ En somme, Allison conçoit trois différents modèles de prise de décision expliqués ci-dessus et les utilise pour expliquer la crise des missiles de Cuba qui a eu lieu en 1962. Au terme de l'étude, il arrive à la conséquence que ces trois modèles ne suffisent pas à analyser les affaires de politique étrangère lorsqu'ils sont utilisés singulièrement et qu'il est donc nécessaire de tirer profit de chaque modèle pour faire une analyse complète.²²

Allison contribue aux études sur la prise de décision en défendant la nécessité d'évaluer les acteurs influents dans un certain contexte et enquêter à la fois sur les dynamiques de ce contexte en question. Cette contribution nous amène aux recherches des théoriciens de deuxième génération menées sous la direction de Margaret G. Hermann et Charles F. Hermann. Le modèle qu'ils proposent, connu sous le nom « modèle Hermann » se concentre sur les unités de décision (the decision units). Selon ce modèle, les unités impliquées dans le processus décisionnel sont gérées à partir de trois niveaux différents : « Leader prédominant » (Predominant Leader), « petit groupe limité » (Single Group) et « complexe des acteurs autonomes multiples » (Multiple Autonomous Actors).²³ Les acteurs autonomes multiples seront appelés plus tard une coalition d'acteurs.²⁴ L'objectif de cette conceptualisation est de déterminer les

¹⁹ Barton J. Bernstein, « Understanding Decision making, U.S. Foreign Policy, and the Cuban Missile Crisis : A Review Essay [Review of Essence of of Decision: Explaining the Cuban Missile Crisis by G. T. Allison & P. Zelikow] », *International Security*, Vol. 25, No. 1, 2000, pp.144-145.

²⁰ Graham T. Allison, *op.cit.*, p. 144.

²¹ Alex Mintz, Karl De Rouen Jr., *ibid.*, p. 71.

²² Graham T. Allison, *ibid.*, p. 275.

²³ Margaret G. Hermann, Charles F. Hermann, « Who Makes Foreign Policy Decisions and How : An Empirical Inquiry », *International Studies Quarterly*, Vol. 33, No. 4, 1989, p. 363-364.

²⁴ Margaret G. Hermann, « How Decision Units Shape Foreign Policy : A Theoretical Framework », *International Studies Review*, Vol. 3, No. 2, 2001, p. 57.

caractéristiques structurelles des unités de décision et de produire un modèle basé sur ces catégories. On s'attend à ce que ces modèles aident à comprendre comment l'unité de prise de décision, qui joue un rôle important dans le processus décisionnel, influence les décisions de politique étrangère. Par conséquent, le modèle Hermann apparaît comme un adepte de l'approche spécifique à l'acteur.

La première unité de décision est le leader dominant ; dans ce modèle il existe un décideur qui est capable à la fois de prendre lui-même des décisions et d'éliminer cette situation en cas d'émergence d'une opposition contre lui.²⁵ D'autre part, il existe une structure plus collaborative dans le modèle du petit groupe limité. En effet, il s'y agit d'un organe décisionnel et dont les individus qui le composent prennent des décisions collectivement en se concertant.²⁶ Enfin, par rapport au modèle de coalition d'acteurs autonomes, une autre collectivité y est à l'ordre du jour. Dans ce modèle, il y a plus d'une personne, groupe ou représentants de diverses institutions qui disposent d'une certaine autorité dans le processus de prise de décision. Les décisions ne peuvent être prises que si ces acteurs autonomes arrivent à un consensus, car il n'y a pas d'institution suprême qui rassemble ces acteurs sous un toit.²⁷

La catégorisation discutée ci-dessus apparaît comme un modèle qui facilite l'analyse du processus de prise de décision en permettant l'évaluation directe de ses dynamiques. Une autre approche qui complète ce modèle est celui d'analyse des traits de personnalité des leaders politiques, conceptualisée par M. Hermann. Ainsi, surtout lorsque la dynamique du leader dominant est en cause, les caractéristiques des leaders en fonction du leadership font partie des facteurs déterminants dans le processus de prise de décision.²⁸ En d'autres termes, le style du leadership façonne les comportements en matière de politique étrangère. Afin de donner un sens à ce phénomène, Hermann identifie huit typologies différentes de leadership à travers les réponses qu'il donne à certaines questions telles que : « le leader respecte-il les limitations », « est-il ouvert aux informations contextuelles » et « il s'oriente plutôt

²⁵ *Ibid.*, p. 56.

²⁶ *Ibid.*, p. 57.

²⁷ *Ibid.*, p. 57.

²⁸ Margaret G. Hermann, « Leaders and Foreign Policy Decision-making », Dan Caldwell, Timothy J. McKeown (ed.) *Diplomacy, Force and, Leadership : Essays in Honor of Alexander L. George*, New York, Routledge, 2018, p.183-184.

vers les problèmes ou vers la négociation »²⁹ Ainsi, chaque typologie façonne la prise de décision en fonction de ses caractéristiques. Si l'unité de décision autorisée est le petit groupe limité, à ce stade, il faut se concentrer sur la façon de résoudre les conflits d'idées au sein du groupe, alors que dans le cas d'une coalition d'acteurs autonomes, il faut considérer les procédures qui guident l'interaction entre les membres majeurs de la coalition.³⁰

Après ces évaluations, nous pouvons expliquer comment le cadre d'unités de décision d'Hermann fonctionne à la lumière de cette catégorisation. Selon le modèle d'Hermann, le processus décisionnel consiste en une succession de trois étapes : Les entrées, la dynamique des unités de décision et les sorties. Dans le premier groupe, un problème de politique étrangère est abordé et un programme de prise de décision est formé concernant ce problème. Vient ensuite l'émergence d'un organe décisionnel compétent ; ce processus forme la catégorie des entrées. Ensuite, la dynamique de prise de décision commence à fonctionner. Ici, l'un des trois types d'unités mentionnés ci-dessus apparaît comme l'unité décisionnelle. En résultat, une décision de politique étrangère est prise et mise en œuvre.³¹

Avec ce modèle, Hermann a fait une contribution importante aux études sur la prise de décision en politique étrangère, tout en mettant en évidence le concept de perception, accentuant la rationalité limitée en se référant à l'environnement psychologique et attirant l'attention sur les biais cognitifs en conséquence. À ce stade, nous devons souligner à nouveau qu'il existe deux écoles qui recourent aux différentes méthodologies dans leurs études sur la prise de décision. Cette distinction aboutit à la création de deux courants différents : L'école de la théorie du choix rationnel et celle de la psychologie cognitive.³² Pour la partie suivante de notre étude, nous visons à évaluer un nouveau modèle décisionnel qui dépasse le cadre théorique proposé par les

²⁹ Margaret G. Hermann, « Assessing Leadership Style : Trait Analysis », Jerrold M. Post (ed.), *The Psychological Assessment of Political Leaders: With Profiles of Saddam Hussein and Bill Clinton*, Michigan, University of Michigan Press, 2003, p.181-182, 185.

³⁰ Margaret G. Hermann, « How Decision Units Shape Foreign Policy : A Theoretical Framework », *op.cit.*, p. 60-62.

³¹ *Ibid.*, p. 52.

³² Alex Mintz, « Integrating Cognitive and Rational Theories of Foreign Policy Decision Making : A Polihuristic Perspective », Alex Mintz (ed.), *Integrating Cognitive and Rational Theories of Foreign Policy Decision Making*, New York, Palgrave Macmillan, 2003, p. 1.

théoriciens de la deuxième génération, si bien que nous traiterons les similitudes et différences de ces deux écoles afin de pouvoir faire une analyse plus complète.

Selon l'école du choix rationnel, les responsables de la politique étrangère ont l'objectif primaire de maximiser les avantages qu'ils obtiendront et ils agissent rationnellement. Quant à l'approche cognitive, elle soutient qu'une rationalité pure n'est pas possible à atteindre vu qu'il existe des contraintes et des déterminants cognitifs au-delà de la dichotomie bénéfice-dommage dans le processus décisionnel. De plus, il existe un autre modèle qui peut être considéré comme une approche relativement nouvelle dans la littérature sur la prise de décision en politique étrangère, qui concilie les hypothèses de ces deux écoles principales : le modèle de prise de décision poliheuristique. Ici, l'article intitulé « The Decision to Attack Iraq : A Noncompensatory Theory of Decision Making » d'Alex Mintz, publié en 1993, dispose d'une importance primordiale ; cette œuvre vise à examiner le processus ayant abouti à la décision d'intervenir en Irak.³³ Par conséquent, la principale caractéristique du modèle de prise de décision poliheuristique est le fait que celui-ci s'applique en premier lieu à l'approche « non compensatoire » (noncompensatory). Ce principe sera expliqué d'une manière plus détaillée dans les parties suivantes de notre étude.

L'évaluation de ce modèle de prise de décision devrait commencer par la définition du terme « poliheuristique » (poliheuristic). Nous pouvons expliquer le concept d'heuristique (heuristic) comme le processus de réduction du nombre de décisions alternatives, afin de trouver des solutions pratiques aux problèmes complexes.³⁴ Cette étape est vitale pour faciliter la tâche des décideurs lors de la prise de décisions en matière de politique étrangère. L'élimination de décisions alternatives se réalise d'une manière multidimensionnelle, dont les détails seront analysés plus précisément dans les pages suivantes. Cependant, nous aimerons y mettre l'accent sur le fait que l'utilisation du mot « poli » au lieu de « poly » pour exprimer la pluralité ici comporte une référence au terme « politique » et renvoie donc à l'importance de la

³³ Alex Mintz, « The Decision to Attack Iraq : A Noncompensatory Theory of Decision Making », *The Journal of Conflict Resolution*, Vol. 37, No. 4, 1993.

³⁴ Myron L. Braunstein, *Depth Perception Through Motion*, New York, Academic Press Inc., 1976, p. 155.

dimension politique du mot.³⁵ En somme, comme nous l'avons brièvement mentionné, Alex Mintz est le pionnier de la théorie poliheuristique de la prise de décision ; comme indiqué ci-dessus, il a fait des contributions significatives à la discipline en mettant à l'ordre du jour le principe de la prise de décision non compensatoire.

La deuxième contribution importante de Mintz est son modèle de prise de décision conçu en deux étapes. Ainsi, alors que les décideurs suivent une méthodologie cognitive conforme au principe de non-compensation dans un premier temps, ils s'orientent ensuite vers une méthodologie rationnelle, conformément au principe d'utilité attendue ou à la règle de décision lexicographique (lexicographic – LEX).³⁶ Ce modèle permet d'éliminer l'ambiguïté du processus qui s'exprime comme le moment de la décision dans le modèle d'Hermann, et lui donne un cadre plus clair. De plus, dans le modèle poliheuristique, il existe une méthode d'évaluation basée sur les dimensions que nous expliquerons plus en détail dans les parties suivantes de notre recherche. Néanmoins, nous pouvons nous contenter d'y préciser que selon Mintz et Nehemia Geva, les dimensions prédominantes de l'analyse poliheuristique sont politiques, économiques, militaires et diplomatiques, tout en affirmant que la politique intérieure constitue la base de la prise de décision.³⁷ De ce point de vue, on constate que l'influence de la politique intérieure sur la politique étrangère est davantage mise en avant dans les études décisionnelles.

Le modèle de Mintz a été critiqué par certains de ces contemporains qui ont réclamé l'ambivalence des seuils critiques selon lesquels certaines options sont considérées comme politiquement inacceptables et ensuite rejetées. Ces critiques visaient à trouver des réponses satisfaisantes aux questions suivantes : les seuils critiques changent-ils d'un dirigeant ou d'une situation à l'autre, et si oui, quels facteurs sont efficaces à ce stade. Néanmoins, il est admis dans la littérature que ce modèle apporte une contribution importante à la discipline dans l'évaluation des processus de

³⁵ Steven B. Redd, « The Poliheuristic Theory of Foreign Policy Decision Making : Eperimental Evidence », Alex Mintz (ed.), *Integrating Cognitive and Rational Theories of Foreign Policy Decision Making*, New York, Palgrave Macmillan, 2003, p. 103.

³⁶ Alex Mintz, « Integrating Cognitive and Rational Theories of Foreign Policy Decision Making : A Poliheuristic Perspective », *op.cit.*, p. 4.

³⁷ Alex Mintz, Nehemia Geva, « The Poliheuristic Theory of Foreign Policy Decision Making », Nehemia Geva, Alex Mintz (ed.), *Decision Making on War and Peace : The Cognitive-Rational Debate*, Boulder, Lynne Rienner, 1997, p. 87.

prise de décision et des résultats.³⁸ En fait, il y a des suggestions pour le développement de ce modèle. Afin de rendre les processus cognitifs des décideurs plus compréhensibles, il est recommandé d'inclure le style du leadership et le contexte de décision dans l'étude de la prise de décision.³⁹ À partir de ce point, nous discuterons tout d'abord les hypothèses du modèle de prise de décision poliheuristique et ensuite la manière par laquelle celui-ci est appliqué.

3 – Le cadre méthodologique du modèle poliheuristique : Études de cas et son application sur la prise de décision soviétique

Comme indiqué dans la section précédente, le modèle poliheuristique lancé par Mintz est un modèle de prise de décision comportant deux étapes. Dans ce modèle qui combine les approches épistémologiquement rationnelles et cognitives sont utilisés des raccourcis heuristiques qui changent selon le moment et le lieu de la prise de décision. En conséquence, les procédures de prise de décision ne dépendent pas d'un modèle fixe et, par conséquent, le modèle fournit un cadre de travail flexible dans les études de prise de décision. Le modèle poliheuristique repose sur cinq piliers principaux : concept de recherche « non holistique » (nonholistic), analyse basée sur les dimensions, règle de décision non compensatoire, approche de modèle satisfaisant et enfin, traitement de l'information sensible à la séquence.⁴⁰ Dans les pages suivantes, nous expliquerons comment le modèle poliheuristique est étudié sur la base des principes indiqués ci-dessus.

Premièrement, le concept de recherche « non-holistique » est un cadre pour l'étude cognitive de prise de décision, qui représente la première étape de l'approche poliheuristique. La recherche holistique est un processus qui passe par la collection d'informations détaillées pour chaque alternative possible à inclure dans le processus de prise de décision et l'évaluation de ces alternatives à travers plusieurs dimensions, sans aucune élimination à la lumière des informations obtenues.⁴¹ L'approche rationnelle de la prise de décision préconise la méthode de recherche holistique, mais

³⁸ Jonathan W. Keller, Yi Edward Yang, « Leadership Style, Decision Context, and the Poliheuristic Theory of Decision Making : An Experimental Analysis », *The Journal of Conflict Resolution*, Vol. 52, No. 5, 2008, p. 687-688.

³⁹ *Ibid.*, p. 690-691.

⁴⁰ Alex Mintz, Nehemia Geva, *op.cit.*, p. 84-87.

⁴¹ Alex Mintz, Karl DeRouen Jr., *op.cit.*, p. 33.

un tel traitement de l'information est à la fois extrêmement coûteux et inextricablement complexe. De plus, comme nous l'avons mentionné précédemment, selon les hypothèses de l'école cognitive, les capacités cognitives des décideurs concernant les facteurs environnementaux sont limitées. C'est dans cette perspective que le principe de la recherche non holistique a été adopté et les avantages d'éliminer les alternatives de décision en appliquant des raccourcis holistiques dans la première étape de la prise de décision ont été discutés⁴². En conséquence, nous pouvons envisager que les comparaisons d'options politiques sont effectuées dans un ensemble de décisions restreint et qualifié.⁴³ Suivant ce principe, dans le processus de recherche, l'utilisation des dimensions, également appelées « critères de décision », vient au premier plan.

Dans l'approche poliheuristique, les critères de décision constituent le fondement de l'analyse des alternatives de décision. Les décideurs les analysent un par un et décident de changer de stratégie de décision en prenant en compte ces critères.⁴⁴ Par conséquent, les alternatives de décision disponibles pour une dimension sont séquentiellement évaluées et puis, la même analyse est appliquée à toutes les autres dimensions. Les dimensions impliquées dans l'analyse dans le modèle poliheuristique sont principalement politiques, économiques, militaires et diplomatiques ;⁴⁵ pourtant, il se peut que d'autres dimensions y existent selon la caractéristique du cas étudié. Cependant, comme indiqué ci-dessus, il est supposé que la principale dimension affectant la prise de décision soit la dimension politique.

Le principe qui présente le modèle poliheuristique comme une approche unique est le principe de prise de décision non compensatoire. Tout d'abord, selon le principe de la prise de décision compensatoire (compensatory decision-making), qui s'oppose à ce principe, lorsqu'une des alternatives de décision est sous-évaluée en termes de dimension lors de la prise d'une décision de politique étrangère, celle-ci peut être compensée en surestimant la même alternative sur une autre dimension.⁴⁶ Parce qu'il

⁴² Alex Mintz, Nehemia Geva, Karl DeRouen Jr., « Mathematical Models of Foreign Policy Decision-Making: Compensatory vs. Noncompensatory », *Synthese*, Vol. 100, No. 3, 1994, p. 442.

⁴³ Alex Mintz, Nehemia Geva, *op.cit.*, p. 84.

⁴⁴ Alex Mintz, « Foreign Policy Decision Making in Familiar and Unfamiliar Settings : An Experimental Study of High-Ranking Military Officers », *The Journal of Conflict Resolution*, Vol. 48, No. 1, 2004, p. 92.

⁴⁵ Alex Mintz, Nehemia Geva, *op.cit.*, p. 87.

⁴⁶ Alex Mintz, « The Decision to Attack Iraq : A Noncompensatory Theory of Decision Making », *op.cit.*, p. 596-597.

est supposé que le critère déterminant de la prise de décision ne soit les dimensions mais les alternatives qui se trouvent à l'ordre du jour. Mintz essaie d'illustrer cette situation tout en donnant l'exemple suivant: Si un décideur décide d'utiliser la force contre un pays, il s'agit d'une décision indemnisable face à la perte politique due au gain militaire dans une situation où le gain militaire est élevé alors que cette décision est politiquement faible.⁴⁷ Cependant, comme indiqué ci-dessus, l'idée principale de la théorie poliheuristique est que la dimension politique joue un rôle prépondérant dans le processus de prise de décision. Par conséquent, l'approche de la compensation n'est pas une hypothèse valide pour l'approche poliheuristique.

Quant à l'approche non compensatoire, si une alternative de décision n'est pas une option acceptable d'une dimension particulière, elle est éliminée, même si elle est facultative d'une ou plusieurs autres dimensions.⁴⁸ En d'autres termes, les alternatives avec une dynamique de défaillance dans le contexte d'une certaine dimension de décision ne sont pas évaluées en fonction de leurs valeurs dans d'autres dimensions. La raison principale de ce principe est à la fois l'objectif de rendre les processus de prise de décision beaucoup moins complexes et d'éviter le fait que les dimensions d'analyse ne se substituent les unes aux autres. Si bien que dans le processus de prise de décision, un modèle non compensatoire est adopté, des raccourcis heuristiques sont appliqués et une méthode de traitement de l'information cognitive non holistique est utilisée.

En effet, dans l'approche décisionnelle non compensatoire, il existe de différentes méthodes non holistiques utilisées pour traiter l'information. Deux d'entre elles occupent une place vitale pour le modèle poliheuristique : Élimination par aspect (Elimination by Aspect – EBA) et lexicographique (LEX). Dans la méthode intitulé EBA, la dimension critique se voit accorder plus d'importance. L'alternative jugée inadéquate dans le cadre de cette dimension est éliminée. Le même processus est appliqué séquentiellement pour les autres dimensions, et finalement, les alternatives de décision sont réduites à une seule. En revanche, dans la méthode LEX, il ne s'agit pas d'élimination et on s'attend à ce que l'alternative qui offre le rendement le plus

⁴⁷ Alex Mintz, Karl DeRouen Jr., *op.cit*, p. 34.

⁴⁸ Alex Mintz, « The Decision to Attack Iraq : A Non compensatory Theory of Decision Making », *op.cit*, p. 598.

élevé dans la dimension critique soit acceptée.⁴⁹ Ici, la méthode LEX est utilisée dans la deuxième phase, y compris celle de choix rationnel, du modèle de prise de décision poliheuristique.⁵⁰ Dans ce cadre, nous supposons que lors du processus décisionnel en politique étrangère, les décideurs se concentrent sur l'alternative qui offre le bénéfice net.

Puisque le modèle poliheuristique est non-compensatoire, il s'agit d'un modèle satisfaisant (satisficing model) et non d'un modèle basé sur la maximisation du gain absolu. En conséquence, ce qui est le plus important pour la dimension critique est de déterminer l'alternative la plus acceptable et d'atteindre ainsi un maximum de bénéfices. Pour cette raison, les décideurs visent à atteindre le résultat le plus satisfaisant en termes de dimension critique, et non à pas à optimiser les alternatives obtenues grâce à l'application des raccourcis heuristiques.⁵¹ En d'autres termes, une décision prise en matière de politique étrangère ne doit pas toujours être la décision la plus optimale. Enfin, il est indiqué que le modèle poliheuristique dispose d'une caractéristique particulière, qui est le traitement de l'information sensible à l'ordre (order-sensitive). Selon cette hypothèse, qui est une extension du concept d'analyse dimensionnelle (dimension-based), le choix d'une alternative particulière peut dépendre de l'ordre dans lequel les dimensions en question sont abordées.⁵² Par conséquent, les suggestions de l'environnement cognitif des décideurs peuvent déterminer le résultat du processus de décision.

En conséquence, dans la première étape de la prise de décision, les dirigeants éliminent les alternatives politiques en tenant compte du principe du non compensatoire. Il n'y a pas de règles de choix rationnel à ce stade. Cependant, dans la deuxième étape de la prise de décision, une évaluation analytique est faite sur les alternatives restantes. Lesdites alternatives sont évaluées dans le contexte de différentes dimensions, qui sont considérées comme les critères essentiels du processus d'élaboration des politiques, et la décision la plus rationnelle reçoit le score

⁴⁹ Alex Mintz, Karl DeRouen Jr., *op.cit.*, pp. 36-37.

⁵⁰ Alex Mintz, « Applied Decision Analysis : Utilizing Poliheuristic Theory to Explain and Predict Foreign Policy and National Security Decisions », *International Studies Perspectives*, Vol. 6, No. 1, 2005, p. 97.

⁵¹ Alex Mintz, « The Decision to Attack Iraq : A Noncompensatory Theory of Decision Making », *op.cit.*, p. 605.

⁵² Alex Mintz, Nehemia Geva, *op.cit.*, p.87.

le plus élevé en fonction du nombre d'alternatives. Cependant, il est également possible de faire une évaluation plus subjective, par exemple, « de -10 (très mauvais) à +10 (très bien) ». ⁵³ Cette évaluation est faite séquentiellement dans le cadre de toutes les dimensions déterminées. Ainsi, une matrice de décision (decision matrix) est créée. À la suite de la notation mentionnée, la valeur moyenne est obtenue pour chaque alternative politique. Là encore, selon le principe du non compensatoire, les décideurs ont tendance à choisir des alternatives qui ressortent dans le contexte de la dimension politique, car les pertes politiques qui résulteraient d'une décision risqueraient de créer des dommages irréparables à leur carrière politique. ⁵⁴ Ici, le modèle poliheuristique met en avant et ouvre en discussion toutes les dynamiques décisionnelles que nous avons mentionnées en les séparant en ses composantes dans une matrice. De cette façon, il devient possible de trouver des réponses à la fois aux questions « pourquoi » et « comment » concernant les décisions de politique étrangère.

Le modèle de prise de décision poliheuristique est l'une des études de la dernière génération et par conséquent, il commence tout juste à être utilisé dans des études de cas. La première étude de ce modèle porte sur l'intervention américaine de Mintz en 1997 en Irak lors de la première guerre du Golfe, référencée ci-dessus. ⁵⁵ Un autre chercheur éminent ayant travaillé sur le sujet est David Brulé, qui s'est concentré sur le rôle des hauts responsables américains dans le processus décisionnel durant la crise des otages diplomatiques américains de 1980 en Iran. Dans cette étude, Brulé analyse comment la décision d'une petite opération de sauvetage a été prise en utilisant trois dimensions : Politique, militaire et stratégique. ⁵⁶ Une autre étude récente porte sur la politique étrangère allemande ; en effet, dans un article publié en 2021, la participation ou la non-participation de l'Allemagne aux interventions militaires multinationales a été évaluée dans une perspective poliheuristique. Ainsi, l'impact de la politique intérieure sur les décisions menant à la participation de l'Allemagne dans

⁵³ Alex Mintz, « Applied Decision Analysis : Utilizing Poliheuristic Theory to Explain and Predict Foreign Policy and National Security Decisions », *op.cit.*, p. 96.

⁵⁴ *Ibid.*, p. 97.

⁵⁵ Alex Mintz, « The Decision to Attack Iraq : A Noncompensatory Theory of Decision Making », *op.cit.*

⁵⁶ David J. Brulé, « Explaining and Forecasting Leaders' Decisions : A Poliheuristic Analyses of the Iran Hostage Rescue Decision », *International Studies Perspectives*, Vol. 6, No. 1, 2005, p. 109.

les missions militaires au Congo et au Liban en 2006, mais pas dans la mission libyenne en 2011 a été discuté.⁵⁷

À ce stade, il est frappant de constater que le modèle poliheuristique est principalement utilisé pour expliquer le processus de décision en politique étrangère des États-Unis et d'autres pays démocratiques. Dans la littérature, les indices de l'application de ce modèle à un régime à parti unique ont été trouvés dans un article écrit sur la République populaire de Chine en 2005. Dans cet article, quatre crises de politique étrangère auxquelles la Chine a été confrontée entre 1950 et 1996 ont été évaluées d'un point de vue poliheuristique. Dans cette évaluation, les hypothèses avancées ont été testées avec une approche décisionnelle comprenant deux étapes.⁵⁸ Ladite étude ne représente pas le seul exemple prouvant l'applicabilité du modèle poliheuristique aux régimes autocratiques. L'article de Brandon Kinne publié en 2005 constitue également une étude macro-perspective de ce modèle, démontrant la possibilité de sa mise en œuvre.⁵⁹ Ainsi, en appliquant le modèle poliheuristique aux processus décisionnels des pays non démocratiques, Kinne vise à montrer que ce modèle peut également expliquer les processus décisionnels des régimes autocratiques.

Il souligne deux problématiques principaux dans son étude : « Quels sont les intérêts des unités de décision dans le contexte de la dimension politique dans les régimes autocratiques ? » et « ces intérêts sont-ils compensatoires ou pas ? ». ⁶⁰ Selon la recherche de Kinne, la dimension politique qui affecte le processus décisionnel dans les autocraties à parti unique est construite à travers la relation formée entre le chef du parti et les élites, qui constituent l'unité principale de prise de décision. Étant donné que le parti est responsable du maintien de la popularité du régime, il existe un programme marqué par les préoccupations politiques, réunissant toutes les unités de prise de décision. Du fait, les leaders ont besoin du soutien du parti pour maintenir leur

⁵⁷ Klaus Brummer, Kai Oppermann, « Poliheuristic Theory and Germany's (Non-)Participation in Multinational Military Interventions. The Non-compensatory Principle, Coalition Politics and Political Survival », *German Politics*, Vol. 30, No. 1, 2021, p. 117-118.

⁵⁸ Pour les hypothèses connexes et les tests d'hypothèse, voir : Patrick James & Enyu Zhang, « Chinese Choices: A Poliheuristic Analyses of Foreign Policy Crises, 1950-1996 », *Foreign Policy Analysis*, Vol. 1, No. 1, 2005.

⁵⁹ Brandon J. Kinne, « Decision Making in Autocratic Regimes : A Poliheuristic Perspective », *International Studies Perspectives*, Vol. 6, No. 1, 2005.

⁶⁰ *Ibid.*, p. 114.

avenir politique. Par conséquent, même s'il ne s'y agit pas de vote sanction contrairement aux régimes démocratiques, des sanctions à l'intérieur du parti sont envisageables. Il existe donc une préoccupation politique des dirigeants et des acteurs qui assument une responsabilité dans le processus de décision. Cette situation entraîne l'exclusion d'alternatives qui risqueraient de mettre en péril la survie du parti dans le contexte de la dimension politique.⁶¹ De plus, considérant que les autorités politiques dans les régimes autocratiques peuvent ne pas hésiter à utiliser la force militaire comme un instrument de politique étrangère pour se maintenir au pouvoir, il est nécessaire de faire une évaluation dans la dimension militaire pour évaluer le processus de prise de décision.⁶²

D'après l'article 6 de la Constitution de 1977 de l'Union soviétique, « Le parti communiste de l'Union soviétique est la force qui dirige et oriente la société soviétique, c'est le noyau de son système politique, des organismes d'État et des organisations sociales. »⁶³ Comme nous pouvons comprendre à partir de cet article, l'Union soviétique consiste un régime politique à parti unique, dirigé donc par le Parti communiste. Dans la partie suivante de notre étude, nous tenterons d'appliquer le modèle de prise de décision poliheuristique au processus de décision des dirigeants soviétiques d'intervenir et de se retirer d'Afghanistan. Avant d'aborder les mécanismes de prise de décision en Union soviétique, il sera utile d'aborder le concept de « systèmes de croyances » (belief system) que nous pouvons considérer comme un ensemble de concepts ayant orienté la politique étrangère soviétique. Dans l'article de Douglas W. Blum publié en 1993, il est affirmé que la politique étrangère soviétique est façonnée autour d'un ensemble de valeurs exprimées sous forme de systèmes de croyances.⁶⁴ Le système de croyances en question constitue l'ensemble de principes sur lesquels l'Union soviétique a bâti sa propre légitimité et l'a perçue comme une façon de voir le monde. En conséquence, un ensemble de croyances composé de deux catégories, les valeurs fondamentales et les valeurs intermédiaires, constitue la base de la politique étrangère soviétique.⁶⁵

⁶¹ *Ibid.*, p. 120.

⁶² Alex Mintz, Karl DeRouen Jr., *ibid.*, p. 139.

⁶³ Dominique Colas, *Les constitutions de l'URSS et de la Russie (1905-1993)*, Paris, Presses Universitaires de France, 1997, p. 64.

⁶⁴ Douglas W. Blum, « The Soviet Foreign Policy Belief System : Beliefs, Politics, and Foreign Policy Outcomes », *International Studies Quarterly*, Vol. 37, No. 4, 1993, pp. 373-374.

⁶⁵ *Ibid.*, pp. 375-377.

Alors que les croyances fondamentales qui façonnent la politique étrangère soviétique sont répertoriées comme « l'image de soi » (self-image), « la perception soviétique vis-à-vis de ses alliés » (the image of allies), « la perception soviétique vis-à-vis de ses adversaires » (the image of adversaries), « la nature essentielle de la politique internationale » (the essential nature of international politics), « le cours de l'histoire » (the flow of history) et « la nature de la dialectique » (the nature of change) ; les valeurs de niveau intermédiaire sont exprimées sous forme de paramètres pragmatiques qui varient en fonction de la perspective de politique étrangère de l'administration soviétique de l'époque.⁶⁶ Cette variation est due à la différenciation de la manière dont les administrations soviétiques géraient la politique intérieure ou interprétaient le marxisme, l'idéologie dominante de l'État. Si bien qu'afin de déterminer les dynamiques de processus décisionnel en politique étrangère soviétique, il sera utile d'observer tout d'abord le système de croyance de l'administration soviétique de l'époque. Dans les sections suivantes, nous aborderons ces points pour les utiliser ensuite dans l'analyse de processus décisionnels pertinents.

B – Les mécanismes de prise de décision en matière de politique étrangère en Union soviétique

Le Parti communiste de l'Union soviétique (PCUS) et l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS) se sont apparus comme deux structures imbriquées. Étant donné que l'Union soviétique était un État de parti unique, il existait des relations complexes entre les institutions du parti et celles de l'État. Pour cette raison, il est nécessaire de déterminer tout d'abord les mécanismes et ensuite étudier le processus et unités de prise de décision dans le système soviétique. À cette fin, nous traiterons premièrement les développements structurels du système soviétique jusqu'à l'ère Brejnev et ensuite, nous examinerons les unités et mécanismes décisionnels soviétiques à l'aide du modèle Hermann. Enfin, nous discuterons les mécanismes de prise de décision dans le processus couvrant les périodes Brejnev, Andropov, Tchernenko et Gorbatchev.

⁶⁶ *Ibid.*, p. 375. Ces concepts, dont les usages originaux sont donnés entre parenthèses, seront utilisés tout au long de l'étude en français comme indiqué ci-dessus.

1 – La comparaison des mécanismes de prise de décision soviétiques depuis Vladimir Lénine jusqu'à Nikita Khrouchtchev

L'Union soviétique avait une structure organisationnelle complexe car c'était un régime à parti unique. Les institutions au sein de l'organisation de l'État étaient accompagnées de celles affiliées au Parti communiste, qui jouaient un rôle important dans le processus de prise de décision. La structure organisationnelle de l'Union soviétique et du Parti communiste a changé au fil du temps et les institutions ont obtenu des caractéristiques qui différaient d'un endroit à l'autre. La Constitution de la République socialiste fédérative soviétique de Russie de 1918 était en vigueur sous le règne de Vladimir Ilitch Lénine, qui fut le premier chef de la République socialiste fédérative soviétique de Russie établie avec la révolution d'Octobre en 1917 et celui de l'Union des Républiques socialistes soviétiques établie avec le traité d'établissement de l'Union soviétique en 1922. Selon les articles 24 et 31 de cette Constitution, le Comité exécutif central panrusse était l'organe décisionnel suprême élu par le Congrès panrusse des Soviets, appelé plus tard Soviet suprême.⁶⁷ Alors que ce Comité était l'autorité décisionnelle suprême, l'institution chargée de l'administration générale et de l'administration de l'État était le Conseil des commissaires du peuple, conformément à l'article 37 de la Constitution.⁶⁸ Ce Conseil fonctionnait comme un Conseil des ministres et était présidé par Lénine.

Alors que l'organisation de l'État était généralement telle que décrite ci-dessus, le Parti communiste avait sa propre organisation. La principale autorité responsable de la prise de décision était le Parti communiste de l'Union soviétique. Ce phénomène a d'abord été exprimé au niveau constitutionnel dans l'article 6 de la Constitution soviétique de 1977 comme le suivant : « Le parti communiste de l'Union soviétique est la force qui dirige et oriente la société soviétique, c'est le noyau de son système politique, des organismes d'État et des organisations sociales. »⁶⁹ Sous Lénine, l'organe décisionnel le plus élevé du Parti était le Congrès du Parti, composé de délégués élus par les membres du Parti. La tâche principale du Congrès était de déterminer les membres du Comité central, qui dirigeraient le Parti et agiraient en tant qu'institution décisionnelle entre les congrès. Le Comité central était la plus haute

⁶⁷ Dominique Colas, *ibid.*, p. 45.

⁶⁸ *Ibid.*, p. 45.

⁶⁹ *Ibid.*, p. 64.

instance dirigeante du Parti. Outre le Comité central, il y avait le Politburo, étant créé pour la deuxième fois en 1919. Le Politburo qui avait été établi pour prendre des décisions rapides sur des questions urgentes, disposaient quand-même d'une responsabilité importante devant le Comité central. Par conséquent, pendant l'époque Lénine, le Comité central est devenu l'institution décisive dans le processus de prise de décision.⁷⁰

Les institutions que nous venons de mentionner fonctionnaient dans le cadre de Règles déterminées par le Congrès du Parti. Selon ces Règles, le principe directeur du Parti était le centralisme démocratique. Ce principe a été accepté comme principe de travail du Parti lors du quatrième congrès du Parti travailliste social-démocrate russe, comme on l'appelait à l'époque, en 1906.⁷¹ Depuis lors, les Congrès du Parti ont adopté le principe du centralisme démocratique comme le principe décisionnel du Parti. Ce principe a été expliqué par Lénine comme la liberté de discussion dans le processus de prise de décision ainsi que l'unité d'action qui complétant cette liberté.⁷² En d'autres termes, alors que les décisions du Parti étaient ouvertes à la critique et aux suggestions de tous les membres sans distinction hiérarchique, les décisions finales étaient dictées de haut en bas, en tant que résultat incontestable. Dans ce contexte, il est possible de dire que le processus de prise de décision au sein du Parti était exempt de préoccupations coûts-avantages et ouvert à des alternatives en premier lieu, conformément aux hypothèses de l'approche poliheuristique, mais qu'au final, une décision optimale qui correspondait aux valeurs du Parti était prise, sans laisser place aux discussions.

Après la mort de Lénine le 21 janvier 1924, la Constitution de 1924 de l'Union soviétique a été adoptée le 31 janvier 1924 et le mandat de Josef Staline a donc débuté et ce dernier a occupé la poste du secrétaire général du Parti de 1922 jusqu'à sa mort en 1953. Le bureau du Secrétaire général avait l'objectif primaire d'assurer l'administration du secrétariat du Comité central ainsi que le fonctionnement interne du parti. Cependant, au fil du temps, cette institution est devenue l'élément le plus important du parti après que Staline est nommé Secrétaire général et que les secrétaires

⁷⁰ Merle Fainsod, *Comment l'U.R.S.S. est gouvernée*, Paris, Editions de Paris, 1957, p. 111.

⁷¹ Graeme Gill, *The Rules of the Communist Party of the Soviet Union*, London, Palgrave Macmillan, 1988, p. 99.

⁷² V. İ. Lenin, *Ne Yapmalı ?*, Ankara, Sol Yayınları, 1968, p.160-163.

généraux sont également devenus les leaders du pays.⁷³ Par conséquent, le leadership est une institution existante de facto et est définie par les organes du Parti communiste. Constitutionnellement, l'autorité suprême du pays, bien que symbolique, était le Présidium du Soviet suprême, créé en 1938, qui consistait l'organe exécutif du Parlement, également connu sous le nom de Soviet suprême, et son chef était nommé donc le dirigeant représentatif de l'Union.⁷⁴ Cependant, bien que Staline n'ait jamais été désigné à la tête du Présidium, il est devenu le chef de l'État de facto en tant que premier secrétaire du parti.

Sous Staline, le centre de la prise de décision a été déplacé du Comité central au Politburo car un nombre considérable de membres du Comité, et en particulier Léon Trotski, étaient en désaccord avec Staline.⁷⁵ Pour cette raison, Staline a créé un Politburo composé de personnes qui travaillaient de manière transparente avec lui et suivaient les mêmes lignes politiques. Ainsi, un Politburo de neuf membres, dont Staline, a été établi lors du 15^e Congrès du Parti qui a eu lieu en 1927. Ses membres étaient composés d'hommes politiques soutenant le secrétariat général de Staline contre L. Trotski, comme Viatcheslav Molotov, Kliment Vorochilov, Nikolaï Boukharine, Mikhaïl Kalinine.⁷⁶ Lors du 19^e Congrès du Parti convoqué en 1952, peu de temps avant la mort de Staline, Mikhaïl Souslov, qui deviendrait une figure influente dans le processus décisionnel dans les années suivantes, fut élu membre à part entière du Politburo. De ce fait, si les instances décisionnelles sont restées les mêmes dans leur forme, les centres de gravité des processus décisionnels se sont déplacés entre ces institutions en fonction des rapports de force au sein du parti.

Après la mort de Staline en 1953, Nikita Khrouchtchev, membre du Politburo, a été nommé en tant que secrétaire général du PCUS, également appelé comme le premier secrétaire. La politique de déstalinisation, qui a été initiée pendant la période de Khrouchtchev, a également affecté la politique étrangère soviétique ainsi que le processus de prise de décision. Lors du 20^e Congrès tenu en 1956, Khrouchtchev s'est

⁷³ Leonard Schapiro, *The Government and Politics of the Soviet Union*, New York, Random House Publishers, 1967, p. 65.

⁷⁴ V. Kotok, « Le droit constitutionnel soviétique », P. Romachkine (ed.), *Principes du droit soviétique*, Moscou, Editions en langues étrangères, 1964, pp. 66-67.

⁷⁵ Leonard Schapiro, *The Communist Party of the Soviet Union*, London, Eyre & Spottiswoode, 1960, p. 304.

⁷⁶ *Ibid.*, pp. 313-314.

opposé à la secte stalinienne dans son discours connu sous le nom de « Rapport secret » et a critiqué des noms tels que Molotov, Gueorgui Malenkov et Lavrenti Beria, qui étaient à l'époque membres du Politburo.⁷⁷ Par conséquent, au lieu du concept de culte du chef, la gestion et prise de décision collectives ont été mises en avant et dans ce contexte, le Comité central est revenu au premier plan.⁷⁸ En fait, la crise vécue en 1957 est un indicateur concret de cette situation. Bien que le Politburo (alors le Présidium) ait exigé la destitution de Khrouchtchev en raison de la Révolution hongroise de 1956 et des politiques de décentralisation économique qu'il suivait, le Comité central a rejeté cette décision et Khrouchtchev a réussi à rester en fonction.⁷⁹

La raison principale de cette opposition à Khrouchtchev était la « politique de coexistence pacifique » qu'il suivait. Cette politique, selon les propres mots de Khrouchtchev, stipulait que les États devaient éviter l'agression mutuelle, respecter l'intégrité territoriale et la souveraineté de l'autre et en outre, établir leurs relations politiques et économiques sur la base de l'égalité et des avantages mutuels.⁸⁰ Il est possible de supposer que cette politique a été adoptée sous l'influence du Mouvement des non-alignés, une politique de troisième voie dont les principes ont été déclarés pendant la Conférence de Bandung convoquée en 1955. Car, avec la théorie politique du « socialisme dans un seul pays », qui était le principe de politique étrangère valable à l'époque stalinienne, la crainte que l'Union soviétique rencontrerait des difficultés à maintenir ses relations avec les pays du tiers monde est venue au premier plan. Cependant, malgré cela, l'insurrection hongroise a eu lieu en 1956 et l'Armée rouge soviétique a dû intervenir militairement en Hongrie. Enfin, à la suite de l'affaire de l'U-2 en 1960 et de la crise des missiles de Cuba en 1962, l'efficacité de cette politique et le leadership de Khrouchtchev sont devenus problématiques.

Pour cette raison, l'implication de Souslov dans ce processus, l'un des secrétaires du Comité central qui se disait fermement attaché au marxisme orthodoxe,

⁷⁷ *Khrushchev's Secret Speech, 'On the Cult of Personality and Its Consequences,' Delivered at the Twentieth Party Congress of the Communist Party of the Soviet Union*, Digital Archive of Wilson Center, 25 février 1956, <https://digitalarchive.wilsoncenter.org/document/115995>, (Consulté le 18 novembre 2022).

⁷⁸ Leonard Schapiro, *The Communist Party of the Soviet Union*, op.cit., p. 561.

⁷⁹ Nicolas Werth, *Histoire de l'Union soviétique*, Paris, Presses Universitaires de France, 2001, p. 438-440.

⁸⁰ Nikita S. Khrushchev, « On Peaceful Coexistence », *Foreign Affairs*, Vol. 38, No. 1, 1959, p.3.

a été mise à l'ordre du jour.⁸¹ Avec le soutien de l'Armée rouge et celui du Comité pour la Sécurité de l'État (Le service de renseignement soviétique – KGB), Souslov a d'abord modifié la composition du Politburo au détriment de Khrouchtchev, puis a présenté au Comité central une proposition de destitution de Khrouchtchev.⁸² En résultat, Khrouchtchev a démissionné et Leonid Brejnev a été élu Secrétaire général. Cet événement nous fournit des informations précises et utiles sur le processus de prise de décision en Union soviétique. Ainsi, il prouve l'existence de groupes de pression impliqués dans les processus décisionnels, outre le Comité central et le Politburo. En somme, au sein de l'Union soviétique, la prise de décision était un processus concurrentiel impliquant le leadership, l'appareil du parti-État, l'Armée rouge et le KGB.⁸³

2 – Les unités de décision soviétiques en termes du modèle des Hermann

Comme nous l'avons expliqué en détail dans les chapitres précédents de notre recherche, le modèle Hermann examine les unités de décision à partir de trois niveaux : Le leader prédominant, le petit groupe limité et la coalition des acteurs autonomes. Le fait de déterminer les catégories auxquelles correspondent les unités de décision est important pour deux raisons : Comprendre les méthodes à utiliser dans l'analyse du processus de prise de décision et déterminer les facteurs sur lesquels il convient de se concentrer. Si bien qu'il est nécessaire d'examiner les institutions du système soviétique dans le cadre de l'approche des unités de décision et de comprendre les catégorisations auxquelles elles correspondent. Cependant, il vaudrait mieux préciser que ces catégorisations représentent des conceptualisations idéales et qu'il peut donc y avoir de diverses nuances.

Il a également été indiqué ci-dessus qu'il existait deux principaux appareils en Union soviétique, l'État et le Parti communiste, qui possédaient chacun leurs propres organes de décision et étaient presque intégrés l'un à l'autre. En conséquence, le Présidium, la Présidence du Soviet suprême et le Conseil des ministres existaient au

⁸¹ Central Intelligence Agency, *The Foreign Policy Views of Mikhail Suslov*, July 1978, https://www.cia.gov/readingroom/docs/DOC_0000500564.pdf, (Consulté le 19 novembre 2022).

⁸² Serge P. Petroff, *Red Eminence : A Biography of Mikhail A. Suslov*, New Jersey, The Kingston Press, 1988, p. 137-140.

⁸³ *Ibid.*, p. 143.

niveau de l'État. Du côté du Parti, le Congrès, le Politburo, le Comité central et le secrétariat du Comité central et le secrétaire général, c'est-à-dire le chef, occupaient une place vitale. Comme le stipulait la Constitution, le Parti était l'institution qui dirigeait et gérât la vie politique.⁸⁴ Par conséquent, le Parti disposait d'une structure intégrée à l'État. Dans le système soviétique, les membres du Parti étaient formés d'importants fonctionnaires et bureaucrates de l'État ; les hauts administrateurs étaient à la fois membres du Politburo et du Parti.⁸⁵ Comme les membres du Politburo étaient élus par le Comité central, ils avaient également une part active dans ce dernier. Cependant, le Politburo constituait le véritable centre du pouvoir, étant donné qu'il pouvait manipuler le Comité central en sa totalité ou par l'intermédiaire de certains de ses membres.⁸⁶ Par conséquent, comme expliqué ci-dessus, bien que son efficacité ait été affaiblie pendant un certain temps sous l'ère Khrouchtchev, la principale institution politique était le Politburo, l'un des organes principaux du Parti.

À ce stade, il est nécessaire de discuter si le secrétaire général, qui est considéré comme le chef de l'Union soviétique et du Politburo ainsi que la principale institution de prise de décision, possédait les caractéristiques d'un chef dominant d'après la conceptualisation d'Hermann. Selon Hermann, bien que les dirigeants dominants puissent avoir peu ou pas d'intérêt pour la politique étrangère, ils ont tendance à être le dernier recours dans la prise de décision.⁸⁷ En d'autres termes, ils peuvent exercer un contrôle total sur la politique étrangère ou la laisser à la disposition de leurs conseillers. Le paramètre qui détermine cette préférence est le pragmatisme. Selon Hermann, pour pouvoir exprimer que l'unité de prise de décision est constituée d'un leader dominant, il devrait y avoir un leader sensible au flux d'informations dans un processus de prise de décision.⁸⁸ Il est possible d'y accentuer l'existence d'un culte du chef en Union soviétique, car les déclarations des dirigeants avaient de grandes répercussions sur le public, elles servaient à légitimer de diverses politiques et contribuaient même à l'interprétation contemporaine du Marxisme-Léninisme.⁸⁹ Par

⁸⁴ Dominique Colas, *ibid.*, p. 64.

⁸⁵ Cameron Ross, « Party-State Relations », Eugene Huskey (ed.), *Executive Power and Soviet Politics : The Rise and Decline of the Soviet State*, New York, Routledge, 2015, pp. 122-123.

⁸⁶ Leonard Schapiro, *The Government and Politics of the Soviet Union*, *op.cit.*, p. 65.

⁸⁷ Margaret G. Hermann, « How Decision Units Shape Foreign Policy : A Theoretical Framework », *op.cit.*, pp. 59-60.

⁸⁸ Margaret G. Hermann, Charles F. Hermann, *op.cit.*, p. 366.

⁸⁹ Graeme Gill, « The Soviet Leader Cult : Reflections on the Structure of Leadership in the Soviet Union », *op.cit.*, pp. 173-174.

conséquent, les institutions et dirigeants que nous venons de mentionner jouaient un rôle prépondérant dans l'établissement de la légitimité du système soviétique dans la société et la vie politique.

Bien que le leadership soit une institution importante qui trouve sa réflexion en la personne des secrétaires généraux, il est difficile de réclamer l'existence d'un leadership dominant en termes de conceptualisation d'Hermann, dans le contexte de la prise de décision en politique étrangère. Car, comme expliqué ci-dessus, au sein du PCUS, il existait deux principes fondamentaux assurant une prise de décision conforme aux Règles du Parti ; la démocratie intra-parti conformément au principe du centralisme démocratique et le fonctionnement de le leadership du parti en tant que leadership collectif.⁹⁰ Bien que cela soit énoncé de cette manière dans les Règles du Parti, en pratique, il existe des institutions qui dépassent le phénomène du chef dominant au sein du cadre du système décisionnel. En fait, les traits de personnalité et les préférences des dirigeants soviétiques se différaient beaucoup les uns des autres ; donc, les effets de cette différence pouvaient également être observés dans leur leadership.⁹¹

Dans la déclaration d'Andreï Gromyko, qui était ministre des Affaires étrangères de l'Union soviétique et membre du Politburo en 1979, il est clairement indiqué que le leadership de l'Union soviétique était composé de Comité central et de Politburo ; ladite déclaration a également été publiée dans le journal Pravda.⁹² En outre, pendant un reportage publié dans le journal intitulé Washington Star en 1979, l'ambassadeur et l'un des membres du Comité central de l'époque, Valentine Faline, a déclaré que toutes les décisions de politique étrangère et de sécurité nationale étaient prises après être discutées et résolues au Politburo.⁹³ Par conséquent, comme nous l'avons indiqué à plusieurs reprises dans notre recherche, il est possible de dire que les membres du Politburo dominaient le processus de prise de décision, dont le Secrétaire général était de facto nommé comme le Président. À ce stade, il est nécessaire de discuter si l'unité de prise de décision dans le système soviétique est formée d'un petit

⁹⁰ Graeme Gill, *The Rules of the Communist Party of the Soviet Union*, op.cit., p. 213-214.

⁹¹ Pour des informations détaillées sur ce sujet, voir : Richard M. Mills, « The Soviet Leadership Problem », *World Politics*, Vol. 33, No. 4, 1981, p. 596-600.

⁹² *Ibid.*, p. 593.

⁹³ Hélène Carrère d'Encausse, *Le pouvoir confisqué : Gouvernants et Gouvernés en U.R.S.S.*, Paris, Flammarion, 1984, p. 420.

groupe limité ou d'une coalition d'acteurs autonomes, plutôt que le leader dominant. Selon la définition d'Hermann, la différence principale entre un petit groupe limité et une coalition d'acteurs autonomes est que dans le premier scénario, un groupe de personnes appartenant à une même structure prend collectivement des décisions. Quant au deuxième cas qui représente la coalition d'acteurs autonomes, de nombreuses unités qui ne travaillent pas sous le toit d'une structure particulière se regroupent et tentent de parvenir à un consensus.⁹⁴ En conséquence, il est nécessaire d'évaluer le type d'unité de prise de décision dont le Politburo constitue l'exemple.

Les principes de fonctionnement du Parti étaient déterminés par les Règles, comme indiqué ci-dessus. En conséquence, selon la règle énoncée à l'article 39 en 1966, le Comité central élisait le Politburo pour créer et décider les ordres du jour entre les sessions plénières du Comité central.⁹⁵ Bien que celui-ci fût en principe subordonné au Comité central, il apparaissait comme un organe décisionnel autonome. Puisque le Politburo était une institution qui décidait des questions urgentes et importantes, les hauts fonctionnaires de l'appareil d'État et du parti y pouvaient exercer leur pouvoir et imposer leurs décisions aux autres institutions en agissant comme un gouvernement.⁹⁶ Le Politburo était composé de hauts fonctionnaires de nombreuses branches, y compris l'armée et le renseignement.⁹⁷ En conséquence, il existait une union de nombreuses personnes travaillant dans de différentes institutions. Donc, l'unité de décision dans le système soviétique était formée d'une coalition d'acteurs autonomes.

Cependant, en dernière analyse, ces acteurs ayant des compétences différentes et appartenant à de diverses institutions participaient au processus de prise de décision sous le toit du Politburo et prenaient les décisions en tant que les membres de ce dernier. De plus, puisque le principe de base de la prise de décision était le centralisme démocratique selon les Règles du Parti, il s'agissait d'une décision finale incontestée qui était prise à la suite d'une série de discussions entre les hauts fonctionnaires. En conséquence, le Politburo apparaît comme l'unité qui prenait les décisions de politique

⁹⁴ Margaret G. Hermann, « How Decision Units Shape Foreign Policy : A Theoretical Framework », *op.cit.*, p. 57.

⁹⁵ Graeme Gill, *The Rules of the Communist Party of the Soviet Union*, *op.cit.*, p. 226.

⁹⁶ Hélène Carrère d'Encausse, *op.cit.*, p. 108.

⁹⁷ Pour une liste des derniers membres du Politburo élus avant l'intervention en Afghanistan, voir : Konstantin Simonov, « Delegates Write about the Congress », Jessica Smith, David Laibman, Marilyn Bechtel (ed.), *Building a New Society: The 25th Congress of the Communist Party of the Soviet Union*, New York, NWR Publications, 1977, p. 129.

étrangère dans le système soviétique, formant également un exemple de petit groupe limité selon la conceptualisation du modèle d'Hermann. Par conséquent, dans la partie suivante de notre recherche, nous ferons l'analyse des processus décisionnels en mettant l'accent sur les conflits et les équilibres au sein de ce petit groupe limité en question. Comme nous l'avons brièvement mentionné dans les chapitres précédents, nous ferons une étude de cas en nous concentrant à l'intervention de l'Union soviétique en Afghanistan et le retrait des troupes soviétiques de cette région-là, donc, nous discuterons les mécanismes de prise de décision à l'époque de Brejnev et de Mikhaïl Gorbatchev.

3 – Les mécanismes décisionnels soviétiques de l'ère Léonid Brejnev jusqu'à Mikhaïl Gorbatchev

Brejnev a été élu secrétaire général du Parti en 1964 après la démission forcée de Khrouchtchev. En tant que secrétaire général et contrairement à Khrouchtchev, Brejnev a adopté une vision mettant l'accent sur la notion de collectivité. Par conséquent, il a inclus le Politburo et d'autres institutions telles que le Parti, la bureaucratie d'État et l'armée dans le processus de prise de décision.⁹⁸ Si bien que ces derniers sont devenus des éléments vitaux de la prise de décision. En partant de cette caractéristique de l'Union soviétique, dans les chapitres suivants de notre étude, nous évaluerons d'une manière plus détaillée les positions de ces institutions dans le processus décisionnel.

Comme nous l'avons brièvement mentionné, il y avait un leadership collectif dans l'administration soviétique jusqu'à l'amendement constitutionnel de 1977. Le leadership était composé d'une troïka au sein de laquelle se trouvaient le Secrétaire général du Parti, Leonid Brejnev, le Président du Conseil des ministres, Alexeï Kossyguine, et le deuxième secrétaire du Comité central du Parti, Nikolai Podgornyï, qui a ensuite été élu président du Présidium du Soviet suprême en 1965.⁹⁹ Mikhaïl Andreïevitch Souslov complétait ce tableau en tant que successeur de Podgornyï. À l'époque où la troïka prenait une place active dans la politique étrangère soviétique, y compris jusqu'à la fin des années 1960, le président du Conseil des ministres de

⁹⁸ Jack L. Snyder, *The Soviet Strategic Culture : Implications for Limited Nuclear Operations*, Santa Monica, California, Rand Corporation, 1977, p. 33.

⁹⁹ Nicolas Werth, *op.cit.*, p. 476.

l'époque, Alexis Kossyguine, était l'un des acteurs dominants de ce processus et l'influence de Brejnev en politique étrangère se limitait aux autres pays socialistes et au tiers monde.¹⁰⁰ Cette administration a commencé à se transformer après le 24^e Congrès du Parti, qui s'est déroulée en 1971. Les déclarations que Brejnev a faites lors de ce Congrès ont été largement couvertes à la une du journal de Pravda.¹⁰¹ En fait, la réorganisation des organes du Parti après le 24^e Congrès a joué un rôle important dans la modification des équilibres. De cette façon, le Comité central dont l'importance dans le processus décisionnel avait augmenté dans les années 1960, a été remplacé par les secrétariats et le Politburo, qui étaient autrefois subordonnés au Comité central. Ainsi, la nouvelle composition formée au sein du Parti dans les années 1970 a réduit l'efficacité de la troïka et a mis Brejnev au premier plan.¹⁰²

Un autre développement qui s'est réalisé en 1977 a constitué une pierre angulaire pour le fonctionnement du système soviétique. Le Comité central du Parti a retiré Podgornyï, président du Présidium du Soviet suprême, du Politburo. Selon le soviétologue américain Robert Vincent Daniels, eu égard aux événements politiques ayant abouti à cette décision, il s'agissait d'un coup d'État réussi du pouvoir politique de Brejnev.¹⁰³ En fait, Brejnev a remplacé Podgornyï et est ainsi devenu le premier dirigeant soviétique à assumer cette responsabilité tout en occupant le poste de secrétaire général du Parti. À la suite de sa nomination, Brejnev s'est mis à occuper tous les postes du leadership sauf la présidence du Conseil des ministres.¹⁰⁴ Ainsi, le système de la troïka a clairement pris fin et Brejnev a pris le volant de la politique étrangère.¹⁰⁵

Comme mentionné ci-dessus, avec la Constitution adoptée en 1977, le Parti s'est vu explicitement confier la tâche de gouverner l'Union soviétique. Dans le rapport qu'il a présenté au 25^e Congrès du Parti en 1976, Brejnev a déclaré qu'avec la nouvelle constitution, un système plus fort était envisagé dans lequel tous les organes exécutifs

¹⁰⁰ Hélène Carrère d'Encausse, *op.cit.*, p. 116.

¹⁰¹ *Ibid.*, p. 120.

¹⁰² Nicolas Werth, *op.cit.*, p. 486.

¹⁰³ Robert Vincent Daniels, *Russia's Transformation : Snapshots of a Crumbling System*, Lanham, Rowman & Littlefield, 1998, p. 37.

¹⁰⁴ Robert G. Wesson, « Brezhnev's Year : Politics in the U.S.S.R. », *Current History*, Vol. 73, No. 430, 1977, p. 111.

¹⁰⁵ Hélène Carrère d'Encausse, *op.cit.*, p. 124.

seraient tenus responsables de leurs activités devant les organes directeurs.¹⁰⁶ En effet, c'était la première fois qu'un arrangement constitutionnel était fait au sujet du Conseil des ministres et qu'étaient définis les devoirs et responsabilités de cet organe.¹⁰⁷ Ainsi, avec la Constitution de 1977, les mécanismes de prise de décision ont été réglementés au niveau légal. À ce stade, il est nécessaire de mentionner 24^e et 25^e Politburos, qui ont été formés et nommés après les 24^e et 25^e Congrès, avec l'arrivée au pouvoir de Brejnev.

Parmi les membres du 24^e Politburo, deux personnes se distinguaient par leurs fonctions ; le ministre de la Défense Andreï Gretchko et le président du KGB Iouri Andropov. Ces deux hauts fonctionnaires soviétiques qui étaient membres du Politburo s'occupaient de l'armée et du renseignement.¹⁰⁸ De plus, Andreï Gromyko, qui avait longtemps été au ministère des Affaires étrangères de l'Union soviétique, est devenu membre du Politburo pendant cette période, ce qui a diminué l'influence de Kossyguine dans l'exécution de la politique étrangère soviétique. Après la mort de Gretchko, Dmitri Oustinov a pris sa place au 25^e Politburo. De cette façon, ils se sont mis à prendre une part active dans le processus de prise de décision ainsi que le renseignement et affaires militaires. Autrement dit, ces deux acteurs sont arrivés à des positions qui leur permettaient d'influencer directement le mécanisme de prise de décision.

Quant à Brejnev, ses dix premières années en tant que Secrétaire général peuvent être qualifiées d'« âge d'or » selon Jeremy Azrael, en termes de relations civilo-militaires au niveau de le leadership soviétique.¹⁰⁹ Parmi les raisons les plus importantes de ce phénomène se trouve l'existence de valeurs convenues et objectifs harmonieux entre les élites civiles et militaires.¹¹⁰ Cependant, la récession de l'économie soviétique au cours du processus de composition du Politburo a conduit à une réduction des dépenses militaires. Les effets économiques de ce processus seront

¹⁰⁶ Leonid Brejnev, *S.B.K.P. Merkez Komitesi 25. Kongre Raporu*, İstanbul, Konuk Yayınları, 1976, p. 118.

¹⁰⁷ T.H. Rigby, « The Government in the Soviet Political System », Eugene Huskey (ed.), *op.cit.*, p. 87.

¹⁰⁸ Pour des informations détaillées sur les membres du Politburo, voir : Hélène Carrère d'Encausse, *op.cit.*, p. 410-411.

¹⁰⁹ Jeremy Azrael, *The Soviet Civilian Leadership and the Military High Command, 1976-1986*, Santa Monica, California, Rand Corporation, 1987, p. 2.

¹¹⁰ Brian D. Taylor, *Politics and the Russian Army : Civil-Military Relations, 1689-2000*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003, p. 193.

détaillés dans les sections suivantes. Bien que des coupes aient été faites dans les dépenses militaires au cours de cette période, ce changement dans la structure du Politburo effectué par Brejnev visait à maintenir l'équilibre entre l'armée et les dirigeants civils. Au terme de ce processus, le maréchal Oustinov est devenu l'un des principaux acteurs décisionnels.¹¹¹ Cependant, parallèlement à l'augmentation du rôle de l'armée dans le processus décisionnel, les hauts commandants militaires sont devenus un groupe de pression forçant les décideurs politiques à arriver à un consensus et ainsi, l'armée est devenue problématique.¹¹²

Andropov, un autre membre à part entière du Politburo dans la deuxième décennie de Brejnev, représentait le KGB, un autre groupe de pression dans la prise de décision. Selon les déclarations trouvées dans les archives Mitrokhine, Andropov était l'un des conseillers les plus fiables de Brejnev.¹¹³ Outre sa place dans le mécanisme décisionnel du KGB, l'implication personnelle d'Andropov en tant qu'acteur dans ce mécanisme mérite d'être envisagée, car Andropov était l'ambassadeur de l'Union soviétique à Budapest lors de l'insurrection de Budapest. Les expériences qu'Andropov a eues durant ces événements ont donné naissance à un nouveau concept s'appelant « le complexe hongrois » (Hungarian Complex), qui sera discuté plus en détail dans les sections suivantes.¹¹⁴ Bien que le KGB soit considéré comme une institution loyale au parti qui ne prendrait pas le contre-pied de l'opinion dominante, il n'était pas toujours en harmonie avec le leadership du parti dans la phase de prise de décision, car il s'agissait d'une bureaucratie professionnelle très fermée et unique.¹¹⁵ En effet, le KGB s'alimentait de différentes sources et traitait les informations d'une manière très différente que le faisaient les autres institutions soviétiques. Pour cette raison, leur objectif pour les décisions de politique étrangère disposait d'une perspective différente de celle d'autres institutions civiles et militaires. Cependant, précisément à cause de cette nuance de perception, le KGB a atteint une position

¹¹¹ Michael R. Fenzel, *No Miracles : The Failure of Soviet Decision-Making in the Afghan War*, Stanford, Stanford University Press, 2017, p. 21-23.

¹¹² Hélène Carrère d'Encausse, *op.cit.*, 229.

¹¹³ Christopher Andrew & Vasili Mitrokhin, *The Mitrokhin Archive : The KGB in Europe and the West*, London, Penguin Books, 2006, p. 561.

¹¹⁴ Pour la conceptualisation à ce sujet, voir : Timothy Andrews Sayle, « Andropov and the Lessons of History: Andropov's Hungarian Complex », *Cold War History*, Vol. 9, No. 3, 2009.

¹¹⁵ Amy Knight, « The Party, The KGB, and the Soviet Policy-Making », *The Washington Quarterly*, Vol. 11, No. 2, 1998, p. 122.

pouvant directement influencer le processus de prise de décision, après que le président du KGB est devenu membre du Politburo.¹¹⁶

Après la mort de Brejnev en 1982, Andropov a été élu secrétaire général du Parti et est devenu le nouveau chef de l'Union soviétique. Il a également assumé le poste de président du Présidium du Soviet suprême, tout comme Brejnev. Andropov a rempli ces fonctions pendant une courte période, y compris, jusqu'à sa mort en 1984. Ensuite, Konstantin Tchernenko a assumé ces fonctions, mais il est également décédé en 1985. Dans les périodes Andropov et Tchernenko, il n'y a pas eu de changements significatifs dans les mécanismes de prise de décision, et le centre de cette dernière est resté le Politburo. En 1985, Mikhaïl Gorbatchev, connu pour ses opinions réformistes, est devenu le nouveau chef de l'Union soviétique. Après que Gorbatchev est devenu le chef, lors du 27^e Congrès du Parti tenu en 1986, les valeurs fondamentales du Parti telles que le centralisme démocratique comme principe de base, le leadership collectif et la démocratie intra-parti ont continué à prévaloir comme Règle.¹¹⁷ Cependant, Gorbatchev a commencé à poursuivre des politiques qui changeraient toutes les valeurs et fonctions du système soviétique actuel.

Nous pouvons faire le commentaire que Gorbatchev représentait une ligne contradictoire au sein de ce petit groupe limité en question, car il occupait une position réformiste, notamment en matière de politique économique, au sein de « la nomenklatura »¹¹⁸, qui défendait le statu quo. À travers cette vision, pendant son mandat, Gorbatchev a visé à supprimer les fonctions et les centres de pouvoir qui étaient efficaces dans la prise de décision de la bureaucratie du parti, et à les transférer directement à l'appareil d'État.¹¹⁹ Cependant, dans le système soviétique, le moyen de contourner les organes du Parti passait toujours par le Politburo, la plus haute unité décisionnelle du Parti. Par conséquent, Gorbatchev a essayé de créer un consensus au sein du Politburo, sur la nécessité de l'élaboration d'une nouvelle politique avec une

¹¹⁶ Amy W. Knight, « The KGB and Soviet Foreign Policy », Frederic J. Flernon, Jr., Erik P. Hoffman, Robbin F. Laird (ed.), *Contemporary Issues in Soviet Foreign Policy : From Brezhnev to Gorbachev*, New York, Routledge, 2017, p. 476.

¹¹⁷ Graeme Gill, *The Rules of the Communist Party of the Soviet Union*, op.cit., p. 99.

¹¹⁸ La Nomenklatura est le terme utilisé pour décrire les personnes qui occupent des postes clés au sein du Parti et de la bureaucratie de l'État.

¹¹⁹ Cameron Ross, « Party-State Relations », op.cit., p. 144.

équipe réformiste.¹²⁰ En revanche, ce consensus risquait de constituer un mode de prise de décision contraire au principe du centralisme démocratique, qui était à l'époque le principe de base du Parti. En effet, bien que Gorbatchev ait assumé le poste de secrétaire général en 1985, il n'est pas devenu président du Présidium du Soviet suprême jusqu'en 1989, y compris, après le retrait de l'armée soviétique d'Afghanistan. Pour cette raison, jusqu'à sa nomination en tant que président, Gorbatchev a dû renforcer sa position de secrétaire général du Politburo afin de poursuivre ses politiques réformistes, et ainsi créé une nouvelle structure grâce à laquelle il pourrait participer plus efficacement au processus décisionnel.¹²¹

Enfin, l'autonomie de l'armée, qui constituait l'un des facteurs importants du processus décisionnel, s'est réduite durant l'ère Gorbatchev. En effet, ce dernier a affaibli l'efficacité de l'armée dans le processus décisionnel en recommandant que les acteurs civils tels que les diplomates et les experts politiques soient davantage impliqués dans la formulation des politiques de défense.¹²² En résultat, il n'y avait aucun militaire parmi les membres à part entière du 27^e Politburo. La position du KGB, une autre institution qui jouait un rôle primordial dans les processus décisionnels pendant la période Gorbatchev, était différente de celle de l'armée. Tout d'abord, Viktor Chebrikov, qui était à la tête du KGB à l'époque, a pris sa place en tant que membre à part entière du Politburo. Cependant, il est difficile de dire que le KGB soutenait la politique de Gorbatchev, car les déclarations de Chebrikov critiquant la Nouvelle pensée de Gorbatchev pouvaient être rencontrées sur le journal Pravda de l'époque.¹²³ Chebrikov est resté actif en tant que président du KGB et membre du Politburo, et continué à occuper le centre de pouvoir du statu quo dans le mécanisme de prise de décision. Néanmoins, en 1988, alors que l'armée soviétique ne s'était pas encore retirée d'Afghanistan, Chebrikov a été remplacé par Vladimir Krioutchkov, jugé plus compatible pour le poste.¹²⁴ Ainsi, durant l'ère Gorbatchev, l'armée et les institutions de renseignement ont continué à former des relations conflictuelles avec d'autres acteurs civils - et surtout réformistes - du mécanisme de prise de décision.

¹²⁰ Gerald K. Haines (ed.), Robert E. Leggett (ed.), *CIA's Analyses of the Soviet Union, 1947-1991 : A Documentary Collection*, Washington D.C., Government Reprints Press, 2001, p. 112.

¹²¹ Cameron Ross, « Party-State Relations », *op.cit.*, p. 144-145.

¹²² Brian D. Taylor, *op.cit.*, p. 215.

¹²³ Amy Knight, « The KGB, Perestroika, and the Collapse of the Soviet Union », *Journal of Cold War Studies*, Vol. 5, No. 1, 2003, p. 72.

¹²⁴ Bernard Lecomte, « KGB : La véritable histoire des services secrets soviétiques », Paris, Perrin, 2020, p. 312.

DEUXIEME PARTIE – L'EXAMEN POLIHEURISTIQUE DE LA DÉCISION D'INTERVENTION MILITAIRE DE L'UNION SOVIÉTIQUE EN AFGHANISTAN

Dans cette partie, nous expliquerons d'abord les événements qui ont conduit à l'intervention de l'Union soviétique en Afghanistan. Ensuite, nous évaluerons la décision d'intervenir à l'aide du modèle poliheuristique. Avant tout, il est important de comprendre pourquoi l'Afghanistan est d'intérêt pour l'Union soviétique. La relation étroite entre l'Union soviétique et l'Afghanistan a contribué à la décision d'intervenir. Cependant, plusieurs autres facteurs, tels que la dynamique structurelle interne de l'URSS, les problèmes sociopolitiques en Afghanistan et les évolutions systémiques et conjoncturelles, ont également influencé cette décision. Il est donc essentiel d'examiner les développements et les contradictions de la période ayant mené à l'établissement du régime socialiste en Afghanistan et à l'intervention soviétique qui en a résulté. Après avoir évalué le processus jusqu'à l'intervention, une étude poliheuristique de la décision d'intervention sera menée en examinant l'occasion de décision et les unités de décision impliquées. L'objectif de cette étude est de comprendre les raisons et les mécanismes ayant conduit à l'intervention soviétique en Afghanistan. Les développements postérieurs à l'intervention seront abordés dans une étape ultérieure. Pour évaluer la décision d'intervention, nous utiliserons une matrice de décision en évaluant trois dimensions : politique, diplomatique et militaire.

A – Le débat multi-causal de l'intervention : Pourquoi l'Afghanistan ?

Après la Révolution de Saur en 1978, la République démocratique d'Afghanistan a été établie et un régime socialiste a vu le jour. Cette révolution, menée par le Parti démocratique populaire d'Afghanistan (PDPA), est le résultat d'un long processus historique et cumulatif. Toutefois, l'établissement du socialisme en Afghanistan et le nouvel ordre qui en a découlé ont généré de nombreux problèmes en eux-mêmes. Cette situation est étroitement liée à l'Union soviétique, qui a joué un rôle

important dans le processus historique afghan. Bien que l'Afghanistan soit un pays socialiste et allié de l'Union soviétique, il partage des frontières communes avec cette dernière. Cependant, certaines conditions systémiques ont contraint l'Union soviétique à adopter des politiques à la fois en politique étrangère et intérieure pendant la période de développement crucial en Afghanistan. Les tensions en Europe de l'Est depuis 1968 et les mesures prises par l'Union soviétique dans le cadre de la doctrine Brejnev ont poussé cette dernière vers un paradigme sécuritaire. Outre les événements en Europe de l'Est, l'Union soviétique a également été affectée par les développements en Asie et au Moyen-Orient. Parmi ces événements, nous pouvons citer la guerre du Vietnam, les guerres arabo-israéliennes au Moyen-Orient, ainsi que les tensions dans le triangle Bangladesh-Inde-Pakistan. Bien qu'il y ait eu une période de détente durant la Guerre froide, ces événements ont fragilisé ce processus de détente. Cela a conduit l'Union soviétique à accorder une attention accrue à sa propre périphérie pour protéger sa légitimité hégémonique sur les pays socialistes et du tiers-monde, ainsi que pour se prémunir contre les événements menaçant son espace géopolitique. En gardant cela à l'esprit, il devient essentiel d'examiner les raisons qui sous-tendent l'intérêt de l'Union soviétique pour l'Afghanistan.

1 – Les problèmes internes en Afghanistan de la période pré-socialiste

Bien que l'Afghanistan possède des plaines au nord et au sud-ouest, une grande partie de son territoire est couverte de montagnes, ce qui en fait un pays principalement rural avec un faible taux d'urbanisation. L'Afghanistan est un pays multiethnique et multilingue, avec plusieurs groupes ethniques importants, notamment les Pachtounes, les Tadjiks, les Hazaras et les Ouzbeks. Les Pachtounes constituent le groupe ethnique dominant en Afghanistan, et certains vivent également au-delà de la frontière sud du pays, au Pakistan.¹²⁵ Le pashto et le persan afghan, également connu sous le nom de « dari », ont été définis comme langues officielles en Afghanistan. Cependant, selon The World Factbook publié chaque année par l'Agence centrale de renseignement (Le service de renseignement américain – CIA), en 1982, 50 % de la population afghane

¹²⁵ Thomas Barfield, *Afghanistan : A Cultural and Political History*, New Jersey, Princeton University Press, 2010, p. 24-25.

parlait le pashto, contre 35 % qui parlaient dari.¹²⁶ Bien que ce pourcentage soit resté inchangé jusqu'en 1992, le dari est devenu depuis lors la langue la plus parlée.¹²⁷

L'Afghanistan a obtenu sa pleine indépendance en 1919 et a été restructuré en tant que royaume afghan sous le leadership d'Emanullah Khan en 1926. Le premier État à reconnaître l'Afghanistan en tant qu'État indépendant a été l'Union soviétique, suivie du Traité d'amitié signé en 1921.¹²⁸ Zaher Shah, le monarque régnant le plus longtemps sur le trône d'Afghanistan, a pris le pouvoir en 1933 et a dirigé le pays sans interruption jusqu'en 1973, année où il est devenu le dernier roi du pays. Dès son accession au trône, il a poursuivi une politique d'expansion des relations diplomatiques sur la scène internationale. Cependant, après que Mohammad Daoud Khan est devenu Premier ministre, cette politique a pris une direction différente. Bien que Daoud Khan ait tenté de maintenir cette politique de neutralité, les relations historiques entre l'Afghanistan, l'Union soviétique et leurs voisins frontaliers ont rendu difficile le maintien de cet équilibre délicat. En 1955, la frontière entre l'Afghanistan et le Pakistan a été fermée, ce qui a conduit à une diminution du volume des échanges commerciaux entre l'Afghanistan et ses voisins. Les États-Unis et l'Iran n'ont pas été en mesure de créer une nouvelle route commerciale vers l'Afghanistan. En conséquence, il est devenu inévitable d'augmenter les relations commerciales entre l'Union soviétique et l'Afghanistan.¹²⁹

Dans ce contexte, conformément à l'accord de coopération économique signé entre l'Union soviétique et l'Afghanistan en 1950, qui prévoyait le passage en franchise des marchandises afghanes à travers la frontière soviétique, Khrouchtchev s'est rendu en Afghanistan en 1955 et a accordé à l'Afghanistan un prêt de 100 millions de dollars ainsi que des fonds nécessaires, promettant de fournir tout type de soutien matériel.¹³⁰ Le Premier ministre Daoud a été confronté à plusieurs défis, notamment la question pachtoune et une grave crise économique résultant de cette problématique. En

¹²⁶ Central Intelligence Agency, *The World Factbook 1982*, Washington D.C., US Government Printing Office, 1982, p. 1.

¹²⁷ Central Intelligence Agency, *The World Factbook 1992*, Washington D.C., US Government Printing Office, 1992, p. 1.

¹²⁸ Manoj Kumar Mishra, « Afghan Neutrality : Principles Breached and Costs Incurred », *World Affairs : The Journal of International Issues*, Vol. 19, No. 3, 2015, p. 86.

¹²⁹ Meredith L. Runion, *The History of Afghanistan*, Connecticut, Greenwood Press, 2007, p. 97.

¹³⁰ Alam Payind, « Soviet-Afghan Relations from Cooperation to Occupation », *International Journal of Middle East Studies*, Vol. 21, No. 1, 1989, pp. 110-111.

conséquence, en 1956, il a accepté une aide militaire de 32,4 millions de dollars, ce qui a entraîné la restructuration de l'armée afghane selon le système militaire soviétique, avec des experts militaires de l'URSS envoyés sur place et des officiers afghans formés en Union soviétique en échange.¹³¹ Cela a conduit au développement d'idées de gauche et à une augmentation des mouvements politiques socialistes en Afghanistan, notamment au sein de l'armée. En conséquence, l'Union soviétique a construit des bases aériennes militaires dans des villes afghanes telles que Mazâr-e Charîf, Begrâm et Shindand.¹³² Cette intense coopération militaire et économique avec l'Union soviétique a conduit à la détérioration de la politique de neutralité de l'Afghanistan.

Le Premier ministre Daoud s'est retrouvé confronté à l'un des plus grands dilemmes politiques : la question pachtoune. Cette question trouve ses racines dans l'accord de la ligne Durand, signé en 1893 entre l'Inde britannique et l'émirat d'Afghanistan.¹³³ Cet accord a délimité la frontière actuelle entre l'Afghanistan et le Pakistan, mais a également entraîné la division de la région, appelée Pachtounistan, entre les deux pays. Après la Seconde Guerre mondiale, une rhétorique nationaliste a émergé dans l'opinion publique afghane, affirmant que la frontière en question n'était pas légitime et que la région pachtoune devait appartenir à l'Afghanistan dans son ensemble.¹³⁴ Ainsi, la question pachtoune est devenue l'un des principaux enjeux de la politique intérieure et étrangère de l'Afghanistan. En 1949, le Parlement afghan a déclaré que la ligne Durand n'était pas une frontière légitime et a annulé l'accord en question.¹³⁵

Comme solution, Daoud a adopté une politique de déstabilisation du Pakistan, en distribuant de l'argent aux tribus pachtoues et en les utilisant dans son agenda.¹³⁶ Cependant, cette approche a suscité une réponse du Pakistan, qui a fermé ses frontières avec le pays, causant des dommages économiques considérables. En effet, en tant que pays enclavé, l'Afghanistan dépendait largement du port pakistanais de Karachi pour

¹³¹ *Ibid.*, pp. 111-112.

¹³² Meredith L. Runion, *op.cit.*, p. 98.

¹³³ Nabi Misdaq, *Afghanistan : Political frailty and external interference*, New York, Routledge, 2006, p. 77.

¹³⁴ Faridullah Bezhan, « The Pashtunistan Issue and Politics in Afghanistan, 1947-1952 », *Middle East Journal*, Vol. 68, No. 2, 2014, pp. 197-198.

¹³⁵ *Ibid.*, pp. 198-199.

¹³⁶ Meredith L. Runion, *op.cit.*, p. 98.

son commerce international.¹³⁷ Face à cette situation, elle a été contrainte d'intensifier ses relations avec l'Union soviétique pour trouver un soutien économique et militaire concernant le problème pachtoune. L'Union soviétique a soutenu les arguments afghans en faveur du Pachtounistan, une région composée de tribus difficiles à contrôler, dominée par les mollahs et ouverte à l'influence. L'objectif de l'Union soviétique était également d'affaiblir et déstabiliser le Pakistan, un pays pro-américain.¹³⁸ Toutefois, l'instabilité économique liée au problème pachtoune a fini par pousser Daoud Khan à démissionner de son poste de Premier ministre en 1963. Suite à la démission de Daoud, Zaher Shah a cherché à atténuer les troubles économiques et politiques en instituant une voie constitutionnelle. Ainsi, en 1964, une nouvelle constitution a été adoptée et une période de monarchie constitutionnelle a commencé en Afghanistan.¹³⁹

Cette Constitution garantissait divers droits individuels aux citoyens et stipulait que la société afghane devait se débarrasser de ses structures tribales pour atteindre une organisation sociale plus moderne. En outre, la Constitution incluait l'expression « afghane » qui englobait des groupes ethniques autres que les Pachtoune, créant ainsi une supra-identité et tentant de construire une nation unifiée.¹⁴⁰ Cette reconnaissance des autres groupes ethniques en tant qu'Afghans et de leur garantie constitutionnelle en tant que citoyens égaux ont mobilisé ces derniers à participer à la politique et ont remis en question la suprématie pachtoune en Afghanistan.¹⁴¹ Cette mobilisation politique a également eu un impact sur la diplomatie du pays. À la suite de l'équilibrage du nationalisme pachtoune qui s'est intensifié durant la période post-constitutionnelle de Daoud Khan, la frontière pakistanaise a été rouverte, permettant à l'Afghanistan d'utiliser de nouveau le port de Karachi pour son commerce.¹⁴²

Les droits et les libertés garantis par la Constitution afghane ne se limitent pas à la simple reconnaissance de la citoyenneté constitutionnelle des groupes ethniques. En effet, la liberté de la presse ainsi que la participation des femmes à la vie politique

¹³⁷ Nabi Misdaq, *op.cit.*, p. 78.

¹³⁸ Alam Payind, *op.cit.*, p. 111.

¹³⁹ Barnett R. Rubin, *Afghanistan : What Everyone Needs to Know*, New York, Oxford University Press, 2020, p. 38.

¹⁴⁰ Meredith L. Runion, *op.cit.*, p. 100.

¹⁴¹ Nabi Misdaq, *op.cit.*, p. 81-82.

¹⁴² *Ibid.*, p. 80.

ont également été évoquées. Cela a permis à des femmes députées d'être élues et d'intégrer le parlement. Cette approche laïque du droit a également conduit des partis politiques de différentes factions à prendre part à la vie politique. Parmi les partis les plus importants qui ont été élus au parlement durant cette période, on compte le Parti nationaliste pachtoune et en même temps social-démocrate Afghan Millat (Nation afghane), le Parti démocratique populaire d'Afghanistan (le PDPA), qui était prosoviétique, le parti prochinois Shu-la-i Tawed (Flamme éternelle) ainsi que Hezbi Islami, un parti islamique.¹⁴³ Le parlement à plusieurs voix élu lors des élections de 1965, aussi prometteur soit-il, n'a pas réussi à atteindre les objectifs de développement économique et de bien-être social escomptés.

En revanche, après les élections de 1969, le parlement démocratique formé en 1965 a cédé sa place à une composition dominée par des propriétaires terriens et des capitalistes, sans qu'aucune femme députée ne puisse être élue.¹⁴⁴ De plus, l'économie fragile de l'Afghanistan a poussé le pays à recevoir le soutien économique des États-Unis, de l'Iran et des pays arabes. Cette instabilité politique a finalement conduit à la chute de la monarchie afghane, survenue à la suite d'un coup d'État militaire sans effusion de sang le 17 juin 1973, alors que le roi Zaher Shah se trouvait à l'étranger.¹⁴⁵ Dans ce contexte, l'ancien Premier ministre Mohammed Daoud Khan est parvenu à s'emparer du pouvoir avec le soutien des officiers socialistes de l'armée et de l'aile Parcham du PDPA, conduisant ainsi à l'établissement de la République d'Afghanistan.

2 – La République, la Révolution de Saur et les problèmes de l'Afghanistan socialiste

Avec la création de la République d'Afghanistan en 1973, Daoud Khan est devenu le chef de l'État. Dès lors, il a aboli la Constitution de 1964, établi le Parti révolutionnaire national en 1976 et instauré le système présidentiel en promulguant une nouvelle Constitution en 1977.¹⁴⁶ Bien que nationaliste, Daoud Khan a dû nommer des membres de la faction Parcham à des postes importants car il avait reçu le soutien

¹⁴³ Alam Payind, *op.cit.*, p. 113-114.

¹⁴⁴ Meredith L. Runion, *op.cit.*, p. 101.

¹⁴⁵ Alam Payind, *op.cit.*, p. 115.

¹⁴⁶ Meredith L. Runion, *op.cit.*, p. 102.

des communistes lors de son accession au pouvoir. En outre, il a créé un comité central pour lui-même, dans lequel il a inclus des membres de l'aile Parcham.¹⁴⁷ Cependant, ses relations avec les communistes et l'Union soviétique se sont rapidement détériorées car il avait besoin d'aide étrangère pour maintenir son modèle économique centralisé. Il a cherché à diversifier les sources de cette aide, en développant des relations avec des pays riches en pétrole du Golfe pour obtenir une aide financière, avec l'Inde pour bénéficier d'une aide militaire et avec l'Iran pour le développement économique.¹⁴⁸ Ce processus a accru l'anxiété de l'Union soviétique à l'égard de Daoud Khan. De plus, les négociations avec le Pakistan visant à résoudre le problème pachtoun ont eu un impact négatif sur l'attitude des communistes afghans et de la base conservatrice pachtoun envers Daoud. L'attitude de plus en plus hostile de Daoud envers les communistes et l'échec de ses réformes économiques ont finalement conduit à la Révolution de Saur, les 27 et 28 avril 1978. Après la révolution, le PDPA est arrivé au pouvoir, Daoud Khan et sa famille ont été tués, la République démocratique d'Afghanistan a été proclamée et un régime socialiste a été établi. Il convient, à ce stade, de mentionner la structure du PDPA et ses relations avec l'Union soviétique.

Le PDPA, premier parti politique marxiste-léniniste en Afghanistan, a été fondé en 1965. Son objectif était de moderniser le pays et de le libérer des influences étrangères, en s'appuyant sur la base intellectuelle urbaine.¹⁴⁹ Le parti est apparu comme une initiative menée par deux factions principales : Khalq (ça veut dire le Peuple) et Parcham (ça veut dire le Drapeau). La faction Khalq rassemblait principalement des Pachtounes ruraux, tandis que la faction Parcham trouvait des partisans parmi la population urbaine, de classe moyenne et intellectuelle. Un clivage politique fondamental existait entre les deux factions : la faction Khalq prônait une révolution prolétarienne directe avec une vision léniniste, tandis que la faction Parcham estimait qu'une telle révolution n'était pas possible dans un pays non industrialisé tel que l'Afghanistan, et qu'une transition vers le socialisme devait se faire de manière progressive, en s'appuyant sur le modèle de la révolution démocratique

¹⁴⁷ Nabi Misdaq, *op.cit.*, p. 83.

¹⁴⁸ Meredith L. Runion, *op.cit.*, p. 102.

¹⁴⁹ Yury V. Bosin, « Afghanistan, 1978 Revolution and Islamic Civil War », Immanuel Ness (ed.), *International Encyclopedia of Revolution and Protest : 1500 to Present Volume I*, New Jersey, Blackwell Publishing, 2009, p. 13.

nationale.¹⁵⁰ Bien que la faction Khalq partage une image pro-soviétique avec la faction Parcham, elle adopte une attitude plus distante envers l'Union soviétique et idéalise un Afghanistan indépendant. Elle a une compréhension politique plus nationaliste et plus marxiste orthodoxe, ce qui la conduit à adopter des actions et des politiques beaucoup plus radicales et révolutionnaires, tandis que la faction Parcham suit une ligne plus modérée.¹⁵¹ Le chef de la faction Khalq était Nour Mohammad Taraki, qui est devenu le premier président de l'Afghanistan après la révolution de Saur. Un autre nom important de cette faction était Hafizullah Amin, qui est devenu le deuxième chef de l'État après avoir fait assassiner Taraki. Le pionnier de l'aile Parcham était Babrak Karmal, qui est devenu le troisième président.

Le PDPA a été divisé entre ces deux factions en 1967, et a poursuivi sa politique en tant que structures distinctes. Toutefois, sous la pression croissante de Daoud Khan contre les communistes au fil du temps, les deux factions se sont réunies en 1977 pour former un front uni sous le toit du PDPA.¹⁵² Cette union a finalement conduit à la Révolution de Saur et à l'instauration de l'Afghanistan socialiste. La Constitution provisoire adoptée en 1980 garantissait des droits économiques, politiques et sociaux fondés sur l'égalité des citoyens. Le premier chef de la République démocratique d'Afghanistan était, comme indiqué ci-dessus, Taraki, membre de la faction Khalq. Bien que cette faction ait adopté une politique sceptique envers l'Union soviétique, pour des raisons précédemment évoquées, des informations provenant des archives de Mitrokhine ont révélé que Taraki était engagé par le KGB depuis 1951.¹⁵³ Cela a conduit Taraki à maintenir des relations politiques étroites avec l'Union soviétique pendant son règne d'un an et demi. Cependant, il est confirmé que la Révolution de Saur a été menée entièrement à l'initiative du PDPA et des officiers suivant la faction Khalq dans l'armée.¹⁵⁴ Le 5 décembre 1978, un « Traité d'amitié, de bon voisinage et de coopération » de 20 ans a été signé entre l'Afghanistan et l'Union soviétique sous le leadership de Taraki.¹⁵⁵ Le quatrième article de cet accord stipulait

¹⁵⁰ Rodric Braithwaite, *Afgantsy : The Russians in Afghanistan 1979-89*, New York, Oxford University Press, 2011, pp. 38-39.

¹⁵¹ Anthony Arnold, *Afghanistan's Two Party Communism: Parcham and Khalq*, Stanford, Hoover Institution Press, 1983, p. 38.

¹⁵² *Ibid.*, p. 52.

¹⁵³ Vasilij Mitrokhin, *The KGB in Afghanistan*, Washington D.C., Wilson Center Press, 2009, p. 17-18.

¹⁵⁴ Rodric Braithwaite, *op.cit.*, pp. 40-42.

¹⁵⁵ *AFGHANISTAN et UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES : Traite d'amitié, de bon voisinage et de coopération. Signé à Moscou le 5 décembre 1978*, <https://treaties.un.org/doc/publication/UNTS/Volume%201145/v11145.pdf>, (Consulté le

la coopération militaire entre les deux pays et confirmait que l'Afghanistan pouvait recourir à l'aide militaire soviétique en cas de besoin. C'est sur la base de cet accord que l'Armée soviétique a été invitée à intervenir en Afghanistan en 1979.

Après avoir pris le pouvoir avec l'aide de ses partisans dans l'armée, Taraki a commencé à éliminer la faction Parcham. Il a nommé Babrak Karmal, le chef de l'aile Parcham, ambassadeur en Tchécoslovaquie, et l'a exilé.¹⁵⁶ Sous l'administration socialiste dirigée par la faction Khalq, des politiques radicalement révolutionnaires ont été mises en œuvre, telles que la réforme agraire, l'abolition des lois de la charia, la sécularisation de la loi et l'élargissement des droits des femmes sur la base de l'égalité. Toutefois, ce processus de soviétisation de l'Afghanistan a suscité des réactions dans la société conservatrice afghane vivant dans les zones rurales.¹⁵⁷ La frange sociale, non intégrée au pouvoir central, vivant en tribus et dirigée par des mollahs, a refusé d'adopter les réformes économiques et sociales. Après la Révolution de Saur, le principal conseil des conseillers politiques soviétiques aux communistes afghans était de développer des politiques spécifiques pour les minorités non pachtounes. En effet, toutes sortes de mouvements modernistes en Afghanistan ont pris leur essor en grande partie à partir de la société pachtounes, alors que les minorités se sont montrées antimodernistes et ouvertes aux influences étrangères.¹⁵⁸

En réalité, des soulèvements de masse contre le régime ont éclaté dans la région du Nouristan en Afghanistan en 1978, suivis par la rébellion d'Hérat 1979.¹⁵⁹ Les experts soviétiques ont souligné que les deux régions étaient majoritairement peuplées de non-Pachtounes. Au Kérala, où la population est majoritairement Pachtounes, les

20 décembre 2022), p. 337. L'article pertinent est le suivant : « *Agissant dans l'esprit de leurs traditions d'amitié et de bon voisinage et dans l'esprit de la Charte des Nations Unies, les Hautes Parties contractantes tiendront des consultations et, d'un commun accord, prendront les mesures voulues dans le but d'assurer la sécurité, l'indépendance et l'intégrité territoriale des deux pays. [...] Dans l'intérêt du renforcement de leur capacité défensive, les Hautes Parties contractantes continueront à développer leur coopération dans le domaine militaire sur la base des accords correspondants conclus entre elles.* ».

¹⁵⁶ J. Bruce Amstutz, *Afghanistan : The First Five Years of Soviet Occupation*, Washington D.C., National Defense University Press, 1986, pp. 38-39.

¹⁵⁷ Ce concept est utilisé par Olivier Roy pour exprimer les tentatives du PDPA d'imiter la structure sociale et la culture politique en Afghanistan avec les structures de l'Union soviétique. Pour avoir des informations plus détaillées sur ce sujet, voir : Olivier Roy, « The Sovietization of Afghanistan », Milan Hauner, Robert L. Canfield (ed.), *Afghanistan and the Soviet Union : Collision and Transformation*, New York, Routledge, 2018.

¹⁵⁸ Ralph H. Magnus, Eden Naby, *Afghanistan : Mullah, Marx, and, Mujahid*, Colorado, Westview Press, 2000, pp. 124-125.

¹⁵⁹ Mark Galeotti, *Afghanistan : The Soviet Union's Last War*, Oxford, Frank Cass, 2001, pp. 6-7.

forces du régime ont fait usage d'une force brutale contre les actions des groupes djihadistes. Les réformes sociales de Taraki ont dérangé les mollahs religieux et leurs partisans, tandis que les réformes économiques ont perturbé les propriétaires terriens. De plus, la réforme agraire a suscité des réactions pour des raisons à la fois économiques et idéologiques, car l'ordre foncier envisagé par le régime socialiste était également contraire à la charia.¹⁶⁰ Par conséquent, la situation en Afghanistan peut être considérée comme un conflit essentiellement idéologique. En outre, les capitalistes ont cessé d'acheter des produits aux paysans qui produisaient sur les terres expropriées gratuitement à la suite de la réforme agraire, entraînant ainsi une crise économique basée sur l'agriculture.¹⁶¹

La résistance islamique s'est propagée à travers tout l'Afghanistan, mettant en lumière le concept de moudjahidine. De nombreuses tribus et groupes, opposés au régime socialiste, ont rejeté les réformes proposées et ont plutôt plaidé pour l'établissement d'un ordre basé sur la charia. Ces groupes djihadistes ont alors lancé une résistance armée contre l'administration PDPA, et ont été collectivement appelés les moudjahidines. Bien que ces groupes soient constitués de différentes ethnies et factions, leur point commun était présenté comme étant la défense du peuple.¹⁶² En d'autres termes, les moudjahidines apparaissaient comme des combattants unis autour de l'idée d'anticommunisme et cherchant à protéger la structure traditionnelle du régime socialiste. À ce stade, les moudjahidines ont attiré l'attention comme étant un instrument utile pouvant être utilisé contre l'Afghanistan dans le contexte du problème pachtoune pour le Pakistan. En effet, l'agence de renseignement pakistanaise « Inter-Services Intelligence » (ISI) a fourni des armes, des munitions et un soutien financier aux moudjahidines.¹⁶³ Ce soutien a contribué à renforcer le mouvement tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. Selon les rapports des services de renseignement américains, les tribus ont commencé à contrôler de vastes zones à l'est et au nord de l'Afghanistan, grâce à leur réception d'armes et de soutien du Pakistan. Certains commandants de l'armée afghane ont même été arrêtés pour avoir soutenu les rebelles.

¹⁶⁰ Olivier Roy, *Islam and resistance in Afghanistan*, New York, Cambridge University Press, 1990, p. 87.

¹⁶¹ J. Bruce Amstutz, *op.cit.*, p. 315-316.

¹⁶² Robert Johnson, *The Afghan Way of War : How and Why They Fight*, New York, Oxford University Press, 2012, p. 208.

¹⁶³ *Ibid.*, p. 222-223.

Ainsi, l'Afghanistan avait besoin depuis longtemps de conseils militaires et de l'armée soviétique.¹⁶⁴

Après les événements d'Hérat, les divergences d'opinions et les luttes de pouvoir entre Taraki et Hafizullah Amin se sont intensifiées. Bien que tous deux issus de la faction Khalq, Taraki a prôné une approche radicale des réformes et une lutte farouche contre les moudjahidines, tandis qu'Amin a blâmé Taraki pour l'échec des réformes et a favorisé une relation négociée avec les tribus. Cela a conduit au meurtre de Taraki le 14 septembre 1979 sur ordre d'Amin, qui est ensuite devenu le nouveau chef du pays et du PDPA. Ce meurtre est considéré comme la dernière étape avant l'intervention soviétique.

3 – L'intervention militaire de l'Union soviétique en Afghanistan

Malgré sa popularité et son pouvoir en tant que politicien au sein de l'armée afghane et de la faction Khalq, Amin a dû faire face à divers problèmes lorsqu'il est arrivé au pouvoir, en tuant Taraki. Les analyses de l'époque ont montré que, bien qu'Amin ait été connu comme « l'homme fort » en raison de sa politique dure, il était en réalité considéré comme la personne la plus détestée parmi les rebelles.¹⁶⁵ Le renforcement des moudjahidines armés a constitué le plus gros problème pour Amin depuis la rébellion d'Hérat. De plus, la force du Parti a commencé à s'affaiblir en raison de la purge massive de la faction Parcham du PDPA, et le conflit entre les partisans de Taraki et ceux d'Amin au sein de la faction Khalq a commencé à nuire au régime.¹⁶⁶ Dans de telles circonstances, l'ascension au pouvoir d'Amin peut sembler aller à l'encontre du cours normal des choses. Cependant, plusieurs facteurs ont contribué à son ascension, notamment le scepticisme soviétique à l'égard de la politique socialiste afghane depuis la Révolution de Saur, voire avant. Cette méfiance s'est renforcée avec la dépendance militaire et économique croissante de l'Afghanistan envers les Soviétiques. Les activités de renseignement soviétiques en constante

¹⁶⁴ Douglas J. MacEachin, *Predicting the Soviet Invasion of Afghanistan : The Intelligence Community's Record*, Washington D.C., Center for the Study of Intelligence, 2002, p. 11.

¹⁶⁵ P. B. Sinha, « Rise and Fall of Hafizullah Amin in Afghanistan », *Strategic Analysis*, Vol. 3, No. 10, 1980, pp. 352-353.

¹⁶⁶ Anthony Arnold, *op.cit.*, pp. 91-92.

expansion ont également contribué à l'accession d'Amin au pouvoir, tout comme l'efficacité croissante des responsables soviétiques dans les institutions afghanes.¹⁶⁷

Durant son court période de leadership, Amin a utilisé des méthodes assez répressives afin d'empêcher toutes activités contre-révolutionnaires dans le pays. En plus d'augmenter le nombre d'exécutions et d'arrestations, il a publié une liste de 12 000 personnes exécutées depuis la révolution. Tout en maintenant cette attitude oppressive, Amin a commencé à explorer des pistes de négociation avec le Pakistan pour tenter de résoudre la question des moudjahidines.¹⁶⁸ En poursuivant à la fois des politiques radicales et répressives tout en cherchant des voies de négociation avec les acteurs nationaux et étrangers opposés au régime, il a placé l'Afghanistan dans une impasse. Après son accession au pouvoir, l'aide militaire aux moudjahidines en provenance des États-Unis, du Pakistan et de divers pays arabes a rapidement augmenté.¹⁶⁹ Bien qu'Amin ait souhaité poursuivre rapidement les réformes en éliminant les moudjahidines et les activités contre-révolutionnaires dans le pays, il s'est retrouvé confronté au dilemme de viser l'indépendance de l'Afghanistan vis-à-vis de l'Union soviétique sans disposer de ressources financières suffisantes. C'est pourquoi il a tenté d'obtenir une aide financière des États-Unis ainsi que des moyens de négocier avec le Pakistan.¹⁷⁰

Pendant cette période, en raison des événements alarmants se déroulant en Afghanistan, une Commission Afghanistan a été créée au sein du Politburo du PCUS dans le but d'étudier et de prendre des décisions en lien avec ces développements. Bien que la Commission soit placée sous la supervision du secrétaire général Brejnev, elle était en réalité une troïka composée des membres du Politburo Andropov, Gromyko et Oustinov, complétée par Boris Ponomarev, candidat membre du Politburo et chef du Département international du Comité central du Parti.¹⁷¹ Comme mentionné précédemment, la prise de décision soviétique à l'époque de Brejnev était centralisée

¹⁶⁷ Vasilij Mitrokhin, *op.cit.*, pp. 82-83.

¹⁶⁸ Meredith L. Runion, *op.cit.*, p. 109.

¹⁶⁹ Aleksandr Antonovich Lyakhovskiy, *Inside the Soviet Invasion of Afghanistan and the Seizure of Kabul, December 1979*, Washington D.C., Wilson Center Press, January 2007, p. 3.

¹⁷⁰ Pour le document du Département d'État américain sur ce sujet, voir : The United States Department of State, « Document 78 : Telegram From the Embassy in Afghanistan to the Department of State, 28 October 1979 », *Foreign Relations of the United States, 1977-1980, Volume XII, Afghanistan*, <https://history.state.gov/historicaldocuments/frus1977-80v12/d78>, (Consulté le 23 décembre 2022).

¹⁷¹ Mark Galeotti, *op.cit.*, p. 6.

au sein du Politburo. Les décisions de politique étrangère, en particulier, étaient largement dominées par une équipe restreinte au sein de ce dernier. Plus précisément, la troïka Andropov-Gromyko-Oustinov avait un rôle clé à jouer dans ces décisions, ainsi qu'un petit groupe de quatre personnes, dont l'idéologue en chef du Parti, Souslov. Cependant, Souslov n'a pas joué de rôle décisif dans la question de l'Afghanistan.¹⁷² Ponomarev, qui a été le chef du Département international du Parti pendant de nombreuses années, était dans la hiérarchie de Souslov, l'ancien chef de cette institution. Le Département international était l'agence du Parti chargée de la supervision des relations avec les autres partis et organisations communistes à travers le monde. Cette institution fournit des recommandations politiques au Comité central en compilant des informations provenant de diverses sources, notamment le KGB, le ministère des Affaires étrangères et le ministère de la Défense, et en préparant des rapports, en particulier sur les questions liées aux pays du tiers monde.¹⁷³ Cette situation montre que le Politburo avait adopté un processus décisionnel à trois volets pour la question de l'Afghanistan, impliquant le renseignement, les affaires étrangères et l'armée. De plus, elle témoigne de la sensibilité particulière du Parti envers ce sujet.

Après les événements d'Hérat, Taraki s'est rendu à Moscou le 20 mars 1979 pour y rencontrer certains membres du Politburo soviétique, puis Brejnev en personne. Lors de cette rencontre, les membres du Politburo ont affirmé que le soutien politique serait maintenu et que toutes sortes d'aides militaires seraient augmentées. Ils ont également promis des transferts de technologie et l'envoi d'experts en propagande pour aider Taraki.¹⁷⁴ En revanche, Brejnev a discuté la possibilité d'une intervention en Afghanistan, en plus de l'aide apportée par l'Union soviétique. Brejnev a déclaré que le déploiement de troupes soviétiques en Afghanistan ne profiterait qu'à l'Afghanistan et aux ennemis de l'Union soviétique, et que déclarer publiquement que l'Union soviétique était en faveur de ne pas intervenir en Afghanistan n'était pas correct.¹⁷⁵ Il

¹⁷² Artemy Kalinovsky, « Decision-Making and the Soviet War in Afghanistan : From Intervention to Withdrawal », *Journal of Cold War Studies*, Vol. 11, No. 4, 2009, pp. 48-49.

¹⁷³ Mark Kramer, « The Role of the CPSU International Department in Soviet Foreign Relations and National Security Policy », *Soviet Studies*, Vol. 42, No. 3, 1990, p. 432.

¹⁷⁴ Pour la transcription complète de la conversation entre Taraki et Kosyguine, Gromyko, Oustinov et Ponomarev, voir : Meeting of Kosygin, Gromyko, Ustinov, and Ponomarev with Taraki in Moscow, Digital Archive of Wilson Center, 20 mars 1979, <https://digitalarchive.wilsoncenter.org/document/meeting-kosygin-gromyko-ustinov-and-ponomarev-taraki-moscow>, (Consulté le 24 décembre 2022).

¹⁷⁵ Pour la transcription de la rencontre entre Brejnev et Taraki, voir : « Record of Conversation between L.I. Brezhnev and N.M. Taraki, Digital Archive of Wilson Center 20 mars 1979 »,

a également souligné que l'Union soviétique continuerait de soutenir pleinement Taraki sur la plan politique, tout en avertissant l'Iran et le Pakistan de ne pas s'immiscer dans les affaires intérieures de l'Afghanistan.

Comme le rapporte l'analyse, l'arrivée au pouvoir d'Amin à la suite de l'assassinat de Taraki n'a pas été bien accueillie par l'Union soviétique, car Taraki était considéré comme le favori de l'administration soviétique, et en particulier de Brejnev. Par conséquent, le meurtre de Taraki par Amin a renforcé la position d'Andropov, l'un des plus fervents partisans de l'intervention en Afghanistan depuis le tout début.¹⁷⁶ En effet, alors que les événements d'Herat se déroulaient encore, la troïka avait mis à son ordre du jour l'envoi de troupes en Afghanistan à la demande du régime PDPA. Cependant, Andreï Aleksandrov-Agentov, conseiller en politique étrangère de Brejnev, avait convaincu ce dernier de ne pas utiliser l'armée, craignant que cela n'entrave le processus de détente.¹⁷⁷ C'est donc uniquement le meurtre de Taraki qui a finalement persuadé Brejnev d'utiliser la force militaire. De fait, à Moscou, l'impression était que la politique menée par Amin fragilisait l'Afghanistan et portait préjudice au régime du PDPA. De plus, le KGB avait estimé qu'Amin était un agent de la CIA, compte tenu de sa formation antérieure à l'Université de Columbia, et avait soumis un rapport au Politburo concluant qu'Amin n'était plus digne de confiance.¹⁷⁸ Par conséquent, il est frappant de constater que le KGB était devenu comme l'unité décisionnelle la plus active lors de l'intervention soviétique en Afghanistan.

Un rapport présenté au Comité central par la troïka et Ponomarev le 29 novembre 1979 a révélé qu'Amin avait été complètement écarté. Selon les déclarations de ce rapport, les missions soviétiques en Afghanistan ont reçu l'ordre de surveiller Amin de près, tout en faisant preuve de prudence pour ne pas éveiller ses soupçons quant à l'absence de soutien soviétique. En d'autres termes, il fallait égarer Amin.¹⁷⁹ Enfin, le 12 décembre 1979, lors d'une session du Politburo, il a été décidé,

<https://digitalarchive.wilsoncenter.org/document/record-conversation-between-li-brezhnev-and-nm-taraki-20-march-1979>, (Consulté le 24 décembre 2022).

¹⁷⁶ Mark Galeotti, *op.cit.*, p. 9.

¹⁷⁷ Artemy Kalinovsky, *op.cit.*, p. 49.

¹⁷⁸ Anatoly Dobrynin, *In Confidence : Moscow's Ambassador to America's Six Cold War Presidents (1962-1986)*, New York, Times Books, 1995, p. 441.

¹⁷⁹ Pour le texte intégral du rapport, voir : *Report on the Situation in Afghanistan, Gromyko, Andropov, Ustinov, and Ponomarev to CPSU CC*, Digital Archive of Wilson Center, 29 novembre 1979, <https://digitalarchive.wilsoncenter.org/document/report-situation-afghanistan-gromyko-andropov-ustinov-and-ponomarev-cpsu-cc>, (Consulté le 24 décembre 2022).

à l'initiative d'Andropov, Gromyko et Oustinov, d'envoyer secrètement des troupes soviétiques en Afghanistan.¹⁸⁰ Les ordres ont été dictés uniquement de manière verbale, sans qu'aucun décret ne soit émis par le Présidium du Soviet suprême, puisque le but principal de l'opération était d'éliminer Amin.¹⁸¹ Juridiquement, l'envoi de troupes soviétiques en Afghanistan ne posait aucun problème, car l'accord du 5 décembre 1978, mentionné précédemment, permettait le déploiement de troupes soviétiques dans ce pays. Dans l'ordre signé le 24 décembre, il était indiqué que des troupes seraient envoyées pour aider le peuple afghan ami, uniquement en raison de l'évolution de la situation en Afghanistan.¹⁸² Après le débarquement des troupes soviétiques à Kaboul le 25 décembre 1979, l'ambassadeur soviétique a informé Amin de l'envoi de renforts en Afghanistan. Amin s'est félicité de cette nouvelle.¹⁸³

La nuit du 24 décembre, les troupes de la 40^e armée soviétique ont commencé à franchir la frontière afghane. Certaines unités se sont dirigées vers la région d'Hérat, où les moudjahidines étaient concentrés, et ont atteint la base aérienne de Shindand. D'autres se sont dirigées vers Kaboul, où elles ont atteint leurs objectifs les 27 et 28 décembre.¹⁸⁴ Dans la nuit du 27 décembre, des unités spéciales affiliées au KGB et à la direction générale du renseignement (GRU), qui est l'organisation de renseignement militaire soviétique, ont lancé l'opération Chtorm-333. Dans la première phase de l'opération, les membres présents à la réunion du Politburo du PDPA, dont Amin, ont été empoisonnés par des agents du KGB au palais Tajbeg.¹⁸⁵ Ensuite, le palais Tajbeg a été attaqué et Hafizullah Amin a été tué, permettant aux troupes soviétiques de prendre le contrôle de la ville. Après la mort d'Amin, Babrak

¹⁸⁰ Pour la traduction originale et anglaise du mémorandum manuscrit sur ce sujet, voir : *CC CPSU Politburo Resolution # 176/125, Concerning the Situation in "A" [Afghanistan]*, Digital Archive of Wilson Center, 12 décembre 1979, <https://digitalarchive.wilsoncenter.org/document/cc-cpsu-politburo-resolution-176125-concerning-situation-afghanistan>, (Consulté le 24 décembre 2022).

¹⁸¹ Pour l'évaluation du général Lyakhovskiy, qui a servi dans le groupe de travail sur l'Afghanistan du ministère soviétique de la Défense, sur cette question, voir : *Alexander Lyakhovskiy's Account of the Decision of the CC CPSU Decision to Send Troops to Afghanistan*, Digital Archive of Wilson Center, décembre 1979, <https://digitalarchive.wilsoncenter.org/document/alexander-lyakhovskiys-account-decision-cc-cpsu-decision-send-troops-afghanistan>, (Consulté le 24 décembre 2022).

¹⁸² Pour l'ordre signé par Oustinov et le Chef d'état-major général Ogarkov, voir : *Directive N° 312/12/001 of 24 December 1979 signed by Ustinov and Ogarkov*, Digital Archive of Wilson Center, 24 décembre 1979 », <https://digitalarchive.wilsoncenter.org/document/directive-no-31212001-24-december-1979-signed-ustinov-and-ogarkov>, (Consulté le 24 décembre 2022).

¹⁸³ Matthew J. Ouimet, *The Rise and Fall of the Brezhnev Doctrine in Soviet Foreign Policy*, North Carolina, The University of North Carolina Press, 2003, p. 95.

¹⁸⁴ Mark Galeotti, *Storm-333 : KGB and Spetsnaz seize Kabul, Soviet-Afghan War 1979*, Oxford, Osprey Publishing, 2021, p. 66-67.

¹⁸⁵ Gregory Feifer, *The Great Gamble : The Soviet War in Afghanistan*, New York, Harper Perennial, 2010, p. 69-79.

Karmal de l'aile Parcham a été nommé secrétaire général du PDPA. Cette opération a marqué le début d'une guerre en Afghanistan, qui a duré dix ans. Le prochain chapitre portera sur l'examen du processus décisionnel des Soviétiques en Afghanistan en utilisant le modèle poliheuristique.

B – L'étude poliheuristique de la décision d'intervention militaire

Dans ce chapitre, une étude de prise de décision a été réalisée sur l'intervention de l'Union soviétique en Afghanistan, et le processus décisionnel a été évalué en utilisant une matrice de décision conforme au modèle poliheuristique. Comme expliqué précédemment, les principales dimensions d'analyse utilisées lors de la création d'un modèle poliheuristique pour un processus décisionnel sont les dimensions politique, diplomatique, militaire et économique. Cependant, il a également été indiqué que le modèle poliheuristique offre un cadre de travail flexible, de sorte qu'il est méthodologiquement possible d'aborder les dimensions d'analyse en fonction des conditions spécifiques du cas étudié. Dans cette étude, les dimensions politiques, diplomatiques et militaires ont été utilisées pour analyser la décision d'intervenir en Afghanistan. Bien que la période Brejnev soit considérée comme une « ère de stagnation »¹⁸⁶ sur le plan économique, les documents d'archives liés au processus de prise de décision ne font pas ressortir l'existence de facteurs économiques qui auraient joué un rôle déterminant dans la décision d'intervenir en Afghanistan. Par conséquent, la matrice de décision a été formée avec trois dimensions : la dimension politique, qui est celle dominante en termes d'approche poliheuristique, la dimension diplomatique, qui évalue les développements du système international, ainsi que la dimension militaire, qui prend en compte les éléments stratégiques de sécurité. Parmi les alternatives politiques envisagées, les options consistant à ne rien faire, à intervenir uniquement avec des opérations aériennes, ou à établir un nouveau gouvernement de coalition en Afghanistan par des moyens diplomatiques ont été éliminées dès la première étape du processus décisionnel car elles n'auraient pas permis d'atteindre

¹⁸⁶ Ce processus, également appelé « la Stagnation brejnévienne », est une critique des politiques économiques des périodes Brejnev, Andropov et Tchernenko par Gorbatchev. Avec l'augmentation des investissements dans l'industrie lourde et l'industrie militaire dans les années 1970, la production de biens de consommation s'est ralentie, suivie d'une baisse des taux de croissance. En outre, le taux d'augmentation du produit intérieur brut a diminué au cours de la même période. Pour plus de détails et de données à ce sujet, voir : Mark Harrison, « Economic Growth and Slowdown », Edwin Bacon, Mark Sandle (ed.), *Brezhnev Reconsidered*, New York, Palgrave Macmillan, 2002.

l'objectif principal, à savoir éliminer Amin. Par conséquent, elles ont été écartées du processus cognitif de prise de décision au motif qu'elles ne fourniraient pas une utilité optimale, et n'ont donc pas été évaluées dans l'étape du choix rationnel. Le choix rationnel s'est donc limité aux options suivantes : « envoyer un certain nombre de troupes soviétiques sur le territoire afghan pour éliminer Amin et sécuriser la situation en Afghanistan » et « utiliser des agents spéciaux du KGB pour mener une opération à petite échelle aux mêmes fins sur le territoire de l'Afghanistan. »

1 – La dimension politique de l'intervention : La perspective brejnévienne

Nous avons mentionné précédemment que la politique étrangère soviétique était façonnée dans un cadre exprimé sous forme de systèmes de croyances. En conséquence, diverses valeurs fondamentales ont joué un rôle dans la construction de la politique étrangère soviétique. Parmi ces valeurs, Blum compte d'abord le concept d'« l'image de soi », qui représente la façon dont l'acteur se perçoit dans le système international.¹⁸⁷ C'est ainsi que l'image de soi est au cœur de la compréhension de la politique étrangère de l'Union soviétique, étant donné que le PCUS est le principal parti qui suit la voie légitime au sein du bloc socialiste et que tous les pays socialistes sont censés suivre cette voie. Bien que la politique de « socialisme dans un seul pays »¹⁸⁸ de Staline ait été abandonnée et remplacée par le concept de « coexistence pacifique »¹⁸⁹ à l'époque de Khrouchtchev, l'armée soviétique est intervenue en Hongrie lors du soulèvement hongrois de 1956.

Cet événement a marqué Andropov, qui était alors ambassadeur de l'Union soviétique à Budapest, ce qui a affecté sa perspective politique et a donné lieu au concept du complexe hongrois d'Andropov. En conséquence, les mouvements

¹⁸⁷ Douglas W. Blum, *op.cit.*, p. 380.

¹⁸⁸ Le concept de socialisme dans un seul pays, défendu par Staline et ayant guidé la politique étrangère de l'Union soviétique à l'époque, proposait que l'Union soviétique se développe principalement en s'isolant économiquement et en encourageant les autres pays socialistes du monde à suivre le modèle soviétique. Ainsi, l'Union soviétique était destinée à devenir une grande puissance en combinant l'hégémonie idéologique et la puissance militaire. Pour plus de détails sur ce sujet, voir : Gabriel Gorodetsky, « The Formulation of Soviet Foreign Policy – Ideology and Realpolitik », Gabriel Gorodetsky (ed.), *Soviet Foreign Policy, 1917-1991 : A Retrospective*, New York, Routledge, 1994.

¹⁸⁹ La politique étrangère soviétique a été construite sur ce nouveau concept dans le processus de déstalinisation qui a commencé après que Khrouchtchev est devenu le dirigeant soviétique. Ainsi, l'accent a été mis sur la paix afin d'arrêter la course aux armements nucléaires engagée avec le bloc occidental à un moment donné et d'améliorer les relations avec le tiers monde. Pour des informations détaillées à ce sujet, voir : Nikita S. Khrushchev, *op.cit.*

antisoviétiques dans les pays socialistes représentaient une menace extrêmement dangereuse pour l'hégémonie soviétique et ne pouvaient être réprimés que par une intervention directe avec des mesures militaires.¹⁹⁰ Cette perspective d'Andropov, qui est devenu chef du KGB et membre du Politburo en 1979, a été très influente dans la décision d'intervenir en Afghanistan. Cela a conduit « le complexe hongrois d'Andropov » à adopter une stratégie qui se résumait à « résultat maximum, effort minimum » pendant sa chefferie du KGB.¹⁹¹ C'est pour cette raison qu'Andropov a été le plus fervent défenseur de l'intervention militaire lors de la décision d'intervenir en Afghanistan.

Bien que le leadership de l'Union soviétique sous Brejnev, devenu secrétaire général après Khrouchtchev, ait coïncidé avec la période de détente de la Guerre froide, les événements de Prague en Tchécoslovaquie en 1968 ont nécessité l'adoption d'une nouvelle doctrine de politique étrangère. Cette politique, appelée la doctrine Brejnev, recoupe une autre valeur fondamentale : « la perception soviétique vis-à-vis de ces alliés ». Elle exprime la façon dont les Soviétiques percevaient leurs alliés, considérant la relation entre l'Union soviétique et ses alliés comme de nature paternelle, et l'Union soviétique comme le patron du monde socialiste.¹⁹² En réponse aux mouvements antisoviétiques qui ont eu lieu à Prague en 1968, l'Union soviétique est cette fois intervenue en envoyant les troupes du Pacte de Varsovie pour « normaliser » la Tchécoslovaquie. Le concept de normalisation correspond à la dernière étape de la politique appelée « mesures actives »¹⁹³ appliquée par l'Union soviétique dans les pays socialistes et renvoie au zéro ou à la re-soviétisation du pays en question. Dans ce contexte, la doctrine Brejnev adopte les mesures actives comme instrument de politique étrangère.¹⁹⁴

La doctrine Brejnev a été mise en place pour justifier l'intervention de Prague et en faire une action légitime. La doctrine a été discutée pour la première fois au

¹⁹⁰ Timothy Andrews Sayle, *op.cit.*, p. 428.

¹⁹¹ Mark Galeotti, *Afghanistan : The Soviet Union's Last War*, *op.cit.*, p. 9.

¹⁹² Douglas W. Blum, *op.cit.*, p. 380.

¹⁹³ Les mesures actives sont définies comme une méthode de guerre politique mise en œuvre par les agences de renseignement soviétiques et comprennent des pratiques provocatrices contre le pays cible. Pour des informations détaillées sur ce concept extrêmement complexe et détaillé, voir : Thomas Rid, *Active Measures : The Secret History of Disinformation and Political Warfare*, New York, Farrar, Straus and Giroux, 2020, p. 9-19.

¹⁹⁴ Richard H. Shultz, Roy Godson, *Dezinformatsia : Active Measures in Soviet Strategy*, New York, Pergamon-Brassey's, 1984, p. 26.

niveau littéraire dans un article publié dans le journal Pravda le 26 septembre 1968. Bien que cet article affirme que chaque parti communiste a le droit de tracer sa propre voie et doit éviter les concepts aventureux tels que « l'exportation d'une révolution », il précise également que chaque parti doit respecter les principes fondamentaux du communisme tout en développant son propre style politique, qui devrait être adopté par d'autres pays communistes et les travailleurs de ces pays. En outre, l'article met en avant l'importance de ne pas compromettre la sécurité lors des mouvements de classe.¹⁹⁵ En somme, cette doctrine justifiait la prise de mesures, y compris l'intervention militaire, contre les pays socialistes qui se seraient éloignés du système de valeurs de l'Union soviétique et auraient suivi des voies révisionnistes telles que la capitalisation. Le fait que l'intervention de Prague ait été menée non seulement par l'armée soviétique, mais aussi par le Pacte de Varsovie dans son ensemble, montre que de telles mesures actives ont été adoptées comme un modèle systématique de politique étrangère.

Le 13 novembre 1968, lors de son discours au 5^e Congrès du Parti ouvrier unifié polonais à Varsovie, Brejnev a clairement déclaré qu'il était inacceptable que les pays socialistes s'éloignent du marxisme-léninisme. Selon lui, cette situation signifiait plus qu'une simple ingérence dans la souveraineté d'un pays.¹⁹⁶ Cette doctrine a été répétée lors de l'intervention de 1979, malgré le risque que l'Afghanistan s'éloigne du système de valeurs soviétique. Cependant, le gouvernement socialiste en Afghanistan avait déjà demandé à l'Union soviétique d'envoyer des troupes pour soutenir le régime en place. À ce stade, rester insensible à cette demande commençait à être considéré comme abandonner l'Afghanistan au sort que lui réservait le leadership soviétique.¹⁹⁷ Gromyko, qui faisait partie des décideurs, a déclaré que dans ce contexte, l'Afghanistan était un pays qui ne pouvait jamais être perdu, sous peine de porter un coup dur à l'Union soviétique dans la lutte pour la suprématie idéologique entre l'Occident et l'Union soviétique.¹⁹⁸ Étant donné que la doctrine offrait un cadre de protectorat idéologique, l'envoi d'unités militaires était considéré comme une option

¹⁹⁵ Sergei Kovalov, « Document 31 : Sovereignty and the International Duties of Socialist Countries », *Chronique de politique étrangère*, Vol. 23, No. 1/2, 1970, p. 247-248.

¹⁹⁶ *Brezhnev Doctrine*, 13 novembre 1968, Milestone Documents in IR and Security, https://www.files.ethz.ch/isn/125400/1162_brezhnevdoctrine.pdf, (consulté le 9 janvier 2023).

¹⁹⁷ Gregory Feifer, *op.cit.*, p. 12-13.

¹⁹⁸ Matthew J. Ouimet, *op.cit.*, p. 89-90.

plus efficace pour établir une hégémonie sur la crise, plutôt que d'envisager un simple coup d'État.

Comme évalué ci-dessus, après l'établissement du régime socialiste en Afghanistan, la résistance des moudjahidines s'est intensifiée et les événements d'Hérat en particulier ont menacé la survie du régime en place. Malgré ces développements et l'intervention militaire de la troïka, Brejnev a déclaré à Taraki en mars 1979 que l'envoi de troupes en Afghanistan n'était pas à l'ordre du jour de l'administration soviétique.¹⁹⁹ Le meurtre de Taraki par Amin a eu impact considérable sur cette décision. En effet, le fait qu'Amin soit arrivé au pouvoir en éliminant Taraki, qui était le favori de Brejnev et de l'administration soviétique, puis ait adopté des politiques dures et imprévisibles, a été un événement critique qui a influencé la décision de Brejnev quant à la nécessité d'agir en Afghanistan. Même Aleksandrov-Agentov, qui avait auparavant persuadé Brejnev de ne pas intervenir militairement en Afghanistan tant que Taraki était au pouvoir, a commencé à affirmer que ne pas agir reviendrait à abandonner l'Afghanistan aux Américains.²⁰⁰ En conséquence, le meurtre de Taraki a été l'un des facteurs les plus déterminants dans la décision d'intervenir, car il a provoqué la détérioration du statu quo que l'Union soviétique favorisait en Afghanistan.

Nous avons précédemment évoqué le soutien du chef du KGB, Andropov, en faveur d'une intervention militaire en Afghanistan. Toutefois, il est également important de mentionner ici le conflit existant entre le KGB et le GRU, qui a eu une incidence sur la décision d'intervenir.²⁰¹ La faction Khalq du PDPA, considérée comme plus radicale et qui compte un nombre plus important de partisans au sein de l'armée afghane, entretient des liens plus étroits avec le GRU, tandis que la faction Parcham, qui est plus proche de l'Union soviétique, se distingue davantage par ses liens avec le KGB.²⁰² Il convient de souligner que Taraki, membre du Khalq et tué par Amin, avait toutefois des relations étroites avec le KGB, comme mentionnée précédemment.

¹⁹⁹ *Record of Conversation between L.I. Brezhnev and N.M. Taraki*, Digital Archive of Wilson Center, 20 March 1979, *op.cit.*, <https://digitalarchive.wilsoncenter.org/document/record-conversation-between-li-brezhnev-and-nm-taraki-20-march-1979>, (Consulté le 9 janvier 2023).

²⁰⁰ Michael R. Fenzel, *No Miracles : The Failure of Soviet Decision-Making in the Afghan War*, California, Stanford Security Studies, 2017, p. 50.

²⁰¹ Pour des informations détaillées sur la rivalité institutionnelle entre le GRU et le KGB, voir : Viktor Suvorov, *Soviet Military Intelligence*, Londres, Grafton Books, 1986, p. 66-72.

²⁰² Anthony Arnold, *op.cit.*, p. 48.

De même, Babrak Karmal, qui a remplacé Amin après l'intervention, était également très proche du KGB.²⁰³ En outre, le gouvernement PDPA avait depuis longtemps sollicité l'aide de Moscou pour mener sa guerre contre les moudjahidines.²⁰⁴ Dans ce contexte, l'intervention militaire en envoyant des troupes en Afghanistan était considérée par le KGB comme la solution parfaite pour protéger la sécurité du régime socialiste afghan, se débarrasser d'Amin qui s'était révélé peu fiable, et s'assurer que l'Union soviétique ne semble pas insensible aux demandes d'aide de ses alliés.

Lorsqu'on examine la décision d'intervenir en Afghanistan d'un point de vue politique, l'idéologie apparaît comme le facteur déterminant dans le cadre de la doctrine Brejnev. Les avancées du tiers-monde sur la scène internationale, ainsi que les initiatives socialistes antisoviétiques prises par les pays membres du Pacte de Varsovie, ont mis en évidence la nécessité de préserver le socialisme de type soviétique. Cet objectif a été soutenu par des figures telles que Souslov et Ponomarev, qui s'étaient imposés avec leurs identités marxistes orthodoxes et qui en étaient les responsables. Dans ce contexte, l'Union soviétique a dû recourir à des mesures militaires conformes à la doctrine Brejnev afin de présenter et de protéger ses propres valeurs dans les pays du Pacte de Varsovie, que l'on peut considérer comme un système interne. Cependant, la possibilité que l'Afghanistan quitte la ligne soviétique a dominé l'option d'une intervention militaire directe, en raison des préoccupations sécuritaires découlant des liens entre les deux pays et du renforcement des acteurs contre-révolutionnaires. Bien que la doctrine Brejnev exclue le concept d'exportation de la révolution, de telles préoccupations sont apparues au premier plan dans les pays socialistes de cette époque. Dans une arène internationale où la Chine a exporté la révolution maoïste en Asie, contrairement au modèle soviétique, l'Union soviétique s'est préoccupée de préserver un système en son nom. Par conséquent, au lieu d'envisager une opération de coup d'État limitée visant uniquement à éliminer Amin, une option d'intervention plus large, qui inclurait l'élimination d'Amin, a été privilégiée lors du processus décisionnel sur le plan politique.

²⁰³ Vasiliy Mitrokhin, *op.cit.*, p. 18.

²⁰⁴ Gregory Feifer, *op.cit.*, p. 11-12.

2 – La dimension diplomatique de l'intervention : La fin de la Détente

Après la crise des missiles de Cuba en 1962, la période qui a suivi jusqu'à l'intervention de l'Union soviétique en Afghanistan est communément considérée comme la période de détente de la Guerre froide. La détente se définit comme un processus qui implique une augmentation de l'utilisation de la diplomatie et des efforts visant à réduire les arsenaux militaires dans le but d'éviter les risques associés au dilemme de sécurité engendré par la course aux armements entre les deux blocs du système international.²⁰⁵ Dans ce contexte, l'un des processus les plus importants menés entre les États-Unis et l'Union soviétique a été celui des « Négociations sur la limitation des armes stratégiques », connu sous l'acronyme SALT. À l'issue de ces négociations, le traité SALT-I a été signé en 1972, imposant des limitations sur les missiles balistiques. Ce traité a permis aux grandes puissances de façonner volontairement leur comportement et leurs attentes vis-à-vis du système international dans le cadre de la coopération.²⁰⁶ Après l'entrée en vigueur du premier accord, les négociations SALT-II ont débuté, limitant encore davantage le nombre d'armes stratégiques, équilibrant et réduisant mutuellement le nombre d'ogives nucléaires et interdisant le lancement de nouveaux programmes de missiles. Le traité SALT-II a effectivement été signé le 18 juin 1979, mais il n'est jamais entré en vigueur. En effet, l'Union soviétique avait adhéré à la doctrine Brejnev en matière de politique étrangère, expliquée en détail précédemment, qui cherchait à établir une hégémonie idéologique en Europe et dans le tiers monde. En outre, il existait une perception selon laquelle l'Union soviétique continuait de posséder des armes nucléaires malgré les pourparlers en cours. C'est pourquoi le Congrès américain n'a pas autorisé l'entrée en vigueur de cet accord.²⁰⁷

À ce stade, il est important de souligner à nouveau les systèmes de croyance qui ont façonné la politique étrangère soviétique. Parmi les valeurs fondamentales de ce système, on peut citer deux concepts clés : « la perception soviétique vis-à-vis de

²⁰⁵ Pour des informations détaillées sur la période de détente de la Guerre froide, voir : Howard LeRoy Malchow, *History and International Relations : From the Ancien World to the 21st Century*, Londres, Bloomsbury Academic, 2020, p. 289-291.

²⁰⁶ Steve Weber, « Realism, Detante, and Nuclear Weapons », *International Organization*, Vol. 44, No. 1, 1990, p. 59.

²⁰⁷ Pour des informations détaillées sur l'échec du processus SALT II, voir : Carole Bryan Jones, *Understand the Cold War*, Londres, Teach Yourself, 2010, p. 163-170.

ces adversaires » et « la nature essentielle de la politique internationale ». Selon ces concepts, le bloc capitaliste était considéré comme étant farouchement hostile au monde socialiste, et les relations entre les États au sein du système international étaient déterminées par les contradictions entre les classes dirigeantes de ces États.²⁰⁸ Le rejet par le Congrès américain du traité SALT-II a renforcé la conviction de l'Union soviétique que les États-Unis la considéraient toujours comme un ennemi plutôt qu'un rival. Par conséquent, le processus de SALT-II a été la principale préoccupation de Moscou, repoussant les limites du processus de détente.²⁰⁹ Sur la base de cette préoccupation, la conviction de Moscou en l'hostilité du bloc capitaliste envers le monde socialiste a renforcé sa perspective selon laquelle la défense des pays socialistes est un programme de sécurité.

Un autre événement qui a intensifié les préoccupations de sécurité de l'Union soviétique a été la décision des États-Unis de déployer des missiles balistiques en Allemagne de l'Ouest, au sein de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), en 1979. Le 12 décembre de cette année-là, l'OTAN a pris la décision de déployer des missiles Pershing-II, une évolution qui a accru la tension dans le système international.²¹⁰ Les missiles Pershing-II sont des missiles balistiques à capacité nucléaire, dont le déploiement en Allemagne de l'Ouest permet d'atteindre Moscou avec une portée de 1800 kilomètres. Ce placement relance ainsi la politique de parapluie nucléaire menée par les États-Unis dans le cadre de la sécurité européenne.²¹¹ Le processus de détente, déjà fragile, a pris fin avec la réévaluation des intérêts de sécurité de l'Union soviétique après la décision concernant les missiles Pershing-II. En réalité, c'est le jour où les États-Unis ont annoncé leur intention de déployer des missiles Pershing-II en Allemagne de l'Ouest que l'Union soviétique a pris la décision d'intervenir en Afghanistan, le 12 décembre 1979.²¹² Ce développement a donc été l'un des plus importants ayant affecté le processus de prise de décision. De plus, dans l'analyse diplomatique, on constate que l'option d'envoyer des troupes en Afghanistan n'était pas considérée comme une priorité jusqu'à peu avant l'intervention. Lors d'une

²⁰⁸ Douglas W. Blum, *op.cit.*, p. 380.

²⁰⁹ Matthew J. Ouimet, *op.cit.*, p. 92.

²¹⁰ Fred Halliday, « Soviet foreign policymaking and the Afghanistan war : from 'second Mongolia' to 'bleeding wound' », *Review of International Studies*, Vol. 25, No. 4, 1999, p. 678.

²¹¹ Sverre Lodgaard, « Eurostrategic Weapons and Euronuclear Strategies : The Dilemma before Europe », *Bulletin of Peace Proposals*, Vol. 12, No. 4, 1981, p. 327-329.

²¹² Michael R. Fenzel, *ibid.*, p. 53.

réunion du Politburo soviétique tenue le 17 mars 1979, Gromyko, membre de la troïka, a déclaré que l'envoi de troupes en Afghanistan mettrait la politique étrangère soviétique dans une impasse, nuirait au processus SALT-II et aux relations avec les pays occidentaux, et donc compromettrait la dynamique de détente.²¹³ En conséquence, même en Afghanistan, la politique étrangère macro était considérée comme une priorité et les actions qui pourraient nuire au processus de détente n'étaient pas considérées comme les principales options de politique étrangère.

L'établissement de la République islamique d'Iran à la suite de la révolution islamique iranienne en 1979 a été un événement qui a suscité l'inquiétude de l'Union soviétique quant à la sécurité de l'Afghanistan. Le régime islamiste chiite établi en Iran par Ruhollah Khomeiny, connu sous le nom d'Ayatollah, a créé un acteur à la fois anti-américain et antisoviétique dans une région stratégique du Moyen-Orient.²¹⁴ Malgré leur origine sunnite, les moudjahidines en Afghanistan ont commencé à bénéficier du soutien de l'Iran en se référant à leur opposition au communisme. Ce soutien de l'Iran aux rebelles afghans ainsi que la présence d'acteurs antisoviétiques dans les pays environnants de l'Union Soviétique ont accentué les préoccupations de Moscou en matière de sécurité. En évaluant la position de l'Iran, Brejnev a souligné l'importance de mettre fin à la coopération militaire entre l'Iran et les États-Unis après la révolution islamique. En conséquence, l'Union soviétique a commencé à établir des partenariats avec le nouveau régime.²¹⁵ Ainsi, on peut affirmer que l'Union soviétique a adopté une attitude visant à éviter l'escalade de la tension dans le contexte de la Guerre froide, ce qui a influencé sa prise de position en faveur de l'abstention d'actions militaires agressives dans ses relations internationales. En effet, l'intervention militaire directe de l'Union soviétique en Afghanistan, qui avait une importante population musulmane, aurait pu provoquer des réactions dans des pays musulmans tels que l'Iran, l'Inde et le

²¹³ *Transcript of CPSU CC Politburo Discussions on Afghanistan regarding deterioration of conditions in Afghanistan and possible responses from the Soviet Union*, Digital Archive of Wilson Center, 17 mars, 1979, <https://digitalarchive.wilsoncenter.org/document/transcript-cpsu-cc-politburo-discussions-afghanistan>, (Consulté le 18 janvier 2023).

²¹⁴ Odd Arne Westad, *The Global Cold War : Third World Interventions and the Making of Our Times*, New York, Cambridge University Press, 2005, p. 296.

²¹⁵ Pour le document sur la déclaration de Brejnev à ce sujet, voir : *Transcript of Brezhnev Honecker summit in East Berlin (excerpt on Iran and Afghanistan) with Brezhnev discussing the leadership of Amin and expressing continued Soviet support for Afghanistan*, Digital Archive of Wilson Center, 4 octobre 1979, <https://digitalarchive.wilsoncenter.org/document/transcript-brezhnev-honecker-summit-east-berlin-excerpt-iran-and-afghanistan>, (Consulté le 20 janvier 2023).

Pakistan. De plus, l'utilisation de la force contre un pays asiatique aurait pu apporter un capital politique considérable à la Chine.²¹⁶

À ce stade, il convient de mentionner la position de la Chine dans la question afghane. La séparation sino-soviétique, initiée par les politiques de déstalinisation de Khrouchtchev dans les années 1960, a créé une rivalité entre ces deux pays socialistes. Cette séparation idéologique, qui s'est poursuivie sous l'ère de Brejnev, a été exacerbée par l'administration soviétique qui invoquait la nécessité d'un système de sécurité collective couvrant l'ensemble du continent asiatique.²¹⁷ La Chine, quant à elle, qualifiait l'Union soviétique d'impérialiste social, adoptant ainsi une politique de soutien complet aux moudjahidines afghans en vue du renversement du régime pro-soviétique en Afghanistan.²¹⁸ Par conséquent, le soutien de la Chine aux moudjahidines, ainsi que ses relations étroites avec les États-Unis, ont été considérés par l'Union soviétique comme une croissance du bloc antisoviétique en Asie.²¹⁹ Ce soutien international aux rebelles afghans a contraint le gouvernement afghan à solliciter l'appui de l'Union soviétique. En demandant à l'ambassadeur soviétique d'envoyer des troupes en Afghanistan, Amin a lui-même déclaré que les moudjahidines étaient soutenus par les États-Unis, le Pakistan et la Chine.²²⁰

En conclusion, la conjoncture de la Guerre froide et les attitudes des acteurs entourant l'Union soviétique à travers l'Afghanistan ont influencé la dimension diplomatique de la décision d'intervenir. Bien que l'administration soviétique ait envisagé une action en Afghanistan peu de temps avant l'intervention, elle était également attachée à la préservation du processus de détente dans le cadre de ses priorités en matière de politique étrangère. Étant donné que l'Union soviétique avait pour priorité de ne pas endommager ses relations extérieures, une action agressive telle que l'envoi de troupes en Afghanistan pendant le processus de prise de décision n'était pas considéré comme une option prioritaire en termes de dimension diplomatique. Cependant, l'option d'éliminer Amin avec une opération spéciale à petite échelle était

²¹⁶ Douglas J. MacEachin, *op.cit.*, p. 33.

²¹⁷ Jonathan Steele, *World Power : Soviet Foreign Policy Under Brezhnev and Andropov*, Londres, Michael Joseph, 1983, p. 145.

²¹⁸ Gargi Dutt, « China and the Developments in Afghanistan », *International Studies*, Vol. 19, No. 4, 1980, p. 602.

²¹⁹ Aleksandr Antonovich Lyakhovskiy, *op.cit.*, p. 26.

²²⁰ Vasiliy Mitrokhin, *op.cit.*, p. 108.

contraire aux règles du droit international et ne pouvait être justifiée par le droit de légitime défense. En définitive, la sécuritisation²²¹ de l'Afghanistan étant devenue une nécessité incontournable, l'option la plus raisonnable dans le cadre des contraintes diplomatiques était d'envoyer une unité militaire conformément à l'accord d'amitié et de coopération signé entre l'Afghanistan et l'Union soviétique en 1978. L'autre option a été jugée diplomatiquement inacceptable. De plus, ce phénomène dans la dimension diplomatique du processus décisionnel réfute la thèse, fréquemment évoquée dans la littérature occidentale, selon laquelle l'Union soviétique serait intervenue en Afghanistan à des fins d'expansion géopolitique.²²² En réalité, l'intervention soviétique en Afghanistan, souvent qualifiée d'invasion par la littérature occidentale, était une mesure défensive motivée par des préoccupations de sécurité, comme l'a identifié George F. Kennan.²²³

3 – La dimension militaire de l'intervention : La sécuritisation

Le paramètre le plus important qui a contribué à la dimension militaire de l'intervention de l'Union soviétique en Afghanistan est la position stratégique de ce pays. Cependant, comme expliqué ci-dessus, cette position stratégique ne semblait pas être une zone attractive pour la politique expansionniste de l'Union soviétique. Au contraire, l'Afghanistan était important en tant que zone de sécurité devant avoir un régime stable et allié avec l'Union soviétique, étant donné qu'il était l'un des pays formant la frontière sud de l'Union soviétique. En effet, la seule puissance régionale alliée à l'Union soviétique parmi les pays limitrophes du sud était l'Inde.²²⁴ L'Iran, le Pakistan et la Chine étaient tous des États antisoviétiques qui avaient encerclé l'Union soviétique depuis sa frontière sud en 1979 et avaient presque écrasé l'Afghanistan.²²⁵

²²¹ Le concept de « sécuritisation » renvoie à l'inscription d'un problème dans le domaine de la sécurité en le sortant de la sphère politique et publique. En conséquence, le problème en question est réinterprété comme une menace vitale, et des mesures extraordinaires peuvent désormais être légitimement prises contre cette menace. Pour des informations détaillées à ce sujet, voir : Barry Buzan, Ole Wæver, Jaap de Wilde, *Security : A New Framework for Analysis*, Londres, Lynne Rienner Publishers, 1998, pp. 23-24.

²²² Pour une étude de cas défendant la thèse en question, voir : Edward Girardet, « Russia's war in Afghanistan », *Central Asian Survey*, Vol. 2, No. 1, 1983.

²²³ David N. Gibbs, « Reassessing Soviet Motives for Invading Afghanistan : A Declassified History », *Critical Asian Studies*, Vol. 38, No. 2, 2006, p. 241.

²²⁴ Egor Evsikov, « Soviet Intelligence in Afghanistan : The Only Efficient Tool of the Politburo », *Baltic Security & Defence Review*, Vol. 11, 2009, p. 51.

²²⁵ La Mongolie, l'un des voisins méridionaux de l'Union soviétique, n'a pas été incluse dans cette évaluation car elle est considérée comme un État protégé par l'Union soviétique et sert de zone tampon avec la Chine. Voir : Fred Halliday, op.cit., p. 678.

C'est pourquoi la position stratégique de l'Afghanistan avait le potentiel de constituer une menace pour la sécurité de l'Union soviétique.

Tout d'abord, la montée du mouvement des moudjahidines en Afghanistan est devenue une situation dangereuse. Depuis 1978, de nombreux groupes de guérilla, estimés entre 150 et 200, ont émergé dans le pays et ont établi leur propre administration civile dans les zones où ils étaient actifs.²²⁶ La géographie montagneuse et difficile à contrôler de l'Afghanistan, ainsi que la prédominance de la culture multi-tribale, ont sans doute contribué à cette situation compliquée. Ces groupes armés ont agi de manière indépendante du gouvernement central en établissant leur propre administration autonome à partir de l'administration du PDPA. Toutefois, ils ont commencé à constituer une menace pour le régime en place. À la fin de 1979, le nombre réel de personnel actif de l'armée afghane était enregistré comme étant inférieur à la moitié des données officielles, qui étaient de 90 000. De plus, il y avait des défections, ce qui constituait une menace pour la sécurité. Par exemple, la 17^e division d'infanterie a complètement fait défection aux côtés des rebelles.²²⁷ Malgré tout, Amin a maintenu sa position en s'appuyant sur les sympathisants de la faction Khalq au sein de l'armée afghane. Par conséquent, les services de renseignement soviétiques ont conseillé au Politburo soviétique d'intervenir militairement pour sécuriser l'Afghanistan, en se basant sur des précédents tels que l'intervention en Hongrie et en Tchécoslovaquie.²²⁸ Ainsi, l'intervention militaire en Afghanistan visait à prendre des mesures contre la résistance des moudjahidines en Afghanistan et à réorganiser le régime en faveur de l'Union soviétique, en excluant Amin et ses partisans de l'administration afghane.

Parmi les facteurs qui ont incité l'Union soviétique à prendre des mesures militaires contre l'Afghanistan, figurait également une perception négative envers les États-Unis. En effet, la politique d'endiguement, l'un des instruments de la politique étrangère américaine, a contribué à façonner cette perception.²²⁹ Cette politique est

²²⁶ J. Bruce Amstutz, *op.cit.*, p. 89-90.

²²⁷ Ali Ahmad Jalali, Lester W. Grau, *The Other Side of the Mountain : Mujahideen Tactics in the Soviet-Afghan War*, Kansas, Military Bookshop, 2010, p. xvi.

²²⁸ Egor Evsikov, *op.cit.*, p. 47-48.

²²⁹ La politique d'endiguement est une stratégie adoptée par les États-Unis visant à encercler l'Union soviétique à la fois sur les plans idéologique et géographique, dans le but d'empêcher l'expansion de l'Union soviétique et la propagation du communisme. Cette politique a été romancée intellectuellement dans un article connu sous le nom de « long télégramme » et publié anonymement par George F.

perçue comme une menace par les dirigeants soviétiques, renforçant ainsi leur sensibilité en matière de sécurité à l'égard de leurs voisins. En outre, le mécanisme de prise de décision soviétique, y compris Brejnev et Souslov, a déclaré qu'un plan américain visant à établir un « nouveau grand Empire ottoman » contre l'Union soviétique, incluant les républiques du sud de l'Union, prévoyait de cibler directement les zones stratégiques soviétiques.²³⁰ C'est pour cette raison que l'option d'intervenir par l'envoi d'unités militaires pour protéger des cibles stratégiques évaluées a été considérée comme étant la plus efficace sur le plan militaire.

Parmi ces menaces stratégiques, on compte plusieurs dangers. La principale préoccupation sous-jacente à ces dangers est la possibilité d'une invasion de l'Afghanistan par l'Iran et le Pakistan en cas d'effondrement du gouvernement PDPA et du régime socialiste en Afghanistan à cause de la résistance des moudjahidines.²³¹ Cette situation est porteuse de risques, tels que la saisie des réserves d'uranium en Afghanistan, exacerbés par la présence d'un acteur antisoviétique à la frontière soviétique. De plus, la crainte que le secteur pakistanais établi après une éventuelle invasion ne devienne un acteur pro-américain direct et que des missiles tels que les Pershing-II soient déployés en Afghanistan, comme cela a été fait en Allemagne, est devenue une préoccupation majeure. Cette situation mettrait en danger non seulement le continent soviétique, mais également des zones stratégiques telles que le cosmodrome de Baïkonour sur ce continent.

Lorsque Oustinov a ordonné au chef d'état-major général, Nikolaï Ogarkov, de faire les préparatifs militaires nécessaires en vue d'une intervention en Afghanistan, Ogarkov a exprimé des réticences. Il a déclaré que l'implication militaire dans le conflit afghan pourrait créer de nombreux problèmes. Cependant, Oustinov a considéré cette hésitation comme « une leçon à ne pas donner au Politburo », et a

Kennan. Pour l'article en question, voir : X (George F. Kennan), « The Sources of Soviet Conduct », *Foreign Affairs*, Vol. 25, No. 4, 1947. Pour le document du Conseil de sécurité nationale connu sous le nom de « NSC-68 », dans lequel cette politique a été formellement traitée comme une politique de sécurité, voir : *National Security Council Report, NSC 68, 'United States Objectives and Programs for National Security'*, Digital Archive of Wilson Center, 14 avril 1950. <https://digitalarchive.wilsoncenter.org/document/national-security-council-report-nsc-68-united-states-objectives-and-programs-national>, (Consulté le 26 janvier 2023).

²³⁰ Alexander Lyakhovskiy's *Account of the Decision of the CC CPSU Decision to Send Troops to Afghanistan*, op.cit., <https://digitalarchive.wilsoncenter.org/document/alexander-lyakhovskiys-account-decision-cc-cpsu-decision-send-troops-afghanistan>, (Consulté le 26 janvier 2023).

²³¹ Panagiotis Dimitrakis, *The Secret War in Afghanistan : The Soviet Union, China and Anglo-American Intelligence in the Afghan War*, Londres, I.B. Tauris, 2013, p. 58.

finalement imposé la décision du petit groupe limité.²³² Les menaces énumérées précédemment ont clairement montré qu'une petite opération ne serait pas suffisante pour résoudre le problème afghan. La troïka était en faveur d'une intervention militaire directe dès le début, une décision qui a été approuvée par Brejnev. Le Politburo, l'unité décisionnelle, a justifié cette intervention comme une mesure nécessaire pour défendre la patrie et remplir le devoir socialiste international tel qu'assumé dans la doctrine de Brejnev.²³³ C'est ainsi que l'envoi de troupes en Afghanistan a été considéré comme l'option la plus efficace et stratégique.

4 – Préparation de la matrice de décision d'intervention militaire soviétique

Comme mentionné dans la première partie, une matrice de décision a été formée à la suite de l'étude de prise de décision poliheuristique. Une évaluation basée sur les dimensions politiques, diplomatiques et militaires a été effectuée dans la matrice de décision que nous avons créée ci-dessous (tableau 2.1) pour la décision de l'Union soviétique d'intervenir en Afghanistan. Conformément à la méthode de recherche non holistique, les alternatives politiques examinées ci-dessus ont été éliminées à un stade cognitif du processus de prise de décision, ne laissant que deux alternatives de décision pour une sélection rationnelle. Ces options de politique étrangère sont identifiées dans le tableau comme l'alternative 1 (A-1) et l'alternative 2 (A-2). L'option A-1 exprime « l'envoi d'un certain nombre de troupes soviétiques sur le territoire afghan pour éliminer Amin et sécuriser la situation en Afghanistan », tandis que l'option A-2 propose « l'utilisation d'agents spéciaux du KGB pour mener une opération à petite échelle aux mêmes fins sur le territoire afghan ». Enfin, en utilisant la méthode LEX décrite précédemment, nous avons effectué un calcul pour déterminer laquelle de ces alternatives offrait le bénéfice net le plus élevé. Pour ce faire, 2 points ont été attribués à l'option à utilité élevée, 1 point à celle à utilité faible

²³² Alexander Lyakhovskiy's *Account of the Decision of the CC CPSU Decision to Send Troops to Afghanistan*, op.cit., <https://digitalarchive.wilsoncenter.org/document/alexander-lyakhovskiys-account-decision-cc-cpsu-decision-send-troops-afghanistan>, (Consulté le 26 janvier 2023).

²³³ *Declaration of the CC CPSU to the Party Leadership concerning the Situation in Afghanistan, Attachment to CPSU Politburo Protocol #177*, Digital Archive of Wilson Center, 27 décembre 1979, <https://digitalarchive.wilsoncenter.org/document/declaration-cc-cpsu-party-leadership-concerning-situation-afghanistan-attachment-cpsu>, (Consulté le 26 janvier 2023).

et 0 point à l'option qui n'était pas préférable dans chaque dimension. La matrice de décision créée selon ce calcul est telle que présentée ci-dessous.

Tableau 2.1 – La matrice de décision de l'intervention soviétique

Les alternatives de décision	Les dimensions			Le score d'utilité total (moyenne)
	Dimension politique	Dimension diplomatique	Dimension militaire	
Alternative-1 (A-1)	2	1	2	5 (1,66)
Alternative-2 (A-2)	1	0	1	2 (0,66)

Selon la matrice de décision présentée, il est clair qu'A-1 possède un rendement supérieur à A-2 en termes d'utilité totale et moyenne. Comme le suppose l'approche poliheuristique, il apparaît que A-1 est préférable à A-2 en termes de dimension politique, qui est la dimension critique de la prise de décision. De même, en ce qui concerne la dimension militaire, A-1 est également supérieur à A-2. Bien que A-1 soit calculé comme étant meilleur que A-2 en termes de dimension diplomatique, cela ne suffit pas pour que A-1 soit considéré comme une option préférable par rapport à A-2, étant donné que les dimensions politiques et militaires ont plus d'importance dans la décision finale. Cependant, il convient de noter que le mécanisme de prise de décision a seulement pris en compte les alternatives A-1 et A-2 à la fin du processus de décision, sur la base des données disponibles. Selon le principe de la prise de décision non compensatoire, même si A-1 n'est pas le choix le plus favorable en termes diplomatiques, la décision finale a été en faveur de A-1, car elle est plus dominante à la fois en termes de bénéfice total et moyen et dans la dimension politique, qui est la dimension critique.

L'analyse présentée ci-dessus ainsi que le tableau associé nous éclairent sur les raisons et les modalités de l'intervention soviétique en Afghanistan. Le petit groupe limité sous Brejnev avait mis en avant des critères politiques, comme le suppose l'approche poliheuristique. La protection du régime socialiste PDPA, arrivé au pouvoir en Afghanistan, ainsi que la survie de ce régime en termes de système de valeurs soviétiques, étaient considérées comme étant vitales pour le système soviétique. La troïka (en tant que petit groupe limité) considérait la protection de l'Afghanistan comme étant équivalente aux intérêts soviétiques dans le cadre de la dimension politique. Le style de leadership d'Andropov, qui était l'acteur éminent de la troïka, a contribué à cette perspective en raison de son scepticisme et de sa défense de mesures actives. En réalité, la perception du KGB, dirigé par Andropov, selon laquelle Amin - qui a remplacé institutionnellement Taraki après l'avoir tué - était un acteur engagé avec la CIA, a renforcé les préoccupations sécuritaires relatives à la question afghane. Alors que Brejnev, était initialement opposé à l'envoi de troupes en Afghanistan en raison des préoccupations, qui auraient pu être traitées dans le cadre de la dimension diplomatique décrite ci-dessus, l'assassinat de Taraki a constitué l'événement majeur qui a incité Brejnev à prendre position en faveur d'une intervention.

D'un point de vue militaire, l'accélération des mouvements d'insurrection en Afghanistan et la présence de forces considérées comme rivales ou ennemies de l'Union soviétique ont conduit à l'envisagement d'une intervention militaire directe. Cependant, cette option était également considérée comme une « mesure active », étant donné que le Politburo soulignait la nécessité de stabiliser l'Afghanistan. Il était spécifié que les troupes soviétiques se retireraient une fois que la stabilisation nécessaire serait atteinte.²³⁴ Par conséquent, l'intervention militaire était planifiée comme une opération visant à établir la stabilité politique et la sécurité militaire en Afghanistan. A cet égard, cette décision semble avoir été uniformément construite par la troïka, de la même manière que pour l'intervention hongroise de 1956 et l'intervention tchécoslovaque de 1968.

La seule dimension qui apparaît problématique dans le processus décisionnel est la dimension diplomatique. En effet, compte tenu de la conjoncture internationale

²³⁴ *Ibid.*, <https://digitalarchive.wilsoncenter.org/document/declaration-cc-cpsu-party-leadership-concerning-situation-afghanistan-attachment-cpsu>, (Consulté le 27 janvier 2023).

à l'époque, l'administration soviétique avait tendance à éviter toute action susceptible d'augmenter les tensions sur la scène internationale. Cependant, les évolutions de l'environnement international ont accru les préoccupations de sécurité de l'Union soviétique, et la mission de protection des pays socialistes, adoptée comme principe de sa politique étrangère, a rendu nécessaire une action face au problème afghan. Néanmoins, il n'était pas envisageable de préférer l'option A-2 dans la conjoncture mentionnée, car une opération visant à assassiner un chef d'un État souverain serait une violation flagrante du droit international et risquerait d'augmenter considérablement les tensions dans le système international. Par conséquent, l'option A-2 a été considérée comme directement inacceptable. En revanche, l'option A-1 a été jugée diplomatiquement légitime sur la base des dispositions pertinentes de l'accord d'amitié signé avec l'Afghanistan en 1978. Dans ce contexte, elle apparaissait comme le moindre mal. De plus, l'ingérence en question a été considérée par le Politburo comme un droit de légitime défense, se référant à l'article 51 de la Charte des Nations unies.²³⁵

En conclusion, la décision de l'Union soviétique d'intervenir après les appels à l'aide de l'Afghanistan a été déterminée par trois dimensions. En évaluant rationnellement chaque dimension, l'option de politique étrangère qui offrait le plus grand avantage était d'envoyer directement des unités militaires afin de protéger la sécurité de l'Union soviétique en tant que puissance hégémonique. Cette intervention était planifiée dans le but d'éliminer le chef afghan Hafizullah Amin, jugé indigne de confiance par les décideurs soviétiques, ainsi que la faction Khalq du PDPA, dont Amin était membre, et de les remplacer par Babrak Karmal, et la faction Parcham. Ainsi, l'objectif était de supprimer l'instabilité en Afghanistan, de mettre en place des réformes socialistes et de combattre plus efficacement les moudjahidines. Pour

²³⁵ L'article 51 de la Charte des Nations Unies se lit comme suit : « Aucune disposition de la présente Charte ne porte atteinte au droit naturel de légitime défense, individuelle ou collective, dans le cas où un Membre des Nations Unies est l'objet d'une agression armée, jusqu'à ce que le Conseil de sécurité ait pris les mesures nécessaires pour maintenir la paix et la sécurité internationales. Les mesures prises par des Membres dans l'exercice de ce droit de légitime défense sont immédiatement portées à la connaissance du Conseil de sécurité et n'affectent en rien le pouvoir et le devoir qu'a le Conseil, en vertu de la présente Charte, d'agir à tout moment de la manière qu'il juge nécessaire pour maintenir ou rétablir la paix et la sécurité internationales. » Sur la base de cet article, l'Union soviétique a affirmé exercer son droit de légitime défense en considérant les actes de violence des moudjahidines contre ses citoyens sur le territoire afghan comme une attaque. Pour le document pertinent faisant référence à cette question, voir : *Telegraph Agency of the Soviet Union Announcement, Attachment to CPSU Politburo Protocol #177*, Digital Archive of Wilson Center, 27 décembre 1979, <https://digitalarchive.wilsoncenter.org/document/telegraph-agency-soviet-union-announcement-attachment-cpsu-politburo-protocol-177>, (Consulté le 27 janvier 2023).

atteindre ces objectifs, une opération de « normalisation » à court terme était prévue, à l'instar des interventions en Hongrie et en Tchécoslovaquie. Cependant, l'opération Chtorm-333, menée en 1979 sur une courte durée, s'est transformée en une guerre qui a duré jusqu'en 1989. Dans la prochaine partie, nous aborderons les raisons pour lesquelles l'intervention en Afghanistan s'est transformée en une guerre prolongée, les développements survenus pendant cette guerre, ainsi que le processus de prise de décision concernant le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan.



TROISIÈME PARTIE – L’EXAMEN DE LA DÉCISION DE L’UNION SOVIÉTIQUE DE SE RETIRER D’AFGHANISTAN AVEC LE MODÈLE POLIHEURISTIQUE

La troisième et dernière partie de notre étude portera sur le processus de retrait de l'Union soviétique d'Afghanistan. Cette partie sera divisée en trois chapitres. Dans la partie précédente, nous avons évalué la décision d'intervenir et examiné l'opération Chtorm-333. Dans cette partie, nous expliquerons comment cette intervention initialement planifiée à court terme s'est transformée en une guerre de longue durée. Nous examinerons les développements survenus durant les périodes de Brejnev, Andropov et Tchernenko, ainsi que l'émergence de la nécessité de mettre fin à cette guerre. Nous aborderons ensuite le programme de réforme qui a émergé en Union soviétique avec l'arrivée de Gorbatchev au pouvoir. Nous discuterons des effets de cette Nouvelle Pensée sur les mécanismes de décision soviétiques et la manière dont la question afghane a été traitée à partir de ce stade. Enfin, nous analyserons le processus de retrait des troupes soviétiques, depuis la décision de retrait jusqu'à la signature des accords de Genève. Dans le deuxième chapitre, nous procéderons à une analyse poliheuristique de la décision de retrait. Nous avons déterminé quatre dimensions d'analyse : politique, économique, diplomatique et militaire. Après avoir évalué les alternatives de politique étrangère concernant le programme de retrait en fonction de chacun des critères énumérés, nous créerons une matrice de décision et l'interpréterons. Nous montrerons que les objectifs attendus et les résultats réels découlant de la décision appliquée à la fin des deux processus décisionnels sont très différents et inattendus. Enfin, dans le dernier chapitre, nous comparerons les processus de prise de décision dans ces deux événements en nous concentrant sur les arrière-plans intellectuels des décisions, des unités de décision et des dimensions de prise de décision.

A – Le changement de paradigme en Union soviétique et le processus de retrait d'Afghanistan

À la suite de la décision du leadership soviétique, l'entrée des troupes en Afghanistan et le changement du leadership du PDPA par un coup d'État politique ont ouvert la porte à un processus inattendu. Cette intervention, initialement prévue comme une opération militaire de courte durée et à petite échelle, a été la première étape d'une guerre qui allait durer une dizaine d'années, et qui peut être divisée en quatre phases chronologiques, comme nous le verrons ci-dessous. La première phase de cette guerre couvre la transformation de l'intervention en guerre, tandis que la deuxième représente l'escalade de la guerre. Ces deux premières phases ont été dirigées par les chefs soviétiques Brejnev, Andropov et Tchernenko, ce qui a entraîné une instabilité dans le mécanisme de prise de décision. Cependant, des changements structurels sont apparus en Union soviétique lorsque Gorbatchev est devenu secrétaire général du Parti en 1985. Nous expliquerons, ci-dessous, le processus de transformation de l'intervention en guerre ainsi que le concept de la Nouvelle Pensée et le changement de paradigme qui ont émergé à cette époque. Ce changement de paradigme a mis en évidence la nécessité de mettre fin à la présence militaire soviétique en Afghanistan et a entraîné un changement dans les mécanismes de prise de décision soviétiques. Après avoir examiné les premières années de la guerre et le nouveau paradigme en Union soviétique, nous aborderons les deux dernières phases du processus qui ont finalement conduit à la fin de la guerre.

1 – La transformation de l'intervention en guerre et les premières années de la guerre

À la suite de l'opération Chtorm-333 menée le 27 décembre 1979, l'Union Soviétique a atteint son principal objectif d'éliminer Amin en intervenant en Afghanistan. Babrak Karmal a alors pris le poste de secrétaire général du PDPA et est devenu le chef de l'Afghanistan, permettant ainsi à la faction pro-soviétique Parcham d'arriver au pouvoir. Cette période allant du 27 décembre 1979 à mars 1980 a constitué la première phase de la guerre, qui est alors considérée comme une intervention. Durant cette période, le nombre de soldats soviétiques déployés en

Afghanistan a atteint cinquante mille.²³⁶ L'envoi de troupes soviétiques avait pour but de stabiliser l'Afghanistan, mais les soldats n'ont pas immédiatement affronté les moudjahidines. Ils ont plutôt participé à des opérations à petite échelle et défensives, tout en agissant comme une force de soutien pour l'armée afghane.²³⁷ Néanmoins, l'Union Soviétique n'a pas obtenu le soutien de l'ensemble de la population afghane, à l'exception des partisans du PDPA. L'armée soviétique a dû être à l'avant-garde en raison de l'insuffisance de l'armée afghane. En effet, cette intervention a suscité des réactions négatives de la part de la population afghane, qui a organisé des manifestations et des actions armées, à la fois dans les villes et dans les campagnes, contre l'Union Soviétique et le PDPA.²³⁸

À ce stade, il convient de mentionner la visite d'Andropov, partisan enthousiaste de l'intervention, à Kaboul au début de février 1980, ainsi que les questions qui ont été débattues au sein du Politburo soviétique après cette visite. Lors d'une réunion du Politburo tenue le 7 février 1980, Andropov a exposé son point de vue sur sa visite à Kaboul. Bien qu'il ait affirmé que les conditions en Afghanistan restaient complexes, il a également souligné que la situation actuelle était stabilisée. À la suite de ces déclarations, Oustinov a déclaré que le retrait des troupes ne devrait pas être envisagé à ce stade, tandis que Brejnev a affirmé que l'augmentation des troupes était envisageable. Gromyko a, pour sa part, souligné que le retrait des troupes soviétiques sans la sécurisation complète de l'Afghanistan serait risqué.²³⁹ En conclusion, ces discussions ont montré que le mécanisme de prise de décision soutenait toujours l'intervention à cette date, mais que certains acteurs extérieurs à ce mécanisme plaidaient pour la nécessité de mettre fin à l'intervention.

Les opinions qui prônaient le retrait rapide des troupes soviétiques semblaient provenir directement du terrain. En effet, le peuple afghan considérait l'intervention soviétique comme une invasion, ce qui renforçait la légitimité sociale des

²³⁶ The Russian General Staff, *The Soviet-Afghan War : How a Superpower Fought and Lost*, Kansas, University Press of Kansas, 2002, p. 11-13.

²³⁷ Artemy Kalinovsky, *op. cit.*, p. 52.

²³⁸ Artemy M. Kalinovsky, *A Long Goodbye : The Soviet Withdrawal from Afghanistan*, Massachusetts, Harvard University Press, 2011, p. 27.

²³⁹ Pour le document sur ce sujet, voir : *CC CPSU Politburo transcript (excerpt), On Andropov's Conversations with Afghan leaders*, Digital Archive of Wilson Center, 7 février 1980, <https://digitalarchive.wilsoncenter.org/document/cc-cpsu-politburo-transcript-excerpt-andropovs-conversations-afghan-leaders>, (consulté le 30 janvier 2023).

moudjahidines. Cette perception a été mise en évidence lors d'une marche organisée à Kaboul le 21 février 1980, qui a réuni environ 300 000 personnes pour protester contre l'intervention soviétique et le gouvernement Karmal.²⁴⁰ Cette manifestation a été violemment réprimée par les forces soviétiques, entraînant la mort de nombreux manifestants. Ces développements ont également été considérés comme un problème de sécurité par la résidence du KGB en Afghanistan. Cependant, plutôt que de se retirer à Moscou, une intervention plus large a été recommandée.²⁴¹ En effet, le retrait des troupes soviétiques dans de telles conditions aurait été considéré comme un geste qui augmenterait le risque de perdre l'Afghanistan et affaiblirait l'hégémonie soviétique. Par conséquent, Moscou a décidé d'augmenter sa présence militaire en Afghanistan.

Après une première intervention en Afghanistan, l'Union soviétique a décidé de renforcer sa présence militaire en raison des mouvements anti-soviétiques et anti-PDPA ainsi que de la résistance acharnée des moudjahidines. Cette décision a transformé l'intervention initiale en une véritable guerre, marquant ainsi le début de la deuxième phase du conflit. La 40^e armée soviétique et la 201^e division de fusiliers motorisés ont été déployées sur le terrain, formant ainsi une force terrestre et aérienne comptant plus de 81 000 personnes.²⁴² En conséquence, une importante présence de l'Armée rouge a été établie en Afghanistan, accompagnée d'un nombre croissant de spécialistes soviétiques déjà présents dans les institutions afghanes depuis la révolution Saur. En outre, l'Union soviétique a exercé une influence institutionnelle importante en Afghanistan en désignant Babrak Karmal comme secrétaire général du PDPA, par le biais de son mécanisme de prise de décision et en le faisant travailler en étroite collaboration avec le KGB, en tant que chef de l'Afghanistan.

Si l'on considère l'influence soviétique au niveau institutionnel, il est difficile de dire qu'une telle domination s'est également manifestée au niveau social en Afghanistan. Le mécanisme de prise de décision soviétique a commis une erreur critique en ne tenant pas compte des facteurs historiques nationaux de l'Afghanistan avant de décider d'intervenir dans le pays. En effet, la société afghane considérait toute intervention armée étrangère comme hostile.²⁴³ Les troupes soviétiques ayant participé

²⁴⁰ Gregory Fremont-Barnes, *The Soviet-Afghan War 1979-89*, Oxford, Osprey Publishing, 2012, p. 41.

²⁴¹ Vasiliy Mitrokhin, *op. cit.*, p. 118.

²⁴² The Russian General Staff, *op. cit.*, p. 20.

²⁴³ Robert Johnson, *op. cit.*, p. 208.

à l'intervention initiale ont été sélectionnées dans l'armée du Turkestan, composée de peuples d'Asie centrale soviétiques, dans l'espoir que leur apparence locale atténuerait la réaction hostile du peuple afghan. Cependant, le nombre de moudjahidines, qui était d'environ 45 000 entre 1981 et 1983, a augmenté considérablement pour atteindre 150 000 en 1985.²⁴⁴ Cela a rendu impossible pour l'Union soviétique de mener un processus de construction étatique comme elle l'a fait en Tchécoslovaquie. Les réformes socialistes n'ont pas été acceptées au niveau social, ce qui a entraîné une participation massive au mouvement des moudjahidines. Par conséquent, l'Union soviétique a dû imposer ses réformes par la force militaire.²⁴⁵ Un autre dynamique qui a sapé le processus de construction de l'État planifié par l'Union soviétique a été le conflit Khalq-Parcham au sein du PDPA. Les purges Khalq, ayant commencé dans les institutions de l'État après l'arrivée au pouvoir de la faction Babrak Karmal et Parcham, ont créé un malaise dans l'armée afghane, qui comptait de nombreux sympathisants de la faction Khalq. De plus, au cours de l'été 1980, trois tentatives de coup d'État ont été empêchées par les Soviétiques.²⁴⁶ Dans l'ensemble, la décision prise par Moscou a été basée sur une perception erronée du régime PDPA et de la résistance des moudjahidines en Afghanistan. Par conséquent, contrairement à ce qui était prévu, la situation sur le terrain s'est avérée encore plus complexe.

Au fur et à mesure que la participation massive des moudjahidines augmentait, les troupes soviétiques ont commencé à devenir la cible directe de ces derniers. Ces développements sur le terrain ont provoqué des inquiétudes croissantes à Moscou quant à la présence militaire soviétique en Afghanistan depuis 1981. Même Oustinov, qui avait initialement soutenu la décision d'intervenir en ignorant les préoccupations des membres de l'armée, a finalement admis l'inefficacité de la solution militaire. Dans une lettre adressée au Politburo, il a préconisé d'explorer une voie politique et diplomatique pour résoudre le conflit en Afghanistan mais sa proposition n'a reçu aucun soutien au sein du Politburo.²⁴⁷ La guerre s'est internationalisée à la fin du leadership de Brejnev lorsque l'administration Ronald Reagan aux États-Unis a décidé

²⁴⁴ The Russian General Staff, *op. cit.*, p. 23-24.

²⁴⁵ Barnett R. Rubin, *The Fragmentation of Afghanistan*, New Haven, Yale University Press, 2002, p. 123-124.

²⁴⁶ Philippe Sidos, « 1979, l'entrée des Soviétiques en Afghanistan : des hypothèses de planification contrariées », *Stratégique*, Vol. 113, No. 3. 2016, p. 72.

²⁴⁷ Artemy Kalinovsky, « Decision-Making and the Soviet War in Afghanistan : From Intervention to Withdrawal », *op. cit.*, p. 57-58.

d'offrir un programme d'aide militaire de plus de 400 millions de dollars au Pakistan. Selon les documents du Département d'État américain (Le ministère des Affaires étrangères des États-Unis), ce programme a été mis en œuvre pour encourager la coopération du Pakistan avec l'Afghanistan.²⁴⁸ En réalité, ceci a été considéré comme une occasion d'entourer l'Union soviétique, car les moudjahidines ne pouvaient accéder aux armes lourdes qu'en passant par le Pakistan. Ainsi, le Pakistan est devenu un acteur majeur dans cette guerre. Bien que l'Afghanistan ait demandé des négociations bilatérales avec le Pakistan sur cette question, celui-ci a refusé de négocier car il s'abstenait de reconnaître un régime communiste. Après la condamnation de l'intervention par l'Assemblée générale des Nations Unies le 20 novembre, les premiers efforts diplomatiques ont commencé par l'expression du soutien de l'Union soviétique à la participation des Nations Unies en tant qu'acteur dans les processus de négociation.²⁴⁹

À l'époque d'Andropov, qui était devenu le chef soviétique après la mort de Souslov, qui était l'idéologue du Parti le 25 janvier 1982, et de Brejnev le 10 novembre 1982, la perspective de Moscou a changé. Andropov, qui était le plus grand partisan de l'intervention en Afghanistan en 1979, a commencé à chercher des moyens de sortir du pays après être devenu secrétaire général, car l'opération qu'il avait prévue pour stabiliser rapidement l'Afghanistan s'était transformée en une guerre prolongée contre les moudjahidines. Peu de temps avant qu'Andropov ne devienne secrétaire général, des négociations indirectes ont commencé entre l'Afghanistan, le Pakistan et l'Iran, du 16 au 24 juin 1982 à Genève, sous les auspices de l'Organisation des Nations unies (ONU). Les discussions ont porté sur le retrait des troupes soviétiques, l'absence de toute intervention étrangère en Afghanistan, le retour des réfugiés et les règles d'engagement et de mise en œuvre des accords internationaux.²⁵⁰ Cependant, étant donné que les parties n'ont pas réussi à convenir d'un consensus minimal, les premières négociations n'ont pas abouti et la guerre a continué avec la même intensité. Dans ce contexte, Andropov a considéré le désarmement nucléaire comme le principal objectif de la politique étrangère, mais a estimé que le problème

²⁴⁸ Selig S. Harrison, « Soviet Occupation, Afghan Resistance, and the American Response », Diego Cordovez, Selig S. Harrison (ed.), *Out of Afghanistan : The Inside Story of the Soviet Withdrawal*, New York, Oxford University Press, 1995, p. 65-66.

²⁴⁹ *Ibid.*, p. 63-64.

²⁵⁰ Nour Ahmad Nazım, *La situation en Afghanistan, son règlement politique et les efforts de paix des Nations Unies (1978-1989)*, Bâle, Helbing & Lichtenhahn, 2003, p. 224-225.

afghan entravait ces initiatives, qui devaient être lancées en collaboration avec l'Occident ; donc il a pris position en faveur du retrait des troupes soviétiques.²⁵¹

Les pourparlers de Genève en avril 1983 avaient permis de mettre fin à la guerre en Afghanistan. Cependant, lors des troisièmes négociations en juin 1983 visant à conclure un accord de retrait, le Pakistan a exigé que les dispositions de l'accord soient reconsidérées, ce qui a exclu toute possibilité de paix.²⁵² Par la suite, après la mort d'Andropov, la tension de la guerre a de nouveau augmenté avec l'arrivée de Konstantin Tchernenko de l'aile faucon du Politburo en tant que secrétaire général. La période Tchernenko, qui s'étend de février 1983 à mars 1985, est celle où les Soviétiques ont subi le plus de pertes pendant la guerre, avec six opérations majeures impliquant directement leurs troupes.²⁵³ Cette période, où les négociations ont été interrompues et les options militaires ont été privilégiées au plus haut niveau, est diplomatiquement qualifiée de « long hiver ». L'Union soviétique a pu mener des attaques massives contre les moudjahidines en raison du soutien de l'armée de l'air, ce qui leur a fourni une supériorité incontestée. Les éléments aériens ont été un atout majeur dans les opérations de recherche et de destruction menées contre les guérilleros dans les régions montagneuses, permettant aux Soviétiques de neutraliser plus facilement les moudjahidines.²⁵⁴ Cette deuxième période, marquée par l'échec des négociations de paix et l'intensification de la guerre, s'est terminée avec l'arrivée de Gorbatchev au pouvoir après la mort de Tchernenko. À partir de 1985, la troisième phase de la guerre a commencé. Mais avant d'aborder cette nouvelle phase, il convient de discuter de l'ère Gorbatchev et de sa nouvelle perspective politique.

2 – L'ère de Gorbatchev et la « Nouvelle Pensée » avec la Perestroïka

Après l'arrivée de Gorbatchev au pouvoir en 1985, des critiques de la période Brejnev ont commencé à se faire entendre. La politique étrangère basée sur la doctrine Brejnev a été remise en question, tout comme certains problèmes intérieurs tels que l'économie axée sur l'industrie militaire, la stagnation économique et la corruption. Les

²⁵¹ Selig S. Harrison, « Making the Russians Bleed », Diego Cordovez, Selig S. Harrison (ed.), *op. cit.*, p. 95-96.

²⁵² Nour Ahmad Nazim, *op. cit.*, p. 225-226.

²⁵³ Selig S. Harrison, « The War Escalates », Diego Cordovez, Selig S. Harrison (ed.), *op. cit.*, p. 147.

²⁵⁴ Roger R. Reese, *The Soviet Military Experience : A History of the Soviet Army, 1917-1991*, Londres, Routledge, 2000, pp. 165-166.

conséquences de l'échec de la doctrine Brejnev se sont manifestées dans la transformation de l'intervention de 1979 en une longue guerre, tandis que les mouvements sociaux en Pologne en 1981 n'ont pas été réprimés par des unités militaires soviétiques.²⁵⁵ Cependant, le fait que le Politburo et même le Comité central soient composés de membres plus âgés d'une certaine génération a suscité des critiques selon lesquelles cette gérontocratie nuisait au pays. C'est pourquoi Gorbatchev a commencé par renouveler ses cadres. Néanmoins, la catastrophe nucléaire de Tchernobyl, survenue le 26 avril 1986, a révélé que des réformes plus radicales étaient nécessaires dans le pays.²⁵⁶ Dans ce contexte, Gorbatchev a proposé une perspective qu'il a appelée « la Nouvelle Pensée », une pensée réformatrice qui se compose principalement des concepts de Perestroïka (restructuration) et de Glasnost (transparence).

L'élément essentiel du concept de la Nouvelle Pensée est la Perestroïka. Cette dernière avait pour but de restaurer l'économie socialiste planifiée, mais également de restructurer toutes les institutions politiques, économiques et sociales de l'Union soviétique afin de remplacer les structures autoritaires et centralisées qui existaient depuis l'ère stalinienne par des institutions plus autonomes et plus efficaces. En d'autres termes, l'objectif principal était de supprimer la maladresse de l'État. Cependant, Gorbatchev a déclaré que des changements doivent être apportés à la politique étrangère pour réussir la restructuration du système soviétique dans son ensemble.²⁵⁷ Par conséquent, il a proposé des changements radicaux pour les politiques intérieure et étrangère. L'idée de Glasnost, quant à elle, consistait à restaurer la confiance de la société soviétique envers l'État et à accroître le prestige de l'Union soviétique aux yeux de la communauté internationale. Pour cela, il fallait adopter des politiques telles que la prise de mesures contre la corruption, la réduction de la censure de la presse, l'élargissement de la liberté d'expression et de la participation politique.²⁵⁸ Ces changements radicaux nécessitaient également une reconfiguration de l'armée. La politique de « autarcie raisonnable » (reasonable sufficiency) était mise à l'ordre du jour ce qui signifie il n'existe pas d'une nécessité d'un niveau élevé d'armement pour

²⁵⁵ Matthew J. Ouimet, *op. cit.*, pp. 202-204.

²⁵⁶ Hélène Carrère d'Encausse, *Dünyayı Değiştiren Altı Yıl – 1985-1991, Sovyet İmparatorluğu'nun Yıkılışı*, Istanbul, Yapı Kredi Yayınları, 2020, pp. 27-35.

²⁵⁷ Mikhail Gorbachev, *On My Country and the World*, New York, Columbia University Press, 2000, p. 66.

²⁵⁸ Alec Nove, *Stalinism and After : The Road to Gorbachev*, New York, Routledge, 1990, p. 181.

assurer la sécurité de l'Union soviétique.²⁵⁹ En d'autres termes, l'objectif était de mettre fin à la course aux armements avec les États-Unis.

En raison de l'influence de perspective de la Perestroïka de Gorbatchev sur la politique étrangère soviétique, il est nécessaire de redéfinir les valeurs fondamentales du concept de système de croyances dans cette politique étrangère, tel que mentionné précédemment. Ce changement de paradigme a conduit à une confusion entre « l'image de soi » de l'Union soviétique dans sa politique étrangère et sa politique étrangère sur la scène internationale dans le passé, et il est crucial que cette autocritique soit officiellement acceptée.²⁶⁰ Cela implique de rejeter l'héritage de Brejnev et d'assumer la responsabilité de la protection internationale des pays socialistes, entreprise conformément à la doctrine Brejnev.²⁶¹ Bien entendu, cette autocritique de la politique étrangère soviétique doit également inclure une évaluation de la politique étrangère envers le monde capitaliste, considérée comme erronée.

La politique de Perestroïka de Gorbatchev a encouragé la concurrence constructive entre l'Union soviétique et l'Occident en tant que superpuissances sur la scène internationale. Dans ce contexte, Gorbatchev souhaitait développer une coopération entre son pays et le bloc de l'Ouest, en particulier les États-Unis.²⁶² Cependant, l'armement nucléaire est devenu un obstacle majeur à cette coopération envisagée. Gorbatchev a donc fait du désarmement nucléaire une priorité absolue de sa politique étrangère. Les inquiétudes liées à l'armement nucléaire entre ces deux superpuissances s'expliquent par le concept de « dilemme sécuritaire »²⁶³, qui détermine les perspectives des acteurs face aux autres acteurs sur la scène internationale. À ce stade, il convient également de souligner une autre transformation

²⁵⁹ Thomas M. Nichols, Theodore William Karasik, « The Impact of "Reasonable Sufficiency" on the Soviet Ministry of Defense », *Naval War College Review*, Vol. 42, No. 4, 1989, p. 23.

²⁶⁰ Douglas W. Blum, *op. cit.*, p. 387.

²⁶¹ Il convient de préciser que le concept de « responsabilité de protéger » évoquée ci-dessus ne fait pas référence au concept de « R2P » largement utilisé en droit international depuis les années 1990. Il s'agit plutôt d'un concept qui exprime la mission patriarcale de l'Union soviétique envers les pays socialistes mentionnés dans la doctrine Brejnev.

²⁶² Roderic Lyne, « Mr Gorbachev's Public Diplomacy, 1985-6 », *International Affairs (Royal Institute of International Affairs 1944-)*, Vol. 63, No. 2, 1987, p. 213.

²⁶³ Le dilemme de sécurité, dans sa définition la plus élémentaire, correspond à l'émergence d'une spirale d'insécurité résultant de la perception d'un acteur par un acteur comme une menace, ce qui pousse ce dernier à prendre des mesures de précaution pour assurer sa propre sécurité. La course aux armements entre les deux blocs pendant la Guerre froide peut être expliquée par ce dilemme. Pour des informations détaillées sur ce sujet, voir : Robert Jervis, « Cooperation Under the Security Dilemma », *World Politics*, Vol. 30, No. 2, 1978.

dans la conceptualisation des systèmes de croyances. En effet, le concept de « la perception soviétique vis-à-vis de ses adversaires », considéré comme une croyance fondamentale dans la conceptualisation de Blum, a été redéfini à la suite de la politique de la Nouvelle Pensée de Gorbatchev. Cette redéfinition a permis de comprendre que le capitalisme n'a pas toujours besoin de recourir au militarisme pour survivre.²⁶⁴ En raison de cette perception nouvelle, l'Union soviétique, qui était l'une des parties au dilemme sécuritaire, a renoncé à ses préoccupations sécuritaires et s'est engagée dans une politique étrangère ouverte à la coopération. Gorbatchev a même exprimé directement son plan de désarmement nucléaire en déclarant cette politique comme le retrait des armes nucléaires déployées par les deux pays en Europe et la liquidation des armes nucléaires stratégiques soviétiques.²⁶⁵

Sur le premier plan, il peut sembler difficile d'expliquer rationnellement la volonté de Gorbatchev d'abandonner les armes nucléaires dans son agenda. En effet, cette décision aurait pu bouleverser les rapports de force au détriment de l'Union soviétique. Cependant, il est possible d'expliquer cette nouvelle politique étrangère en se référant au concept de « balance des intérêts » (balance of interests). Selon cette perspective, la répartition des capacités matérielles des acteurs ne déterminait pas la stabilité et l'équilibre du système international. Ce qui importe, c'est la façon dont ces capacités sont utilisées et à quelles fins, en fonction des priorités des pays dans leurs systèmes nationaux.²⁶⁶ Étant donné que Gorbatchev visait à restructurer l'ensemble du système soviétique en y intégrant à la fois la libéralisation économique et la défense militaire durable, l'équilibre des intérêts a commencé à prendre une priorité plus élevée que l'équilibre des puissances dans la politique étrangère soviétique. La perspective sur « la nature essentielle de la politique internationale » a également changé avec la doctrine de la Nouvelle Pensée. Alors qu'auparavant, la dynamique de l'environnement international était considérée comme un conflit de classes, la Nouvelle Pensée considérait les intérêts de toute l'humanité comme primordiaux par rapport aux intérêts de classe, et la coopération était préférée au sectarisme.²⁶⁷

²⁶⁴ Douglas W. Blum, *op. cit.*, p. 387.

²⁶⁵ Hélène Carrère d'Encausse, *op. cit.*, pp. 56-57.

²⁶⁶ Patrick James, *Realism and International Relations : A Graphic Turn Toward Scientific Progress*, New York, Oxford University Press, 2022, pp. 417-419.

²⁶⁷ Douglas W. Blum, *op. cit.*, p. 387.

Selon le nouveau cadre de politique étrangère présenté par la Perestroïka, le principal défi à relever était la guerre en cours en Afghanistan. Bien que Gorbatchev n'ait pas exprimé ouvertement son opinion en tant que membre du Politburo lors de la décision d'intervenir en Afghanistan, il s'y était opposé.²⁶⁸ Il soutenait qu'une intervention militaire ne pourrait pas apporter de solution permanente, mais il trouvait aussi la décision justifiée. Gorbatchev a déclaré que le régime révolutionnaire en Afghanistan était menacé et que l'Afghanistan devait être protégé dans la situation actuelle.²⁶⁹ Cependant, la guerre prolongée et la réaction internationale contre les Soviétiques ont convaincu Gorbatchev de mettre le retrait d'Afghanistan à l'ordre du jour dès qu'il est devenu secrétaire général. En effet, lors de sa rencontre avec Karmal le 14 mars 1985, Gorbatchev a clairement indiqué que les troupes soviétiques ne pouvaient pas rester indéfiniment en Afghanistan, que le PDPA devait résoudre rapidement ses problèmes internes, que l'Union soviétique continuerait à aider l'Afghanistan révolutionnaire et que la responsabilité principale de l'Afghanistan incombait au PDPA.²⁷⁰

Gorbatchev a adopté une approche différente de ses prédécesseurs en internationalisant la question afghane. Les négociations indirectes tentées à Genève impliquaient auparavant uniquement l'Iran et le Pakistan, laissant de côté l'Afghanistan. Gorbatchev, en revanche, a ouvert la question à d'autres acteurs par d'autres canaux, favorisant les négociations directes et incluant les États-Unis dans le processus.²⁷¹ Cette nouvelle approche était en lien avec la modification de la valeur accordée à « l'image de soi ». Plutôt que de mettre en avant l'hégémonie soviétique, comme préconisé dans la politique étrangère de la doctrine Brejnev, la communauté internationale a été privilégiée pour résoudre les problèmes transfrontaliers. Ces deux éléments – d'une part, l'image projetée par l'Union soviétique qui donne la priorité à la communauté internationale, et d'autre part, les recommandations formulées ci-

²⁶⁸ Mikhail Gorbatchev, *op. cit.*, p. 177.

²⁶⁹ Mikhail Gorbatchev, *Perestroika : New Thinking for Our Country and the World*, New York, Harpercollins, 1987, pp. 176-177.

²⁷⁰ Pour la transcription de la rencontre entre Gorbatchev et Karmal, voir : *Memorandum of Conversation Between M. S. Gorbatchev and General Secretary of the CC NDPA [National Democratic Party of Afghanistan], Chairman of the Revolutionary Council of DRA [Democratic Republic of Afghanistan] B. Karmal.*, Digital Archive of Wilson Center, 14 mars 1985, <https://digitalarchive.wilsoncenter.org/document/memorandum-conversation-between-m-s-gorbatchev-and-general-secretary-cc-ndpa-national>, (consulté le 7 février 2023).

²⁷¹ Ali T. Sheikh, « The New Political Thinking : Gorbachev's Policy toward Afghanistan and Pakistan », Vol. 28, No. 11, 1988, p. 1180.

dessus pour l'Afghanistan – reflètent l'évolution du concept de « perception soviétique vis-à-vis de ses alliés ». En effet, cette évolution a conduit à abandonner l'approche paternelle envers les pays alliés comme l'Afghanistan au profit d'une politique alliée solidariste, incluant l'humanisme comme valeur au marxisme.²⁷² Cependant, ce changement de politique étrangère, en particulier sur la question afghane, a été considéré comme du révisionnisme et n'a pas été soutenu par les faucons dans les mécanismes de prise de décision, y compris le secrétaire général Gorbatchev et les partisans de la Nouvelle Pensée. Les hauts responsables du KGB ont estimé que ces nouvelles politiques affaiblissaient l'Union soviétique face au bloc capitaliste.²⁷³ Par conséquent, Gorbatchev a procédé à des changements au sein de l'appareil du Parti et a tenté de changer le mécanisme de prise de décision en faveur des Nouveaux Penseurs, une initiative qui a été inscrite comme priorité lors du 27^e Congrès du Parti.

3 – Le processus de retrait de l'armée soviétique

La guerre en Afghanistan, qui a commencé avec l'intervention soviétique en 1979, a atteint sa troisième phase en 1985. Cette évolution a été due à l'augmentation de la violence sur le terrain et à la politique de la Nouvelle Pensée de Gorbatchev, nouveau chef des Soviétiques. Après l'opération Chorm-333 et l'engagement des troupes soviétiques dans la région, trois objectifs militaires ont été déterminés : défendre Kaboul et sécuriser les routes reliant la capitale à des zones telles qu'Herat, où les moudjahidines sont forts, ainsi qu'à la frontière soviétique ; dégager les zones sous le contrôle des moudjahidines avec le soutien des bombardements aériens et briser leur résistance ; et bloquer la frontière entre l'Afghanistan et le Pakistan pour empêcher tout renfort extérieur d'arriver en Afghanistan.²⁷⁴ Au début de la troisième phase, dans un contexte où l'élan de la guerre s'est accru et où les négociations de paix ont été interrompues, l'armée soviétique et l'armée afghane ont lancé des opérations conjointes pour nettoyer les zones occupées par les rebelles. Bien que les éléments terrestres aient principalement été composés de l'armée afghane, l'armée soviétique a largement soutenu les opérations avec l'armée de l'air. À partir de la seconde moitié de 1986, six régiments de la 40^e armée soviétique ont commencé à

²⁷² Douglas W. Blum, *op. cit.*, p. 387.

²⁷³ Amy Knight, « The Party, The KGB, and the Soviet Policy-Making », *op. cit.*, pp. 132-133.

²⁷⁴ Roger R. Reese, *op. cit.*, p. 164-165.

se retirer, ce qui a entraîné une diminution de 15 000 hommes dans les forces terrestres soviétiques.²⁷⁵

À ce stade, le développement le plus critique qui a changé le cours de la guerre contre les troupes soviétiques a été l'acquisition de missiles Stinger par les moudjahidines. Cette acquisition à la fin de l'année 1986 a considérablement augmenté la capacité tactique des moudjahidines. Les missiles Stinger de fabrication américaine sont des missiles anti-aériens sol-air, tout comme les missiles Blowpipes de fabrication britannique, qui ont également été utilisés par les moudjahidines pour briser la supériorité aérienne soviétique, avec une grande efficacité. De plus, l'ajout d'artillerie à longue portée d'origine chinoise à l'inventaire des moudjahidines leur a permis d'attaquer directement les garnisons soviétiques et afghanes.²⁷⁶ En raison de l'augmentation de leur capacité militaire, les pertes des troupes soviétiques, notamment en termes d'éléments aériens, ont considérablement augmenté. À la fin de la guerre, l'armée de l'air soviétique avait perdu un total de 118 avions de combat et 333 hélicoptères.²⁷⁷ Les troupes soviétiques ont donc dû changer leur stratégie militaire. Bien que 15 000 soldats aient été retirés du terrain, le nombre d'unités Spetsnaz – forces spéciales soviétiques- a été augmenté pour empêcher le transfert de munitions aux moudjahidines via le Pakistan et pour combattre directement les rebelles.²⁷⁸ Cependant, le contrôle de la frontière pakistanaise, en particulier, n'a pas été possible.

Pendant que les combats faisaient rage sur le champ de bataille, l'administration de Babrak Karmal posait un problème à Moscou. Ce dernier avait été amené à la tête de l'Afghanistan pour stabiliser le régime socialiste, considéré comme menacé sous le régime d'Amin. Cependant, la stabilité souhaitée n'a pas été atteinte et le leadership soviétique, en particulier Gorbatchev, a commencé à blâmer Karmal pour l'échec du régime socialiste qui n'a pas pu être institutionnalisé en Afghanistan.²⁷⁹ Les réformes socialistes prévues n'ont pas pu être réalisées ou ont échoué dans leur mise en œuvre. Par exemple, la politique de conquête des tribus contre les tribus a échoué en raison

²⁷⁵ The Russian General Staff, *op.cit.*, p. 26-27.

²⁷⁶ Tad Daley, « Afghanistan and Gorbachev's Global Foreign Policy », *Asian Survey*, Vol. 29, No. 5, 1989, p. 498.

²⁷⁷ Gregory Fremont-Barnes, *op. cit.*, p. 87.

²⁷⁸ *Ibid.*, p. 56.

²⁷⁹ Meredith L. Runion, *op. cit.*, p. 114.

des contre-mesures prises par les moudjahidines, des mesures sévères prises par le gouvernement lui-même et de l'organisation inefficace du gouvernement.²⁸⁰ Gorbatchev a mis en garde Karmal sur l'avenir incertain du régime actuel, qui manquait de soutien populaire. Il savait que laisser derrière lui un Afghanistan stabilisé, même en cas de retrait éventuel, était crucial pour préserver la réputation de l'Union soviétique, en particulier dans le tiers monde. Il a même suggéré à Karmal d'abandonner ses idées de socialisme, de revenir au capitalisme, aux valeurs islamiques afghanes et de partager le pouvoir avec des éléments dissidents.²⁸¹ Bien que Karmal ait été surpris par ces propositions, il n'a pas réussi à améliorer la situation dans le pays. Finalement, lors d'une session du Politburo le 20 mars 1986, Gorbatchev a déclaré que Karmal n'était plus en mesure d'assumer ses devoirs et que la situation était extrêmement dramatique.²⁸² Au printemps 1986, Gorbatchev a demandé à Karmal de démissionner. Peu de temps après, la radio afghane a annoncé que Karmal avait démissionné pour des raisons de santé et Mohammed Najibullah, qui était le directeur du renseignement afghan et soutenu par le KGB, a alors été nommé secrétaire général du PDPA.²⁸³

Même après avoir été renvoyé du secrétariat général du PDPA, Karmal a continué à présider le Conseil révolutionnaire, l'homologue afghan du Soviet suprême en Union soviétique. Bien que cette institution n'ait pas eu de fonction efficace dans la pratique, la présence de Karmal en tant que personnalité politique dans l'État et dans la faction Parcham a compliqué la tâche de Najibullah. Cette question a été longuement discutée lors d'une réunion du Politburo soviétique le 13 novembre 1986, où il a été décidé que Karmal devait également être démis de ses fonctions. De plus, Najibullah devait être invité à Moscou pour discuter de sa politique de « réconciliation nationale » en Afghanistan, et les troupes soviétiques devaient se retirer dès que possible.²⁸⁴ En conséquence, Karmal a démissionné de son poste de président du Conseil

²⁸⁰ Antonio Giustozzi, *War, Politics and Society in Afghanistan, 1978-1992*, Washington D.C., Georgetown University Press, 2000, pp. 133-135.

²⁸¹ Michael R. Fenzel, *op. cit.*, p. 93.

²⁸² Pour le document connexe, voir : *CPSU CC Politburo Transcript (excerpt)*, Digital Archive of Wilson Center, 20 mars 1986, <https://digitalarchive.wilsoncenter.org/document/cpsu-cc-politburo-transcript-excerpt>, (consulté le 10 février 2023).

²⁸³ Christopher Andrew, Vasili Mitrokhin, *The Mitrokhin Archive II : The KGB and the World*, London, Penguin Books, 2006, p. 627.

²⁸⁴ Pour la transcription de la réunion, voir *CPSU CC Politburo Meeting Minutes (excerpt)*, Digital Archive of Wilson Center, 13 novembre 1986, <https://digitalarchive.wilsoncenter.org/document/cpsu-cc-politburo-meeting-minutes-excerpt>, (consulté le 12 février 2023).

révolutionnaire. Lors de cette réunion, il a été sérieusement discuté de mettre fin à la guerre par le retrait des troupes soviétiques. Toutefois, une autre question importante a également été abordée : la possibilité d'une intervention américaine directe en Afghanistan après le retrait des troupes soviétiques. Bien que cette possibilité ait été évoquée, la majorité a estimé que les Américains n'interviendraient pas militairement. Par conséquent, il a été suggéré d'entamer des négociations avec le Pakistan.

À partir de 1987, la guerre en Afghanistan est entrée dans sa quatrième et dernière phase. Les principaux facteurs qui ont amené la guerre à ce stade ultime ont été le changement de direction du PDPA et l'adoption d'une politique de réconciliation nationale, le retrait résolu de l'agenda par le leadership soviétique, ainsi que le changement de situation sur le terrain, marqué par l'acquisition de missiles Stinger par les Moudjahidines afghans. La politique de réconciliation nationale proposée par Najibullah visait trois objectifs : conclure un cessez-le-feu avec les rebelles afghans ; établir un forum de dialogue avec toutes les factions politiques en Afghanistan ; et former un gouvernement de coalition composé de toutes les factions politiques, y compris les groupes armés.²⁸⁵ Cependant, bien que le leadership soviétique avait prévu de se retirer en même temps, le plan de réconciliation nationale ne faisait aucune référence au retrait des forces soviétiques. Pendant ce temps, la guerre se poursuivait, alimentée par les bombardements aériens de l'armée soviétique et les pertes subies par les troupes en raison des attaques de Stingers et des combats directs à la frontière soviétique.²⁸⁶

Les négociations de Genève, entamées sous la présidence d'Andropov et interrompues pendant celle de Tchernenko, ont repris à l'issue de tous ces développements. Le 8 février 1988, alors que les négociations étaient en cours, Gorbatchev a annoncé le début du retrait des troupes soviétiques à partir du 15 mai, qui devrait s'étendre sur dix mois.²⁸⁷ En effet, le 14 avril 1988, les accords de Genève ont été signés entre l'Afghanistan et le Pakistan sous la garantie des États-Unis et de l'Union soviétique. Les accords de Genève comprenaient plusieurs instruments, tels que l'« Accord bilatéral entre la République d'Afghanistan et la République islamique

²⁸⁵ Michael R. Fenzel, *op. cit.*, pp. 109-110.

²⁸⁶ Gregory Fremont-Barnes, *op. cit.*, pp 56-57.

²⁸⁷ Alvin Z. Rubinstein, « The Soviet Withdrawal from Afghanistan », *Current History*, Vol. 87, No. 531, 1988, p. 334.

du Pakistan sur les principes des relations mutuelles, et notamment sur la non-ingérence et la non-intervention », la « Déclaration sur les garanties internationales », l'« Accord bilatéral entre la République d'Afghanistan et la République islamique du Pakistan sur le retour volontaire des réfugiés », l'« Accord sur la corrélation qu'exige le règlement de la situation concernant l'Afghanistan » et le « Mémoire d'accord ».²⁸⁸ Le 15 mai 1988, le processus de retrait a commencé et a duré neuf mois. Le 15 février 1989, le général Boris Gromov, commandant de la 40^e armée soviétique, a traversé le pont de l'amitié au-dessus de l'Amou-Daria pour entrer à la frontière de l'Union soviétique, marquant ainsi la fin d'une guerre qui avait duré plus de neuf ans.

B – L'étude poliheuristique de la décision de retrait

Ce chapitre analyse le processus décisionnel de l'Union soviétique lors de son retrait d'Afghanistan en utilisant une matrice de décision dans le cadre de l'approche poliheuristique. Comme expliqué dans la deuxième partie, l'approche poliheuristique se concentre principalement sur les dimensions politique, diplomatique, économique et militaire dans l'analyse du processus décisionnel. Cependant, dans cette étude, nous avons aussi inclus la dimension économique comme un niveau d'analyse important. Cela s'explique par le fait que les questions de politique étrangère de l'Union soviétique étaient étroitement liées aux facteurs économiques, en particulier en raison du processus de Perestroïka que l'Union soviétique a traversé à l'époque de Gorbatchev. En effet, la dynamique économique a joué un rôle important dans le processus de retrait d'Afghanistan, en tant qu'exigence d'équilibre des intérêts. Par conséquent, nous avons effectué une étude poliheuristique du processus de retrait d'Afghanistan en utilisant un niveau d'analyse quadridimensionnel. Les alternatives politiques évaluées dans l'étape du choix rationnel, qui est la deuxième étape de la prise de décision, sont discutées ci-dessous. Les options consistant à poursuivre les opérations militaires uniquement avec des opérations aériennes et à ne rien faire ont été éliminées dès l'étape cognitive, qui était la première étape de la prise de décision. L'option de poursuivre les opérations aériennes ne servirait pas à mettre fin à la guerre

²⁸⁸ Pour le texte intégral des traités, voir : *The Geneva accords : agreements on the settlement of the situation relating to Afghanistan*, 14 avril 1988. https://peacemaker.un.org/sites/peacemaker.un.org/files/AF_880414_AgreementsSettlementoftheSituationRelatingAfghanistan%28eng%29.pdf, (consulté le 12 février 2023).

et ne serait pas bénéfique en termes de réputation politique et militaire en raison de la désactivation des éléments terrestres. De plus, cette option était économiquement non rentable et apparaissait également comme une méthode agressive pour entraver l'objectif de neutralisation en Afghanistan. Quant à l'option de ne rien faire, elle n'a pas été incluse dans la phase de choix rationnel, car il était clair qu'une action devait être entreprise dans tous les cas. Trois options de décision seront donc évaluées ci-dessous : « retirer les troupes, en garantissant l'existence légitime du régime du PDPA avec un traité international », « retrait direct des troupes sans aucune négociation » et « poursuivre la guerre avec une escalade et envisager un retrait après avoir obtenu des succès militaires significatifs ».

1 – La dimension politique de la décision : La Perestroïka

L'annonce de la Perestroïka par Gorbatchev et sa politique de Glasnost sont étroitement liées sur le plan politique. Lorsqu'il est devenu le nouveau dirigeant soviétique, Gorbatchev avait pour priorité de se retirer d'Afghanistan et de mettre fin à la guerre. Cette guerre en Afghanistan, qu'il considérait comme une plaie saignante pour l'Union soviétique, allait à l'encontre des principes de la Perestroïka et entravait la réalisation de cette politique. Par conséquent, l'effet de perception chez les dirigeants a également été un facteur important dans la prise de cette décision. La doctrine Brejnev avait créé un cadre de perception officielle qui avait servi de base à la politique étrangère soviétique lors de la prise de décision d'intervenir militairement en Afghanistan. Dans ce contexte, l'intervention en Afghanistan a été menée comme un devoir international et une responsabilité socialiste. Cependant, avec l'évolution de la politique étrangère soviétique, la perspective sur la légitimité des interventions militaires contre les États alliés a été abandonnée à mesure que « la perception soviétique vis-à-vis de ses alliés » gagnait un cadre humanitaire. Le ministre soviétique des Affaires étrangères Edouard Chevardnadze, nommé à la tête de la Commission Afghanistan du Politburo sous le leadership de Gorbatchev, est allé plus loin et a qualifié l'intervention en Afghanistan de « péché ».²⁸⁹ Ainsi, l'intervention militaire est considérée comme un acte d'agression contre un État souverain. Bien que le but de

²⁸⁹ Rafael Reuveny, Aseem Prakash, « The Afghanistan war and the breakdown of the Soviet Union », *Review of International Studies*, Vol. 25, No. 4, 1999, pp. 693-708.

l'intervention ait été d'éliminer l'instabilité en Afghanistan le plus rapidement possible, cet objectif n'a pas pu être atteint.

Ce changement de perception au niveau officiel du mécanisme de prise de décision soviétique a conduit à l'émergence d'une attitude selon laquelle l'intervention passée en Afghanistan était une mauvaise décision qui devait être inversée. Les nouvelles unités de prise de décision ne partageaient pas la vision de l'ère Brejnev, ce qui a rendu autocritique « l'image de soi » dans la politique étrangère soviétique. En d'autres termes, seul Gromyko est resté parmi les acteurs qui ont joué un rôle prépondérant dans la décision d'intervention. Avec Chevardnadze comme ministre des Affaires étrangères à la place de Gromyko, le ministère soviétique des Affaires étrangères est devenu une institution suivant la Perestroïka et un centre où les plans du processus de retrait d'Afghanistan ont été mis en œuvre.²⁹⁰

Dans ce contexte, Gorbatchev et ses partisans avaient une perspective politique occidentale de l'Union soviétique. L'expérience afghane avait montré que l'Afghanistan n'était ni la Hongrie ni la Tchécoslovaquie. Ils avaient réalisé que l'identité soviétique avait un caractère occidental et que son « image de soi » ne pouvait être politiquement déconnectée de l'Occident. Ainsi, Gorbatchev a ajouté un nouveau concept à son ordre du jour : celui de la « Maison Commune Européenne ». Ce concept visait à l'intégration et à la coexistence pacifique de l'ensemble de la géographie soviétique et européenne à travers les institutions. Ainsi, conformément aux objectifs de la Perestroïka, l'Union soviétique devait s'adapter à l'Europe et s'intégrer à l'identité civilisée et à l'infrastructure technologique moderne de ce continent.²⁹¹ Les partisans de la Perestroïka avaient soutenu la nécessité pour l'Union soviétique de se débarrasser de sa réputation négative liée à l'Afghanistan afin d'acquérir une supra-identité européenne. En conséquence, l'agenda de l'Afghanistan était déterminé par l'activité de Gorbatchev et de ses partisans politiques au sein du Politburo quant à savoir comment et quand les troupes seraient retirées d'Afghanistan.

²⁹⁰ Sarah E. Mendelson, *Changing Course : Ideas, Politics, and the Soviet Withdrawal from Afghanistan*, New Jersey, Princeton University Press, 1998, p. 108-110.

²⁹¹ F. Stephen Larrabee, « The New Soviet Approach to Europe », Frederic J. Fleron, Jr., Erik P. Hoffman, Robbin F. Laird (ed.), *op. cit.*, p. 643.

Un autre facteur qui a affecté politiquement la décision de mettre fin à la guerre et de retirer les troupes est le problème de la légitimité. Ce problème se posait à la fois sur le front de la société afghane face à la présence militaire soviétique en Afghanistan et au sein même de la société soviétique. Nous avons déjà décrit la réaction de la société afghane dans ce contexte. Cependant, du point de vue de la société soviétique, la question de légitimité était importante en raison de l'effet politique que cela a eu sur le retrait d'Afghanistan. La politique de Glasnost, mise à l'ordre du jour dans le cadre de la Perestroïka, visait à intégrer plus directement le public dans la politique et la sphère publique. Dans ce contexte, il était devenu essentiel de prendre en compte les demandes du public afin d'établir un programme de réforme cohérent. Entre 1985 et 1987, le public soviétique a organisé douze manifestations de masse différentes contre la guerre en Afghanistan.²⁹² La principale raison de cette réaction était les pertes humaines causées par la guerre qui avait duré depuis des années sans aucun résultat tangible. Pour la société soviétique, cette guerre est devenue un phénomène inexplicable, qui va à l'encontre des nouvelles politiques réformistes en cours.

Par ailleurs, un autre élément qui vient compléter le problème de la légitimité est la question de la structure multiethnique en Union soviétique. La guerre en Afghanistan a créé une grande polarisation parmi les peuples des républiques d'Asie centrale de l'Union soviétique. Alors que les chefs de partis des pays de la région ont soutenu la guerre en raison de problèmes de sécurité qui les concernaient directement sur le plan géopolitique, la plupart des habitants de la région n'ont pas soutenu la guerre en raison de leur appartenance ethnique.²⁹³ En fin de compte, il y avait une attitude dans la société soviétique en faveur de la fin de la guerre en la considérant comme une forme de « mourir pour les autres ». Cette situation avait deux dimensions : d'une part, pour les personnes d'origine musulmane de l'Union soviétique, les combats en Afghanistan étaient considérés comme une sorte de fratricide en raison de leurs affinités religieuses et ethniques ; d'autre part, pour les éléments slaves et occidentaux de l'Union soviétique, cette guerre était considérée comme un sacrifice de leur vie pour différents peuples d'une géographie qui ne leur était pas familière.²⁹⁴

²⁹² Central Intelligence Agency, *USSR : Domestic Fallout From the Afghan War*, 1988, p. 14-15. https://www.cia.gov/readingroom/docs/DOC_0000500659.pdf, (consulté le 13 février 2023), p. 4.

²⁹³ *Ibid.*, (consulté le 13 février 2023), pp. 12-14.

²⁹⁴ *Ibid.*, (consulté le 13 février 2023), p. 10.

Si mettre fin à la guerre semblait être une option qui s'imposait en termes de dimension politique à la suite des évaluations faites ci-dessus, elle présentait également certaines limites. En effet, l'intervention militaire avait été décidée pour protéger l'hégémonie idéologique et donc pour des raisons de sécurité, comme discuté dans la deuxième partie. Par conséquent, mettre fin à la guerre sans obtenir de résultats significatifs aurait entraîné l'incapacité de l'Union soviétique, qui était une grande puissance, à assurer sa propre sécurité, c'est-à-dire une forme d'humiliation en cas d'échec.²⁹⁵ De plus, le scénario de stabilisation en Afghanistan reposait sur la politique de réconciliation nationale en cours de construction dans le pays. Gorbatchev a soutenu que la responsabilité dans cette affaire incombait au PDPA et que des tentatives de neutralisation de l'Afghanistan pouvaient réussir sans la présence militaire physique de l'Union soviétique. De plus, bien que les missiles Stinger, qui ont changé tactiquement le cours de la guerre, ait pesé dans la prise de décision quant à la conduite du conflit, Gorbatchev avait déjà sérieusement envisagé de se retirer avant que les moudjahidines n'atteignent ces missiles.²⁹⁶

Cependant, certains représentants de l'appareil du Parti et des institutions de sécurité, qualifiés de faucons et non de pro-Perestroïka, ont prôné l'option de continuer la guerre plutôt que de se retirer d'Afghanistan.²⁹⁷ Parmi les faucons figuraient Viktor Chebrikov, qui a dirigé le KGB de 1982 à 1988, son successeur Vladimir Aleksandrovitch Kryuchkov, le ministre de la Défense Sergueï Leonidovitch Sokolov, qui avait également commandé la 40^e armée, son successeur Dmitri Timofeïevitch Iazov, et le chef d'état-major Sergueï Fiodorovitch Akhromeïev. Bien que le projet de guérir la plaie saignante et de construire une nouvelle structure socialiste ait été à l'ordre du jour du leadership soviétique, les unités décisionnelles qui étaient en faveur du statu quo ont continué à examiner la question de l'Afghanistan sous l'angle de la sécurité. L'un des objectifs de la Perestroïka était de faire sortir l'armée de l'appareil du Parti et de la transformer en une institution d'État contrôlable, étroitement liée au PCUS depuis l'ère stalinienne et jouant donc un rôle actif dans les processus de prise de décision. À la suite des mesures prises par Gorbatchev en ce sens, telles que l'exclusion des commandants supérieurs des membres nobles du Politburo, les faucons ont été relégués au second plan.

²⁹⁵ Tad Daley, *op. cit.*, p. 499.

²⁹⁶ Michael R. Fenzel, *op. cit.*, p. 101.

²⁹⁷ Selig S. Harrison, « Realpolitik Vindicated », Diego Cordovez, Selig S. Harrison, *op. cit.*, p. 249.

La lutte entre les faucons et les partisans de la Perestroïka portait à la fois sur le processus de changement structurel que traversait l'Union soviétique et sur sa réputation d'État socialiste. Les faucons ont plaidé en faveur de la poursuite de la guerre pour des raisons politiques, afin d'éviter que l'Union soviétique et l'idéal du socialisme soient perçus comme vaincus. Cependant, cette option n'a pas été acceptée par les unités décisionnelles en raison de la diminution de l'efficacité de l'armée dans le mécanisme de prise de décision militaro-civil sous le leadership de Gorbatchev. En effet, l'armée était considérée comme ayant échoué en Afghanistan aux yeux des civils.²⁹⁸ Cependant, le départ soudain de l'armée soviétique d'Afghanistan était une option peu préférable en raison des problèmes potentiels qu'il pourrait entraîner. Ces problèmes incluaient une possible augmentation de l'instabilité dans le pays, l'inefficacité de la politique de réconciliation nationale de Najibullah et le risque qu'un régime fondamentaliste prenne le pouvoir à la place du régime du PDPA.²⁹⁹ En effet, pousser l'allié afghan dans les bras d'un régime fondamentaliste aurait été inacceptable tant aux yeux de l'opinion publique que de l'appareil du Parti. En conséquence, le retrait progressif des troupes soviétiques après avoir assuré la sécurité du régime PDPA par un traité international a été considéré comme la décision optimale en termes de dimension politique.

2 – La dimension économique de la décision : Le coût de la guerre

Lorsque l'intervention soviétique a eu lieu en 1979, l'économie soviétique était en pleine période de stagflation économique connue sous le nom de stagnation brejnévienne, comme mentionné précédemment. Bien que cette situation ait été tentée d'être surmontée durant la période d'Andropov, aucun résultat significatif n'a pu être obtenu pendant son bref mandat en tant que secrétaire général, et cette période de stagnation économique a continué sous Tchernenko, que l'on pourrait décrire comme la continuation de la période Brejnev. En réalité, la politique de la Perestroïka, mise à l'ordre du jour après l'arrivée de Gorbatchev au pouvoir, visait principalement à

²⁹⁸ Michael R. Fenzel, *op. cit.*, p. 106.

²⁹⁹ En 1988, lors d'une réunion avec le secrétaire d'État américain George Shultz, Gorbatchev a déclaré que l'Iran tentait d'établir un régime fondamentaliste en Afghanistan. Pour plus d'informations sur ce sujet, voir : Christian F. Ostermann (ed.), « New Evidence on the Soviet War in Afghanistan », *Cold War International History Project Bulletin*, No. 14/15, 2003/2004, p. 172.

introduire des réformes économiques pour sortir l'économie soviétique de la stagflation. Outre ce problème, l'économie soviétique était confrontée à d'autres problèmes cruciaux tels que l'inflation et la rareté. L'écart entre les plans centraux et la production réelle de biens de consommation a entraîné une augmentation de l'inflation et une diminution de l'offre de biens de consommation.³⁰⁰

En raison de l'inflation et de la rareté, des phénomènes tels que le marché noir, la thésaurisation et la corruption ont structurellement érodé l'économie soviétique. Pour y remédier, Gorbatchev a entrepris des réformes économiques qui ont remis en question les valeurs du libéralisme, en soulignant ce que les socialistes avaient réellement gagné.³⁰¹ En particulier, la politique de la Perestroïka a lancé le processus de capitalisation de l'économie soviétique en ouvrant la voie à des décisions locales dans les centres de production plutôt qu'à la planification centrale, tout en permettant aux entreprises de se concentrer sur la production orientée vers le profit. L'objectif était d'accroître l'efficacité et, par conséquent, d'améliorer le pouvoir d'achat. Pour atteindre ces objectifs, l'une des principales politiques mises en œuvre a été la politique militaro-économique de « autarcie raisonnable ». Cette politique a créé des changements politico-économiques ainsi que des changements militaro-stratégiques dans la doctrine militaire soviétique. Ainsi, tant que la sécurité nationale n'était pas compromise, les ressources allouées aux dépenses militaires étaient transférées au secteur civil, réduisant ainsi les dépenses militaires.³⁰²

Le poste de dépenses le plus important qui a entravé la libéralisation de l'économie et la réduction des dépenses militaires était la guerre en Afghanistan. L'intervention soviétique a entraîné une série de sanctions économiques de la part des États-Unis, ainsi qu'un appel au boycott des Jeux olympiques d'été de Moscou en 1980, qui ont été les premiers effets économiques de cette intervention sur l'Union soviétique. De plus, l'Union soviétique a été confrontée à un isolement économique à la suite de l'intervention. L'une des principales politiques économiques de l'ère Gorbatchev était d'intégrer l'Union soviétique à l'économie mondiale en la libérant de cette congestion économique et des problèmes structurels internes. À cet effet,

³⁰⁰ Alec Nove, *An Economic History of the USSR : 1917-1991*, London, Penguin Books, 1992, pp. 387-389.

³⁰¹ Mikhail Gorbatchev, *On My Country and the World*, op. cit., p. 70.

³⁰² Leo Cooper, *Soviet Reforms and Beyond*, Londres, Macmillan, 1991, pp. 59-60.

en 1989, à la fin de l'intervention, Gorbatchev a exprimé son intérêt à devenir membre du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale au président américain George H. W. Bush, dans le but de restructurer l'économie et d'acquérir un rôle économique de premier plan dans le système international en s'intégrant aux institutions internationales.³⁰³ Finalement, en 1991, l'Union soviétique a demandé son adhésion au FMI.

Selon un rapport de la CIA datant de 1987, qui a été rendu accessible plus tard, la guerre en Afghanistan a coûté à l'Union soviétique 15 milliards de roubles jusqu'en 1986, soit environ 2 à 2,5 % du budget de la défense soviétique pour cette période.³⁰⁴ Outre le montant dépensé sur le champ de bataille, l'aide et les subventions accordées par l'Union soviétique à l'Afghanistan, telles qu'évaluées ci-dessus, ont constitué un poste de dépenses important. Les développements tels que le marché noir et la contrebande engendrés par la guerre ont également eu des effets néfastes sur l'économie. L'aide à l'Afghanistan occupait une place importante dans la politique soviétique car la principale motivation de l'intervention était de neutraliser le pays en stabilisant la structure politique et sociale instable. De 1980 à 1989, le montant total de l'aide militaire fournie à l'Afghanistan s'est élevé à 9 milliards 124 millions 500 000 roubles.³⁰⁵

Gorbatchev a placé la restructuration économique de l'Union soviétique au centre de son programme politique, ce qui a influencé sa perspective envers l'Afghanistan. Dès sa prise de fonction, il a présenté à la hâte son plan de retrait d'Afghanistan.³⁰⁶ Cette décision s'inscrivait dans la nouvelle politique soviétique, fondée sur les valeurs gorbatchévistes, où l'équilibre des intérêts primait sur l'équilibre des puissances. Poursuivre la guerre n'apportait aucun bénéfice économique dans le cadre de l'équilibre des intérêts, mais constituait au contraire un fardeau pour l'économie. En d'autres termes, l'option de continuer la guerre était économiquement

³⁰³ Thomas G. Weiss, Meryl A. Kessler, « Moscow's U.N. Policy », Frederic J. Flernon, Jr., Erik P. Hoffman, Robbin F. Laird (ed.), *op. cit.*, p. 733.

³⁰⁴ Central Intelligence Agency, *The Costs of Soviet Involvement in Afghanistan*, 1987, https://www.cia.gov/readingroom/docs/DOC_0000499320.pdf, (consulté le 25 février 2023), pp. iii-iv.

³⁰⁵ Anton Minkov, Gregory Smolynec, *Economic Development in Afghanistan During the Soviet Period, 1979-1989 : Lessons Learned from the Soviet Experience in Afghanistan*, DRDC Centre for Operational Research & Analysis, 2007, <https://apps.dtic.mil/dtic/tr/fulltext/u2/a475460.pdf>, (consulté le 25 février 2023), p. 4.

³⁰⁶ Michael R. Fenzel, *op. cit.*, p. 107.

inacceptable. Les coûts de la guerre ne se limitaient pas aux pertes financières. En effet, le nombre de victimes parmi le personnel soviétique était estimé entre 13 000 et 15 000, et plus de 10 000 personnes sont revenues invalides ou amputées.³⁰⁷ De plus, en Afghanistan, premier producteur mondial d'opium et de pavot, la consommation de drogues parmi les soldats soviétiques s'est généralisée tout au long de la guerre, entraînant une augmentation des délits de trafic de drogue en Union soviétique et l'apparition d'un marché noir.³⁰⁸ Compte tenu de tous ces éléments, l'option de poursuivre la guerre apparaissait économiquement inacceptable.

Il reste donc deux options qui doivent être évaluées dans le cadre de la dimension économique : se retirer sans condition ou se retirer en garantissant la survie du régime actuel grâce à des négociations diplomatiques. Avant l'intervention soviétique et l'établissement du régime socialiste en Afghanistan, des relations étroites avaient été établies entre l'Afghanistan et l'Union soviétique. Les deux pays étaient donc économiquement intégrés depuis longtemps. L'Union soviétique importait principalement des produits agricoles, du gaz naturel et du cuivre d'Afghanistan.³⁰⁹ Par ailleurs, l'Afghanistan, qui suivait un modèle économie-politique marxiste orthodoxe en adoptant le modèle soviétique sous le leadership de Brejnev, était structurellement intégré à l'Union soviétique. La politique de réconciliation nationale initiée par Najibullah, qui a succédé à Karmal, partageait les mêmes objectifs que la politique de la Nouvelle Pensée de Gorbatchev.³¹⁰ Ce dernier attachait une importance particulière à l'économie dans le cadre des objectifs de la Nouvelle Pensée. Par conséquent, établir un nouvel ordre politique surprise en Afghanistan à la suite d'un scénario de retrait inconditionnel compromettrait la possibilité de maintenir le niveau de coopération entre l'Afghanistan et l'Union soviétique.³¹¹ En conséquence, les priorités économiques de Gorbatchev ainsi que les risques mentionnés ci-dessus ont fait du retrait conditionnel la décision de politique étrangère optimale.

³⁰⁷ Gregory Fremont-Barnes, *op. cit.*, p. 86.

³⁰⁸ Central Intelligence Agency, *USSR : Domestic Fallout From the Afghan War*, 1988, https://www.cia.gov/readingroom/docs/DOC_0000500659.pdf, (consulté le 25 février 2023), p. 14-15.

³⁰⁹ Anton Minkov, Gregory Smolynec, *op. cit.*, p. 15.

³¹⁰ Heela Najibullah, *Reconciliation and Social Healing in Afghanistan : A Transrational and Elicitive Analyses Towards Transformation*, Wiesbaden, Springer, 2017, pp. 98-100.

³¹¹ Artemy Kalinovsky, *A Long Goodbye : The Soviet Withdrawal from Afghanistan*, *op. cit.*, pp. 89-90.

3 – La dimension diplomatique de la décision : Est-elle une nouvelle Détente ?

Nous avons évoqué la façon dont les valeurs fondamentales de la politique étrangère soviétique ont évolué avec l'avènement de la Perestroïka sous Gorbatchev, une fois qu'il est devenu secrétaire général. Cette évolution a conduit à une compréhension de la politique étrangère dans laquelle l'équilibre des intérêts est devenu plus important que l'équilibre des puissances, et où les intérêts de tous primaient sur les intérêts de classe. Ainsi, la priorité de la politique étrangère de Gorbatchev était d'établir de bonnes relations avec l'Occident et de prendre des mesures pour parvenir au désarmement nucléaire. Cependant, la présence militaire de l'Union soviétique en Afghanistan représentait un obstacle à la réalisation de ces objectifs.³¹² Cette guerre, peu soutenue par l'opinion publique internationale, devait prendre fin pour que l'Union soviétique puisse mettre en œuvre et maintenir sa nouvelle politique étrangère, qui reposait sur le développement de la coopération avec l'Occident. Peu de temps après avoir pris le pouvoir, Gorbatchev a commencé à révéler sa position sur cette question. Dans un discours prononcé en 1986, il a qualifié l'Afghanistan de « plaie saignante » et a annoncé la décision de retirer certaines troupes.³¹³ À partir de ce moment-là, une atmosphère d'adoucissement a de nouveau été observée dans la conjoncture internationale, malgré l'interruption de la période de détente due à l'intervention de l'Union soviétique en Afghanistan, qui avait à nouveau augmenté les tensions de la Guerre froide. Le sommet de Reykjavík, qui a eu lieu en 1986 entre les États-Unis et le leadership soviétique, a ouvert la voie à la signature du « Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire » (FNI) en 1987. Ainsi, un pas concret vers le désarmement nucléaire a été franchi pour la première fois depuis les pourparlers SALT II, qui avaient été interrompus avant l'intervention en Afghanistan.

À la lumière des faits et des développements évoqués ci-dessus, on peut affirmer que la poursuite de la guerre en Afghanistan par l'Union soviétique n'a procuré aucun avantage diplomatique. Par conséquent, la question du retrait des troupes, avec ou sans conditions, est restée ouverte. Toutefois, une préoccupation systémique est

³¹² Hélène Carrère D'Encausse, *op. cit.*, pp. 58-60.

³¹³ Roderic Lyne, *op. cit.*, p. 215.

apparue quant à la possibilité que les Américains remplacent les troupes soviétiques se retirant de la région. Malgré cela, le Politburo soviétique était convaincu que les États-Unis n'avaient pas l'intention de maintenir une présence militaire en Afghanistan.³¹⁴ Les options politiques discutées dans le cadre de la dimension diplomatique étaient donc de retirer les troupes d'Afghanistan sans condition ou à condition que le régime du PDPA soit garanti d'être protégé. Bien que « l'image de soi » de l'Union soviétique à l'époque de Gorbatchev ait été construite sur une critique des politiques des dirigeants passés, elle demeurait un État socialiste dirigé par le Parti communiste. Par conséquent, le retrait de l'Union soviétique d'un pays socialiste allié aurait entraîné des conséquences négatives pour le système soviétique organisé au sein du Pacte de Varsovie. De plus, un retrait inconditionnel d'Afghanistan aurait pu mettre en péril la nouvelle politique étrangère initiée avec la Nouvelle Pensée envers le tiers monde.³¹⁵ Bien que l'Union soviétique se soit toujours considérée comme un État socialiste, Gorbatchev a adopté une approche diplomatique pragmatique envers l'Afghanistan. Lors de sa rencontre avec le vice-président américain George H. W. Bush le 10 décembre 1987, Gorbatchev a clairement déclaré que l'Union soviétique n'était pas partisane d'un régime pro-soviétique en Afghanistan.³¹⁶ Il a également montré cette attitude pragmatiste lors de sa rencontre avec Najibullah, remplacé par Karmal, qu'il trouvait radical et sans succès. Gorbatchev a conseillé à Najibullah de former un gouvernement de coalition réformiste sous le leadership du PDPA et de rester à l'écart des politiques et de la rhétorique sectaires.³¹⁷

Si le régime PDPA abandonnait son rôle dirigeant dans la politique afghane, il est fort probable que le rôle dirigeant de l'Union soviétique dans le bloc socialiste et sa politique envers le tiers monde soient compromis. De plus, si un régime islamiste hostile venait à prendre le pouvoir à la suite d'un retrait inconditionnel d'Afghanistan, cela pourrait entraîner un confinement de l'Iran, de l'Afghanistan et du Pakistan dans la périphérie de l'Union soviétique. La frontière soviétique de l'Afghanistan étant composée de républiques musulmanes telles que l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le

³¹⁴ CPSU CC Politburo Meeting Minutes (excerpt), Digital Archive of Wilson Center, 13 novembre 1986, <https://digitalarchive.wilsoncenter.org/document/cpsu-cc-politburo-meeting-minutes-excerpt>, (consulté le 26 février 2023).

³¹⁵ Pour des informations détaillées sur la politique du tiers-monde de l'Union soviétique à l'époque de Gorbatchev, voir : Francis Fukuyama, *Gorbachev and the New Soviet Agenda in the Third World*, Santa Monica, California, Rand Corporation, 1989, p. 31-34.

³¹⁶ Christian F. Ostermann (ed.), *op. cit.*, p. 168.

³¹⁷ *Ibid.*, p. 153.

Turkménistan, ainsi que de républiques soviétiques issues de communautés existantes en Afghanistan, un retrait inconditionnel aurait été risqué. La Chine, qui a soutenu l'Afghanistan et ces communautés avant même le début de la guerre en Afghanistan, était également un autre facteur diplomatique influençant la décision de retrait. Dans son discours au 27^e Congrès du Parti, Gorbatchev a évalué la coopération potentielle entre l'Union soviétique et la Chine comme « énorme », mais a également souligné les différences de perspectives entre les deux pays.³¹⁸ La présence militaire soviétique en Afghanistan était considérée par la Chine comme l'un des plus grands obstacles aux relations bilatérales. En effet, le corridor du Wakhan, qui relie l'Afghanistan et la Chine, faisait partie des régions sous contrôle soviétique. Néanmoins, Gorbatchev cherchait également à renforcer les relations bilatérales avec la Chine et diverses mesures ont été prises entre les deux pays avant la visite de leadership en mai 1989.³¹⁹ Bien que les objectifs des relations sino-soviétiques aient joué un certain rôle dans le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan, ce n'était pas autant que les relations visant à se développer avec l'Occident dans la dimension diplomatique. Cependant, le soutien de la Chine aux moudjahidines et son attitude sceptique envers l'Union soviétique ont rendu plus favorable le maintien d'une volonté politique alliée telle que le PDPA en Afghanistan.

En raison des circonstances et des dynamiques évoquées ci-dessus, la poursuite de la guerre en Afghanistan était inacceptable sur le plan diplomatique. La nouvelle compréhension de la politique étrangère de l'Union soviétique et de la conjoncture internationale ont conduit à l'option du retrait, quelles que soient les circonstances. La question en discussion portait sur la domination du régime actuel en Afghanistan. À la suite de la politique de réconciliation nationale initiée par Najibullah, on envisageait la possibilité d'un Afghanistan plus libéral, plutôt que le régime à parti unique du PDPA. On espérait ainsi que l'Afghanistan pourrait devenir stable en établissant une vie politique plus libérale avec le rôle dirigeant du PDPA. En réalité, au détriment du sacrifice du socialisme en Afghanistan, l'ouverture d'un espace à l'opposition pour neutraliser l'Afghanistan et la préservation de l'existence du PDPA ont empêché une image négative contre les pays socialistes. Ainsi, les accords de Genève ont garanti les principes de non-ingérence et de non-intervention dans les affaires intérieures, en

³¹⁸ Leslie Holmes, « Afghanistan and Sino-Soviet Relations », Amin Saikal, William Maley (ed.), *The Soviet Withdrawal from Afghanistan*, New York, Cambridge University Press, 1989, pp. 122-141.

³¹⁹ Roderic Lyne, *op. cit.*, p. 214.

mettant l'accent sur la souveraineté.³²⁰ La décision de politique étrangère privilégiée dans la dimension diplomatique a donc consisté en un retrait conditionnel après des négociations diplomatiques et des accords internationaux, plutôt qu'en une défaite et une capitulation acceptée. Cette décision a donné à l'Union soviétique l'occasion de développer ses relations avec l'Occident et de signer la Charte de Paris pour une nouvelle Europe en 1990.

4 – La dimension militaire de la décision : La victoire inaccessible

Comme indiqué précédemment, l'armée soviétique faisait partie des institutions ayant un poids dans le mécanisme de prise de décision en Union soviétique. Cependant, il est important de noter que les ministres soviétiques de la défense sous Gorbatchev, à savoir Sergueï Leonidovitch Sokolov et son successeur Dmitri Timofeïevitch Iazov, n'étaient pas membres à part entière du Politburo. Cela signifie que les acteurs jouant un rôle décisionnel dans le retrait d'Afghanistan étaient principalement des civils. Durant la politique de Gorbatchev de retour aux négociations diplomatiques, les généraux ont fait valoir qu'en augmentant le nombre de troupes en Afghanistan et en offrant une plus grande liberté tactique aux soldats sur le terrain, la guerre pourrait être gagnée en deux ans.³²¹ Comme mentionné ci-dessus, l'un des trois objectifs stratégiques de l'armée soviétique en Afghanistan était de fermer la frontière entre l'Afghanistan et le Pakistan afin d'empêcher les Moudjahidines de recevoir un soutien extérieur. Malgré les échecs militaires sur le terrain et l'objectif de mettre fin à la guerre en Afghanistan, il existait une attitude au sein de la branche militaire visant à intensifier la guerre pour remporter une certaine victoire. En effet, alors que Gorbatchev n'approuvait pas l'envoi de troupes supplémentaires dans la troisième phase de la guerre, il a approuvé l'envoi de troupes existantes dans des opérations offensives ainsi que l'élévation du niveau de commandement militaire dans

³²⁰ Au deuxième alinéa du deuxième article du premier traité, la mention suivante a été insérée : « to respect the sovereign and inalienable right of the other High Contracting Party freely to determine its own political, economic, cultural and social systems, to develop its international relations and to exercise permanent sovereignty over its natural resources, in accordance with the will of its people, and without outside intervention, interference, subversion, coercion or threat in any form whatsoever ». Ainsi, l'obligation de respecter la volonté politique du PDPA, qui était au pouvoir lors du processus de retrait, était garantie par ce traité international.

³²¹ Selig S. Harrison, « “Bleeders,” “Dealers,” and “Perestroika” », Diego Cordovez, Selig S. Harrison, *op. cit.*, p. 187-188.

la région.³²² Cependant, malgré ces efforts, le succès militaire n'a pas pu être atteint dans des positions stratégiques telles que la vallée de Kounar.

Le facteur qui a eu le plus d'impact sur les pertes subies par les troupes soviétiques lors de la troisième phase de la guerre a été l'acquisition de missiles Stinger et d'autres armes similaires par les moudjahidines. Bien que la supériorité tactique de ces missiles ait causé des pertes à l'armée soviétique, celle-ci a réussi à développer de nouvelles tactiques pour surmonter cette nouvelle situation et à maintenir sa supériorité aérienne.³²³ Cependant, cette évolution, a eu un impact militaire sur le déroulement de la guerre et sur l'état-major soviétique. En revanche, elle n'a pas eu d'impact direct sur la décision de Gorbatchev de se retirer car ce dernier avait déjà programmé le retrait des troupes avant l'apparition des missiles Stinger.³²⁴ Bien que la plupart des acteurs décisionnels souhaitaient mettre fin à la guerre dans l'ensemble, certains ont exprimé leur désir de poursuivre les opérations militaires afin de remporter une victoire significative. Cette opinion est principalement basée sur les insuffisances des capacités de l'armée afghane. Les faucons du Politburo soviétique soutenaient que sans le soutien militaire de l'Union soviétique, les alliés afghans ne pourraient pas résister aux rebelles et que les zones sous contrôle du régime pourraient passer sous le contrôle des moudjahidines au fil du temps.³²⁵ Ce scénario menaçait non seulement la survie de l'Afghanistan, mais aussi la sécurité de l'Union soviétique, étant donné que les moudjahidines, y compris les militants tadjiks et ouzbeks, étaient voisins de la République socialiste soviétique tadjike et de la République socialiste soviétique ouzbèke, créant ainsi un cauchemar potentiel pour l'Union soviétique. En outre, comme expliqué précédemment, la sécurité de zones stratégiques telles que le cosmodrome de Baïkonour était également une considération militaire importante.

Bien que l'option de poursuivre la guerre reste une des alternatives les plus importantes du point de vue militaire, il existe également des coûts associés à cette décision. En effet, à la fin de la longue guerre, la discipline de l'armée soviétique a commencé à se détériorer. Les tensions entre les soldats soviétiques, les désertions, la tendance à éviter le devoir, la contrebande et d'autres crimes similaires ainsi que

³²² *Ibid.*, p. 188.

³²³ Sarah E. Mendelson, *op. cit.*, p. 97-99.

³²⁴ Michael R. Fenzel, *op. cit.*, p. 100-101.

³²⁵ Selig S. Harrison, « Realpolitik Vindicated », *op. cit.*, p. 248-249.

l'augmentation de la consommation de drogues ont tous été les conséquences dangereuses de la guerre.³²⁶ Ces conséquences ont rendu le scénario consistant à maintenir les troupes en Afghanistan coûteux et risqué. De plus, l'incapacité de l'armée soviétique à obtenir un succès militaire solide en Afghanistan a empêché l'acceptation d'une attitude contre la Perestroïka et contre le retrait de l'armée, considérée comme le garant du système soviétique et du communisme.³²⁷

En effet, le commandement de la 40^e armée a commencé à prendre des décisions visant à éviter une escalade de la tension face aux développements sur le terrain. Par exemple, les tirs de représailles contre les moudjahidines ont été interdits et des tentatives ont été faites pour rechercher des opportunités de cessez-le-feu entre les parties.³²⁸ En tant qu'unité de décision, l'armée a donc adopté une perspective différente de celle du KGB, qui a mis l'accent sur les préoccupations de sécurité et favorisé la poursuite militaire de la guerre pour vaincre les moudjahidines.³²⁹ Par conséquent, l'option d'escalader la guerre et de se retirer après une victoire n'était pas considérée comme la dernière option en termes de dimension militaire. Néanmoins, dans l'ensemble, la poursuite de la guerre n'était pas considérée comme la première option, car l'expérience acquise sur le terrain a révélé la possibilité de nouveaux échecs militaires, ce qui a conduit à une baisse de la réputation de l'armée et laissé l'option décisionnelle des faucons au second plan. Par conséquent, l'option de retirer les troupes d'Afghanistan en assurant la sécurité du régime a été considérée comme l'option numéro un en termes de dimension militaire. Le retrait inconditionnel n'est envisagé que comme la dernière option, en raison des mêmes préoccupations de sécurité.

5 – Préparation de la matrice de décision de retrait militaire soviétique

Telle que rapportée dans la première partie et préparée dans la deuxième lors de l'analyse de la décision de l'Union soviétique d'intervenir en Afghanistan, une matrice de décision a été formée à la suite de l'étude poliheuristique sur la prise de décision. Une évaluation basée sur les dimensions politique, économique, diplomatique et militaire a été effectuée dans la matrice de décision que nous avons

³²⁶ Tad Daley, *op. cit.*, p. 506-507.

³²⁷ Rafael Reuveny, Aseem Prakash, *op. cit.*, p. 700-701.

³²⁸ Philippe Sidos, *La guerre soviétique en Afghanistan*, Paris, Economica, 2016, p. 181-183.

³²⁹ Central Intelligence Agency, « USSR : Domestic Fallout From the Afghan War », *op. cit.*, p. 16-17.

créée ci-dessous (tableau 3.1) concernant la décision de l'Union soviétique de se retirer d'Afghanistan. En suivant la méthode de recherche non holistique, certaines des alternatives politiques évaluées ci-dessus ont été éliminées au stade cognitif du processus de prise de décision, et trois alternatives de décision ont été retenues pour une sélection rationnelle. Les options de politique étrangère en question sont présentées dans le tableau sous forme d'alternative-1 (A-1), alternative-2 (A-2) et alternative-3 (A-3). L'option A-1 suggère de « retirer les troupes, en garantissant l'existence légitime du régime du PDPA avec un traité international », tandis que l'option A-2 propose un « retrait direct des troupes sans aucune négociation ». L'option A-3, quant à elle, préconise de « poursuivre la guerre avec une escalade et envisager un retrait après avoir obtenu des succès militaires significatifs ». De même que pour le deuxième lot, la méthode LEX a été utilisée pour déterminer laquelle de ces trois options offrait le bénéfice net le plus élevé. Pour ce faire, 3 points ont été attribués à l'option avec le bénéfice le plus élevé, 1 point à celle avec le bénéfice le plus faible et 0 point à l'option qui n'était pas préférable dans chaque dimension. La matrice de décision résultante est présentée ci-dessous.

Tableau 3.1 – La matrice de décision du retrait soviétique

Les alternatives de décision	Les dimensions				Le score d'utilité total (moyenne)
	Dimension politique	Dimension économique	Dimension diplomatique	Dimension militaire	
Alternative-1 (A-1)	3	2	2	3	10 (2,5)
Alternative-2 (A-2)	1	1	1	1	4 (1,0)
Alternative-3 (A-3)	2	0	0	2	4 (1,0)

La matrice de décision montre clairement que l'option A-1 offre des rendements plus élevés en termes d'utilité totale et moyenne par rapport aux options A-2 et A-3. Comme prédit par l'approche poliheuristique, il apparaît comme « $A-1 > A-2 = A-3$ » en termes de dimension politique, qui est la dimension critique de la prise de décision. Comme nous pouvons le voir dans le tableau, A-1 est l'option qui offre le maximum d'avantages pour chaque dimension de la prise de décision. Par conséquent, selon le principe de la prise de décision non compensatoire, l'option de décision optimale est A-1 dans tous les cas. Il est intéressant de noter que l'option A-3 a été notée zéro dans les dimensions économique et diplomatique. Le retrait des troupes d'Afghanistan était l'aboutissement inévitable du scénario de poursuite de la guerre. En effet, mettre fin à cette guerre était l'objectif principal de leadership soviétique. Toutefois, la manière d'y parvenir était la question centrale du processus décisionnel. L'option A-3, qui consiste à poursuivre la guerre, était donc jugée complètement inacceptable en termes de dimension économique et diplomatique, d'où la note de zéro. En revanche, l'option A-2 n'a pas été notée zéro dans les dimensions politique et militaire, car elle répondait à l'objectif principal.

La matrice de prise de décision, créée à partir de l'analyse menée dans cette partie, tente de clarifier le type de processus de prise de décision mis en œuvre par l'Union soviétique lors de son retrait d'Afghanistan. Bien que l'unité de décision pertinente soit ici le Politburo, étant un petit groupe limité, Gorbatchev s'est également démarqué en tant que leader et a adopté une position qui le rapprochait du leader dominant. Cependant, le mécanisme de prise de décision soviétique ne permettait pas une telle situation selon les règles du Parti. Par conséquent, Gorbatchev a décidé de mettre fin à la guerre par le biais du Politburo, qu'il a réorganisé avec la participation d'acteurs réformistes lors du congrès du Parti. Le cadre politique qui a influencé la prise de décision dans ce processus est la Perestroïka. Étant donné que l'idée de la Perestroïka a directement impacté toutes les autres dimensions de la prise de décision dans le programme de retrait d'Afghanistan, l'option A-1 est apparue comme la meilleure dans toutes les dimensions.

Sur le plan politique, le scénario de retrait fondé sur la négociation et la réconciliation s'est imposé en raison du processus de transformation réformiste que l'Union soviétique a connu sous le leadership de Gorbatchev, tel que nous l'avons

détaillé ci-dessus. Politiquement, la dynamique de rivalité entre les options A-1 et A-3 est liée aux relations civilo-militaires. Les unités militaires ont fait valoir que la poursuite de la guerre était un choix politique plus optimal, en raison de leur identité politique au sein du système soviétique. Cependant, étant donné la démilitarisation du système soviétique et la performance insatisfaisante de l'armée pendant la guerre, aucune décision n'a été prise pour poursuivre la guerre. L'autre dimension la plus étroitement liée à la dimension politique sous l'influence de la Perestroïka était la dimension économique. La réalisation des réformes économiques au programme de la Perestroïka impliquait de réduire les dépenses militaires considérées comme une charge pour le budget soviétique. Dans ce contexte, la guerre en Afghanistan constituait un poste de dépenses militaires important, en plus du budget de la défense actuelle. En effet, Gorbatchev mettait souvent en avant les facteurs économiques ainsi que l'expression de la blessure qui saignait, en évoquant le problème afghan. Ainsi, l'option de se retirer d'Afghanistan et de mettre fin à la guerre en fonction d'un accord sur l'équilibre avantages-coûts dans le processus de prise de décision, s'est imposée comme l'option la plus appropriée.

Au niveau diplomatique, la réaction de l'Union soviétique à l'égard de la communauté internationale a été importante dans le contexte de la nouvelle politique étrangère façonnée par la Perestroïka. Par conséquent, la poursuite de la guerre était considérée comme une alternative inacceptable dans la dimension diplomatique. Une option de retrait inconditionnel est restée en arrière-plan car elle aurait nui à la réputation de l'Union soviétique parmi les pays socialistes et les pays du tiers monde. C'est pourquoi les accords de Genève ont été signés dans le but d'établir un nouveau statu quo. Ces accords garantissaient l'existence politique du PDPA, afin de neutraliser l'Afghanistan en mettant en œuvre la politique de réconciliation nationale, et les troupes soviétiques ont été progressivement retirées. L'idée d'obtenir un succès tactique en poursuivant la guerre à l'échelle militaire était envisagée comme une deuxième option, mais compte tenu de l'expérience passée de l'armée sur le terrain et des échecs dans les domaines stratégiques, cette option est restée en retrait. Ainsi, l'intervention en Afghanistan, initialement prévue comme une opération militaire à court terme, s'est transformée en une longue guerre et a pris fin le 15 février 1989. Le chapitre suivant comparera les processus décisionnels en intervention et en retrait.

C – La comparaison des processus décisionnels dans la décision d'intervention et la décision de retrait

Le retrait progressif des troupes soviétiques à la suite des accords de Genève, signés par l'Afghanistan et le Pakistan sous la garantie de l'Union soviétique et des États-Unis, a marqué la fin de la présence militaire soviétique et de la guerre en Afghanistan. Comme discuté précédemment, cette guerre a été un résultat imprévu de l'intervention soviétique de 1979. La décision de retrait prise sous le leadership de Gorbatchev a été considérée comme étant la plus bénéfique pour l'avenir de l'Union soviétique et de l'Afghanistan. Cependant, comme nous le verrons, des développements inattendus se sont produits dans les deux cas. Par conséquent, ce chapitre comparera les processus décisionnels dans les deux événements afin de mieux comprendre ces échecs. Dans un premier temps, nous discuterons des arrière-plans intellectuels concernant le développement du processus de prise de décision, ainsi que les similitudes et les différences dans les mécanismes de prise de décision. Ensuite, en utilisant le modèle poliheuristique, une approche dimensionnelle de prise de décision utilisée dans notre étude, nous comparerons les décisions prises pour les deux événements en nous basant sur des critères de prise de décision. Cette comparaison nous permettra de mettre en évidence les facteurs qui ont influencé les processus de prise de décision.

1 – Les corrélations de l'échec et ses conséquences

Dans le cadre de cette étude, nous avons examiné les processus de prise de décision dans la politique étrangère soviétique en utilisant le modèle de prise de décision poliheuristique pour deux cas spécifiques : l'intervention de l'Union soviétique en Afghanistan et le retrait de l'Union soviétique d'Afghanistan. Dans les deux cas, nous avons constaté un écart entre les résultats attendus et les résultats réels des décisions prises. En d'autres termes, bien que l'option offrant le bénéfice net ait été déterminée en essayant de faire un choix rationnel dans le processus de prise de décision, les résultats dans la réalité ont été différents de ceux attendus. Dans le cas de l'intervention soviétique en Afghanistan, l'objectif était de mettre fin rapidement à l'opération et de laisser un pays stable derrière elle. Cependant, la réalité a été différente et l'armée soviétique a dû combattre pendant plus de neuf ans en

Afghanistan. En ce qui concerne le retrait de l'Union soviétique d'Afghanistan, l'objectif était à la fois de mettre en œuvre les objectifs changeants de la politique étrangère soviétique et de neutraliser l'Afghanistan dans le cadre de la politique de réconciliation nationale sous le leadership du PDPA. Cependant, à court terme, le conflit en Afghanistan n'a pas pris fin et l'Union soviétique a été dissoute. Après son effondrement, une guerre civile a éclaté en Afghanistan, aboutissant à la création de l'État islamique d'Afghanistan en remplacement de l'Union démocratique République d'Afghanistan.

En examinant l'évolution de ces deux événements, il est clair que les objectifs visés et la réalité ont divergé, démontrant ainsi l'échec des décisions de politique étrangère. Il est donc nécessaire d'évaluer ces défaillances dans le cadre des processus décisionnels. Divers facteurs façonnent une décision de politique étrangère dans une dimension politique qui est non compensatoire. Parmi ces facteurs, on peut citer les menaces pesant sur la survie d'un leadership ou d'un régime, ainsi que les contestations internes ou externes du régime.³³⁰ Les actions à entreprendre en présence d'une ou plusieurs de ces dynamiques sont façonnées par la politique macro, qui sert de cadre à la dimension politique de la prise de décision. Ainsi, pour comprendre la corrélation de ces échecs, il est nécessaire de comparer et d'analyser le bagage intellectuel qui a façonné le processus de prise de décision dans les deux cas. Dans les événements d'intervention et de retrait, les arrière-plans intellectuels étaient respectivement le facteur idéologique incarné dans la doctrine Brejnev et le phénomène d'équilibre des intérêts traité au sein de la Nouvelle Pensée, tels que nous avons pu le déterminer grâce à nos analyses.

Dans la deuxième partie de notre étude, nous avons examiné le processus qui a conduit à l'intervention en Afghanistan en mettant en évidence deux points de rupture fondamentaux : l'émergence de l'opposition armée en Afghanistan après la révolution de Saur et la prise de pouvoir d'Amin après l'assassinat de Taraki. La montée en puissance et la dangerosité croissante du mouvement moudjahidine en Afghanistan ont conduit l'Union soviétique à envisager une intervention militaire, tandis que le meurtre de Taraki a été le facteur décisif qui a convaincu Brejnev d'intervenir. En revanche, la

³³⁰ Alex Mintz, « How Do Leaders Make Decisions ? : A Poliheuristic Perspective », *The Journal of Conflict Resolution*, Vol. 48, No. 1, 2004, pp. 3-13, p. 9.

décision de se retirer d'Afghanistan est devenu une priorité pour Gorbatchev dès son accession au poste de secrétaire général en 1985. Les discussions qui ont suivi de 1985 à 1988 ont donc porté sur la manière de procéder à ce retrait. D'autre part, nous pouvons évaluer le facteur idéologique présenté comme l'arrière-plan intellectuel de l'intervention en Afghanistan. Le PCUS l'a défini en droit comme marxisme-léninisme, mais de facto, cette idéologie allait au-delà du marxisme-léninisme dans une perspective stalinienne, caractérisée par un interventionnisme au nom du socialisme et du soviétisme. En effet, tout au long de l'histoire du PCUS, le marxisme-léninisme a été interprété de diverses manières selon les leaderships³³¹ et a muté au fil du temps. Cependant, quelle que soit l'interprétation de l'idéologie jusqu'aux réformes de libéralisation initiées sous Gorbatchev, elle était une continuation de la compréhension politique stalinienne et constituait solidement la base des politiques mises en œuvre dans divers domaines. À l'époque de Brejnev, la doctrine Brejnev était la manifestation de cette idéologie en politique étrangère, incluant également un paradigme stalinien.

Le système du Pacte de Varsovie a été fondé par l'Union soviétique sous son hégémonie. Les problèmes du socialisme dans les pays de ce système ont été considérés non seulement comme des problèmes internes propres au pays, mais aussi comme des menaces affectant l'ensemble du système. Dans ce contexte, la doctrine Brejnev a défini comme devoir international de prendre toutes sortes de mesures, y compris des interventions armées, pour protéger la pérennité du système. L'Union soviétique est intervenue en Hongrie et en Tchécoslovaquie en suivant ce paradigme idéologique. Cependant, il convient de souligner que le système du Pacte de Varsovie était orienté vers l'Europe et avait été constitué contre la menace de l'OTAN. En revanche, l'Afghanistan était un État socialiste en dehors de ce système, mais qui avait également des relations alliées et historiques. Ce détail est important car l'Afghanistan se différencie des pays du Pacte de Varsovie, tels que la Hongrie et la Tchécoslovaquie, en termes de facteurs structurels internes tels que la démographie, la culture, la culture politique, la religion et toutes sortes de caractéristiques géographiques. Il est donc important de comprendre que l'hypothèse selon laquelle la politique appliquée aux pays membres du Pacte de Varsovie réussirait également en Afghanistan est erronée.

³³¹ Pour une étude détaillée sur ce sujet, voir : Carol Barner-Barry, Cynthia Hody, « Soviet Marxism-Leninism as Mythology », *Political Psychology*, Vol. 15, No. 4, 1994, pp. 609-630, p. 619.

Cette perception erronée résulte d'une perspective déterministe et de l'échec de l'intelligence, que nous pouvons également exprimer comme de l'aveuglement idéologique.

Cette perspective déterministe a conduit à la perception que des résultats similaires pourraient être obtenus en répétant une opération similaire, en se basant sur des expériences passées comme celles de la Hongrie et de la Tchécoslovaquie. Cependant, cela montre que la structure socio-politique de l'Afghanistan n'a pas été suffisamment étudiée, malgré la longue présence de l'Union soviétique dans le pays. Le leadership soviétique a commis l'erreur de penser que nommer Karmal à la tête de l'Afghanistan plutôt qu'Amin, considéré comme problématique et affilié aux États-Unis, pourrait éviter le chaos dans le pays permettre la mise en œuvre de politiques socialistes. Cependant, le principal problème de la société afghane en général n'était pas de savoir quel acteur ou quelle faction était au pouvoir, mais l'existence même du régime socialiste. L'idéologie a donc été un facteur influençant le processus de prise de décision en créant une perception erronée. Ce qui a créé le malentendu dans le processus de retrait, c'était la Nouvelle Pensée, qui était un paradigme opposé à ladite idéologie. Cette nouvelle politique, étant principalement une combinaison des concepts de Perestroïka et de Glasnost, prévoyait un système réformiste et libéral qui est loin des prémisses de base de l'interprétation stalinienne du marxisme-léninisme. Dans ce contexte, la perspective sur le problème afghan a changé, en reconnaissant que l'Union soviétique était coincée dans un problème national avec la guerre en Afghanistan et qu'il était nécessaire de s'en débarrasser afin de réaliser ses objectifs futurs.

Comme souligné à plusieurs reprises, Gorbatchev a qualifié l'Afghanistan de « plaie saignante » pour l'Union soviétique. Dans cette optique, il était crucial de résoudre rapidement le problème afghan et de définir les objectifs à atteindre. Comme nous l'avons vu précédemment, ces objectifs étaient de mettre fin aux relations hostiles avec le bloc occidental, de coopérer, et de mettre fin à la course aux armements et à la Guerre froide. Ainsi, le problème afghan a été réduit aux relations Afghanistan-Pakistan, et les troupes soviétiques ont été retirées grâce aux accords de Genève, sous la caution de l'Union soviétique et des États-Unis. Cependant, le retrait d'Afghanistan n'a pas contribué à la mise en œuvre des politiques de réforme intérieure de l'Union

soviétique. De plus, l'objectif de mettre fin à la Guerre froide a entraîné la dissolution de l'Union soviétique au lieu d'une coopération accrue entre l'Union soviétique et le bloc occidental. En d'autres termes, les mesures prises pour protéger et promouvoir le socialisme ont conduit à la disparition du bloc socialiste dans le système international.

En plus de l'arrière-plan intellectuel des processus de prise de décision dans les cas que nous examinons, nous devons également tenir compte de l'aspect technique de ces processus. Comme mentionné précédemment, le mécanisme de décision soviétique est un petit groupe limité basé sur l'approche des unités de décision dans les cas de notre étude. Bien que le Politburo soit le petit groupe limité en question, la troïka, composée du chef du KGB Andropov, du ministre des Affaires étrangères Gromyko et du ministre de la Défense Oustinov, jouait un rôle prépondérant dans la décision d'intervenir. D'autres acteurs, tels que Souslov, membre du Politburo responsable de l'idéologie, et Ponomarev, chef du Département international du Comité central, étaient également associés à cette troïka. En examinant les noms qui composent cette unité de décision, on remarque une équipe faucon. En d'autres termes, une perspective sécuritaire dominait le processus décisionnel. En effet, les deux membres de la troïka étaient des acteurs professionnels de la sécurité, étant les chefs du KGB et de l'armée. Cette situation a conduit à une mise en arrière-plan des solutions diplomatiques et non-armées au problème afghan. La troïka a pu influencer le secrétaire général Brejnev en faveur d'une intervention grâce à des rapports de renseignement sur Amin.³³² De plus, le réseau de renseignement soviétique en Afghanistan³³³ a signalé que l'instabilité dans le pays était devenue dangereuse et qu'une présence militaire soviétique était nécessaire pour résoudre ce problème. Le processus de prise de décision comprend les étapes de collecte d'informations, de détermination d'alternatives, de choix et d'application du choix, respectivement.³³⁴ Par conséquent, une perception erronée découlant de la première étape du processus a

³³² Dans les rapports du KGB et du GRU, Amin était décrit comme « dangereusement peu fiable ». Voir : Selig S. Harrison, "How The Soviet Union Stumbled into Afghanistan", Diego Cordovez, Selig S. Harrison (ed.), *op. cit.*, pp. 13-49, p. 45.

³³³ L'ambassadeur soviétique à Kaboul à cette époque était Fikryat Tabeev, d'origine tatare, qui avait remplacé Alexander Puzanov après que ce dernier a été déclaré *persona non grata*. Le colonel L. P. Bogdanov était responsable de la résidence du KGB au sein de l'ambassade, tandis que Viliyov G. Osadchy était le Résident de Kaboul. Les autres officiers officiels du KGB étaient : P.S. Golivanov, Lieutenant-Colonel S.G. Bakhturin, et Y.L. Kukhta. Voir : Vasiliy Mitrokhin, *op.cit.*, pp. 29-30, 70.

³³⁴ Alex Mintz, Karl DeRouen Jr., *op. cit.*, p. 17.

conduit à une série de politiques infructueuses qui ont donné des résultats différents de ceux escomptés, ce qui peut être considéré comme un échec du renseignement.

À l'époque de Gorbatchev, tous les acteurs impliqués dans le mécanisme de prise de décision pendant la phase d'intervention étaient décédés, à l'exception de Gromyko. En revanche, Gorbatchev, qui était favorable au retrait dès le début, a modifié la structure décisionnelle dans le domaine de la défense nationale.³³⁵ Cette mesure visait à rétablir l'équilibre entre les relations militaro-civiles en faveur des civils. Dans ce cadre, Gorbatchev a inclus des jeunes, ayant une expérience étrangère et partageant ses convictions politiques réformistes, dans ce nouveau mécanisme de prise de décision.³³⁶ Le chef de ce groupe était Chevardnadze, membre du Politburo, qui était devenu ministre des Affaires étrangères malgré son manque d'expérience ou d'expertise en politique étrangère. Ainsi, contrairement au mécanisme de prise de décision dans le processus d'intervention, les acteurs sécuritaires ont été écartés, et les acteurs libéraux, pro-coopération et pro-Perestroïka ont été mis en avant. Cependant, malgré les objections des faucons et l'opposition d'autres modérés du Politburo, dont Chevardnadze lui-même, Gorbatchev a fait preuve de leadership en s'approchant de la position dominante pour le retrait.³³⁷

En conclusion, la principale différence entre les deux cas, en termes de processus décisionnel, résidait dans le fait que, dans le premier cas, la décision d'intervenir a été prise collectivement en convainquant le chef par la troïka ; tandis que dans le second cas, le leader a contraint le Politburo à se retirer en prenant une décision unilatérale. Dans le premier cas, l'effet idéologique et la perspective sécuritaire ont prévalu, tandis que dans le second, parallèlement au changement de paradigme en Union soviétique, l'idéologie a été reléguée au second plan et la perception de la sécurité a changé. Ainsi, dans le second cas, l'agenda de l'opinion publique soviétique et la gestion de la présence militaire soviétique en Afghanistan par la communauté internationale ont pris de l'importance. La guerre en Afghanistan avait pour but de prévenir et d'éliminer les menaces contre l'Union soviétique et le

³³⁵ Pour des informations détaillées, voir : Condoleezza Rice, « Is Gorbachev Changing the Rules of Defense Decision-Making ? », *Journal of International Affairs*, Vol. 42, No. 2, 1989, pp. 377-397, p. 379-380.

³³⁶ Pour des informations détaillées à ce sujet, voir : Hélène Carrère d'Encausse, *op.cit.*, p. 55.

³³⁷ Pour des informations détaillées sur la position de Gorbatchev à l'occasion d'une décision, voir : *Ibid.*, p. 59-60.

socialisme. Cependant, bien que ces menaces n'aient pas réellement disparu, l'intérêt politique a été déterminé non pas par la prévention de l'anticommunisme et de l'antisoviétisme, mais plutôt par la réconciliation avec la communauté internationale, en raison de l'équilibre des intérêts. En tout état de cause, comme le suppose l'approche poliheuristique, la dimension politique a été le critère dominant dans la prise de décision en matière de politique étrangère. Dans ce contexte, la différence unique entre les deux cas réside dans le changement des dynamiques qui composent la dimension politique. Le point commun entre les deux cas est l'échec de la politique étrangère en raison des résultats différents des objectifs prévus. Dans la section suivante, les décisions prises dans les deux cas seront analysées en termes de dimensions.

2 – La comparaison des matrices de décision des cas

Dans la section précédente, nous avons comparé les raisons pour lesquelles les résultats de la politique étrangère étaient considérés comme des échecs en examinant les antécédents intellectuels des processus de prise de décision et des unités de prise de décision. Dans cette partie finale de notre étude, nous allons comparer les décisions prises dans les deux cas en termes de dimensions décisionnelles. Comme nous l'avons expliqué dans la première partie, l'évaluation dimensionnelle est l'une des principales caractéristiques de l'approche poliheuristique. Il est donc important de comprendre quelles dimensions sont les plus pertinentes dans les processus de prise de décision dans les deux cas. Afin de procéder à une comparaison dimensionnelle, il serait utile de voir combien d'options ont été évaluées dans les dimensions pertinentes pour chaque cas. Par conséquent, nous avons donc préparé un tableau (tableau 3.2) ci-dessous qui ne prend en compte que les décisions finales dans les épreuves concernées. Les points attribués à chaque décision sont basés sur un certain critère d'évaluation et sont tirés des matrices de décision. En d'autres termes, afin de comparer la manière dont les décisions de politique étrangère mises en œuvre ont été évaluées dans chaque dimension, la notation suivante a été effectuée dans le tableau 3 : « le nombre de points attribués à l'option / le nombre d'alternatives ». En conséquence, le tableau en question est tel que présenté ci-dessous.

Tableau 3.2 – La comparaison des décisions de l'intervention et du retrait militaire sur la base des dimensions

	Dimension politique	Dimension économique	Dimension diplomatique	Dimension militaire
La décision pour l'intervention	2/2	-	1/2	2/2
La décision pour le retrait	3/3	2/3	2/3	3/3

Comme le montre le tableau, s'il existe un avantage net direct dans les dimensions politiques et militaires, la situation est plus compliquée dans les dimensions économique et diplomatique. Tout d'abord, comme nous l'avons souligné à maintes reprises, selon l'approche poliheuristique, la dimension politique est la première dimension de la prise de décision. Les dynamiques et les facteurs liés à la politique intérieure ont donc un impact majeur sur la prise de décision. Le tableau confirme cette hypothèse en montrant que les décisions d'intervention et de retrait ont reçu le score le plus élevé parmi les options disponibles. Cela montre que les paradigmes politiques des périodes en question ont fortement influencé le processus de prise de décision. L'intervention a été décidée pour assurer la stabilité de l'Afghanistan et, par conséquent, la sécurité de l'Union soviétique. Cette décision était motivée par la perspective hégémonique du PCUS, qui était le parti dirigeant non seulement de l'Union soviétique mais aussi de l'ensemble du bloc socialiste, envers ses alliés. D'autre part, la décision de se retirer a été prise avec l'émergence de préoccupations de politique intérieure et de préoccupations économiques connexes dues à la transformation structurelle qui a commencé en Union soviétique. En outre, la conviction que l'Afghanistan devait résoudre ses propres problèmes structurels et la mentalité d'établir des relations non agressives qui ne vont pas au-delà de la solidarité avec les alliés ont été à la base de cette décision. Entre les deux événements, le contenu de l'agenda politique et la perspective politique en Union soviétique ont radicalement

changé, mais la politique intérieure a considérablement influencé les décisions de politique étrangère.

La dimension économique du processus décisionnel n'est considérée comme un critère que dans la partie de notre étude relative au processus de retrait. Dans le procès-verbal de la réunion sur l'agenda de l'Afghanistan au Politburo soviétique, auquel nous nous référons dans les sections pertinentes de la deuxième partie de notre étude, les facteurs économiques ne sont pas directement mentionnés lors de la discussion de l'option d'une intervention militaire. De plus, la majorité de la troïka qui a pris la décision d'intervenir était constituée de personnes soucieuses de la sécurité. Toutefois, les développements en Afghanistan ont suscité l'inquiétude de leadership soviétique quant à la position de l'Union soviétique dans le système international. Cela montre que la dimension économique n'a pas été principalement incluse dans le programme d'intervention en termes de coûts d'une intervention étrangère. Il convient de noter que l'économie soviétique était en stagnation à cette époque, en raison de la diminution de la production de biens de consommation au profit de l'industrie lourde et de l'industrie de l'armement. Par conséquent, une intervention militaire était susceptible d'aggraver cette situation économique. Toutefois, pour les raisons susmentionnées, la décision d'intervenir a été prise. Dans le processus de retrait, l'une des dynamiques qui ont formé la politique de Perestroïka de Gorbatchev était de mettre fin à cette stagnation économique, de mettre en place des réformes fondamentales dans les structures de production existantes et d'établir un système durable. La raison pour laquelle la décision de retrait est notée 2/3 dans la dimension économique du tableau est que l'option de continuer la guerre, parmi les trois alternatives disponibles, était considérée comme inacceptable et a donc été notée à zéro. En effet, la poursuite de la guerre aurait créé un fardeau absolu sur l'économie soviétique, en augmentant les emprunts et les pertes soviétiques plutôt que de fournir un avantage économique. Par conséquent, la décision de se retirer était considérée comme la première option d'un point de vue économique. Ainsi, les facteurs économiques ont donc été parmi les principaux facteurs influant sur la décision de se retirer d'Afghanistan.

En termes d'évaluation des options, on observe une situation similaire entre la dimension économique et la dimension diplomatique. Dans le cadre de l'intervention considérée, l'une des deux options était considérée comme inacceptable, ce qui a laissé

place à la première et unique alternative diplomatique. De même, lors du processus de décision de retrait, l'une des trois options disponibles était également inacceptable, ce qui a conduit à la décision dominante dans la dimension diplomatique parmi les deux alternatives restantes. L'option inacceptable lors de la phase d'intervention, comme expliqué dans la deuxième partie, consistait à disqualifier Amin avec une opération de petite envergure en Afghanistan, c'est-à-dire à organiser un coup d'État. Ce scénario a été jugé diplomatiquement inacceptable car il ne respectait pas les accords bilatéraux entre l'Afghanistan et l'Union soviétique, et violait les normes internationales. Cette constatation souligne l'existence de lignes rouges dans l'évaluation du processus décisionnel de la politique étrangère en fonction des critères diplomatiques, qui peut entraîner des scénarios inacceptables. Cependant, alors qu'une option d'opération spéciale pour l'Afghanistan était considérée comme inacceptable, il convient de discuter des raisons pour lesquelles une intervention militaire a été acceptée, même si c'était la seule option restante. Cela est dû au caractère non compensatoire du processus de prise de décision.

La sécurité a été le principal facteur qui a poussé Moscou à intervenir en Afghanistan en termes de la dimension diplomatique ; quant à la décision de se retirer a été motivée par la nécessité de surmonter l'isolement auquel l'Union soviétique était confrontée sur la scène internationale. En 1979, le paradigme déterminant la politique étrangère incluait déjà l'interventionnisme, ce qui explique pourquoi l'Union soviétique ne s'est pas abstenue d'intervenir pour protéger son propre espace de sécurité. Cette intervention a cependant entraîné une accusation d'occupation de la part de la communauté internationale, ce qui a aggravé l'isolement de l'Union soviétique. Cette opération a mis fin à la détente, a conduit à l'abandon de la doctrine Brejnev sous Gorbatchev et n'a pas offert les bénéfices escomptés. Dès lors, dans le processus décisionnel, se débarrasser de l'isolement diplomatique est devenu un objectif majeur. L'option choisie pour atteindre cet objectif était de mettre fin à la guerre.

Comme nous l'avons susmentionné, lors d'une évaluation basée sur les dimensions dans le processus de prise de décision, les options sont examinées à travers les dimensions en question. Par conséquent, même si des options telles que la négociation et l'accord pouvaient être plus positives sur le plan diplomatique, elles n'étaient pas toujours disponibles lorsqu'une décision doit être prise. Cela a conduit à

l'évaluation de toutes les options basées sur l'usage de la force dans tous les cas. Cependant, comme nous l'avons expliqué, il existe diverses raisons diplomatiques qui peuvent justifier l'option d'une intervention militaire. Ainsi, les développements du système international qui ont affecté la décision d'intervention étaient étroitement liées à des facteurs structurels internes. Cependant, dans le processus de retrait, le changement de l'agenda de la communauté internationale en termes de politique intérieure soviétique a joué un rôle déterminant. En effet, la poursuite de la guerre cette fois a été jugée inacceptable. À ce stade, on peut affirmer que le leadership de Gorbatchev a accepté l'affirmation de l'expansionnisme soviétique dans le public occidental concernant l'intervention en Afghanistan en raison de l'image autocritique de l'Union soviétique vis-à-vis de son passé, et a refusé de poursuivre la guerre pour se débarrasser de cette mauvaise réputation. Ainsi, bien que la pression du système international ait été visible dans la décision de retrait, ce sont les évolutions de la structure interne qui ont rendu cette pression effective dans le processus décisionnel.

Lorsque nous examinons la dimension militaire, nous constatons que, tout comme dans la dimension politique, les décisions mises en œuvre ont été choisies parmi toutes les options disponibles, sans qu'aucune d'entre elles ne soit considérée comme inacceptable. Les facteurs qui ont façonné la décision d'intervenir dans la dimension militaire étaient la présence de moudjahidines armés en Afghanistan menaçant la souveraineté du gouvernement afghan et contrôlant certaines zones du pays, ainsi que la formation d'une bande de menace sécuritaire à la périphérie de l'Union soviétique. Par conséquent, l'option dominante du point de vue militaire était également la décision qui a été mise en œuvre. Cependant, l'intervention s'est rapidement transformée en une longue guerre et les objectifs militaires fixés par l'armée soviétique n'ont pas pu être atteints. Parmi ces objectifs, les principaux étaient le contrôle de la frontière entre l'Afghanistan et le Pakistan pour briser la résistance des moudjahidines en acquérant une domination dans des zones stratégiques telles que la vallée de la Kounar, et empêcher le soutien que les moudjahidines recevaient via le Pakistan. L'Union soviétique s'est retrouvée stratégiquement coincée dans une zone étroite du territoire afghan, affaiblissant ainsi son potentiel militaire dans cette zone. Les échecs militaires ont finalement mené à la décision de se retirer, empêchant toute poursuite de la guerre. Après la signature des accords de Genève, l'Union soviétique a retiré ses troupes d'Afghanistan, ce qui a lui a permis de sortir sa perspective militaire

d'une zone de conflit territorial étroite et d'élever ses objectifs militaires au niveau macro. En d'autres termes, grâce aux objectifs de désarmement nucléaire en tant que puissance nucléaire, elle a eu l'opportunité de se repositionner comme négociateur et acteur prestigieux dans le système international.

La dernière question qui peut être examinée sous un angle militaire est la restructuration des relations militaro-civiles après le retrait. Depuis l'ère de Staline, l'armée a été un acteur politique influençant la prise de décision et se positionnant comme le garant du communisme. Cependant, avec la Perestroïka, il était envisagé de modifier cette situation. La sortie militaire infructueuse d'Afghanistan a accru le pouvoir des acteurs civils pour réformer et dépolitiser l'armée. Dans le cadre des politiques visant à accroître la séparation du parti et de l'État dans le domaine politique, l'armée a également été déplacée de l'appareil du parti vers la hiérarchie de l'État. En conséquence, elle a cessé d'être une institution dominante dans le domaine de la politique étrangère et est devenue une institution auditable avec une description de poste claire. La décision de retrait a donc entraîné des conséquences militaires non seulement sur le plan stratégique, mais aussi sur le cadre institutionnel.

En conséquence, il est frappant de constater que la décision de politique étrangère, mise en œuvre dans les deux cas examinés, a été considérée comme la première option dans chaque dimension. Cependant, en examinant les scores dans les matrices de décision, nous constatons que lesdites décisions ont été davantage préférées dans les dimensions politique et militaire. Étant donné que la dimension économique n'a été prise en compte que dans le processus de retrait, il n'a pas été possible de comparer les décisions dans cette dimension. D'un point de vue diplomatique, si l'intervention militaire a été considérée comme un choix faible parce qu'elle était la seule alternative et qu'elle était éloignée des instruments diplomatiques, la décision de se retirer a été considérée comme un choix fort en soi, car elle reposait sur un accord international et respectait le cadre diplomatique. En d'autres termes, bien que les décisions prises lors des événements susmentionnés soient corrélées politiquement et militairement et qu'elles soient claires, il existe certaines restrictions et spécificités pour les décisions diplomatiques. Cependant, en dernière analyse, la dimension de la politique, qui se manifeste sous forme d'idéologie et d'équilibre des intérêts dans les deux décisions, et que nous pouvons généralement exprimer en tant

que pensée politique, est passée au premier plan d'une manière qui a également affecté les autres dimensions.



CONCLUSION

Notre recherche avait pour ambition d'évaluer l'intervention et le retrait de l'Union soviétique d'Afghanistan sous l'angle de la prise de décision en politique étrangère, en utilisant une approche relativement nouvelle : le modèle de prise de décision poliheuristique. Pour ce faire, nous avons discuté des mécanismes de prise de décision de l'Union soviétique en matière de politique étrangère dans leur contexte historique et également analysé les développements en Afghanistan en parallèle avec ceux survenus en Union soviétique. Nous avons ainsi évalué les événements d'intervention et de retrait selon différents critères prédits par le modèle poliheuristique, et avons créé des matrices de décision. Enfin, nous avons effectué une comparaison multidimensionnelle des causes et des conséquences de ces deux événements.

Bien que les études sur la prise de décision en politique étrangère soient une sous-discipline inscrite à l'ordre du jour de la discipline des relations internationales depuis le début de la Guerre froide, l'approche poliheuristique est un nouveau modèle théorique introduit par le pionnier Alex Mintz dans les années 1990. Il s'agit d'un modèle hybride et flexible qui combine des perspectives cognitives et rationnelles dans les études sur la prise de décision, ce qui en fait un outil révélateur mais encore en développement et qui n'a pas encore trouvé ses domaines d'application. Dans notre étude, nous avons cherché à confirmer l'utilité du modèle poliheuristique pour analyser les processus de prise de décision dans les événements de politique étrangère en utilisant ce cadre théorique innovant.

En réalisant des évaluations multidimensionnelles et dimensionnelles pour les deux cas étudiés, nous avons constaté que les événements de politique étrangère ne peuvent pas être réduits aux relations entre les unités source et cible, mais sont influencés par de nombreux facteurs tels que la politique intérieure, la politique étrangère, le militaire, l'économie et bien d'autres encore. Ainsi, une évaluation de

toutes les options disponibles pour chaque critère de décision lors de la prise de décision sur un événement de politique étrangère peut fournir une compréhension plus claire du processus décisionnel. En outre, une évaluation dimensionnelle permet de voir les effets de la décision de politique étrangère dans différentes dimensions et de procéder à une analyse coûts-bénéfices en conséquence. Cela facilite à la fois le travail des décideurs et permet aux chercheurs d'approfondir leur analyse. Dans cette étude, nous avons clarifié la dynamique des décisions d'intervention et de retrait de manière multidimensionnelle. Les deux modèles que nous avons établis ont montré leur compatibilité avec les scénarios réels, et les processus ont été examinés en détail.

La fonctionnalité de la théorie est confirmée par deux principales hypothèses : la nature non compensatoire de la prise de décision et la prédominance de la dimension politique. Dans les deux cas étudiés, les décisions finales ont été celles qui ont occupé la première place dans la dimension politique. Cette forte influence des facteurs politiques dans la formation des décisions de politique étrangère met en évidence les parallèles entre la politique intérieure et les intérêts de politique étrangère, confirmant ainsi les hypothèses de l'approche poliheuristique. Le caractère non compensatoire de la prise de décision confirme que, dans les deux scénarios, la prédominance d'alternatives autres que la décision finale dans des dimensions non politiques n'a pas d'importance. En d'autres termes, les différences d'évaluation entre les critères de décision ne permettent pas une substitution entre les alternatives de décision, et les unités de décision se tournent toujours vers l'alternative d'utilité moyenne la plus élevée. Le choix de l'option avec le bénéfice moyen dans les deux cas et l'évaluation du bénéfice politique maximal dans les deux décisions finales confirment les hypothèses de la théorie utilisée et démontrent son pouvoir explicatif en matière de processus décisionnels.

Notre étude a révélé une harmonie entre la théorie que nous avons utilisée et les cas que nous avons analysés. Le modèle poliheuristique a été largement utilisé dans la littérature pour analyser les processus de prise de décision en politique étrangère des États démocratiques occidentaux et libéraux, notamment les États-Unis. Cependant, peu d'études ont utilisé ce modèle pour les politiques étrangères des États gouvernés par des régimes autoritaires, et aucune étude poliheuristique sur la prise de décision de l'Union soviétique n'a été trouvée. Cependant, l'accent mis par la théorie

poliheuristique sur l'importance de la dimension politique dans le processus de décision en politique étrangère a été l'une de nos motivations pour la construction de cette étude. Dans les régimes autoritaires, la consolidation de la politique intérieure est l'un des principaux facteurs affectant la légitimité, la survie et les préoccupations sécuritaires du régime. Ainsi, des actions peuvent être entreprises en politique étrangère pour assurer cette consolidation, et les effets de toute action à entreprendre sur la politique intérieure font également partie des critères évalués. Il convient également de noter, en termes de théorie et d'adéquation, que le modèle poliheuristique met l'accent sur l'existence de dimensions à la fois cognitives et rationnelles dans le processus de prise de décision en politique étrangère. Dans les régimes autoritaires, la légitimité repose souvent sur des éléments tels que l'idéologie ou le chef de secte. Dans ce contexte, lors de la prise d'une décision de politique étrangère, il est important non seulement de faire une évaluation coût-bénéfice de l'action pertinente, mais également d'évaluer les biais cognitifs qui peuvent affecter la perception de la légitimité du régime au-delà de la simple rationalité.

Notre étude sur l'intervention de l'Union soviétique en Afghanistan et son retrait a démontré une harmonie entre la théorie et les cas étudiés. Au moment de l'intervention, les facteurs idéologiques liés à la politique intérieure ont dominé le processus de prise de décision. En d'autres termes, l'idéologie a été le principal facteur ayant fait de l'Afghanistan une question de sécurité dans la décision d'intervenir. Le récit de politique étrangère, qui a permis des interventions militaires sur des questions de sécurité jugées critiques par l'Union soviétique dans le cadre de la doctrine Brejnev, a mis en évidence l'option d'intervention dans le processus décisionnel. De même, la politique macro nouvellement mise en place par Gorbatchev dans le cadre de la Perestroïka a rendu la décision de se retirer attrayante en offrant une perspective plus libérale contre l'interventionnisme. De plus, la structure cognitive des unités de décision et des acteurs impliqués dans le processus décisionnel a eu une influence sur l'orientation des décisions prises. Ainsi, il n'est pas surprenant que la décision d'intervenir militairement ait été prise lorsque les acteurs de la sécurité étaient prépondérants, tandis que la décision de se retirer ait été prise lorsque les acteurs collaboratifs étaient majoritaires. Dans l'ensemble, notre analyse montre que le modèle poliheuristique était suffisamment fonctionnel pour expliquer les cas étudiés et pour les analyser de manière multidimensionnelle.

Notre étude a également porté sur les effets de la guerre menée par l'Union soviétique en Afghanistan pendant plus de neuf ans, tant pour l'Union soviétique que pour l'Afghanistan. En intervenant en Afghanistan à la demande du régime du PDPA, l'Union soviétique a interrompu la période de détente de la Guerre froide pour entrer dans une période d'escalade. Dans un contexte où l'Iran et le Pakistan représentaient une menace pour la sécurité régionale, l'instabilité de l'Afghanistan allié est devenue un problème de sécurité majeur qui ne pouvait être ignoré. Ainsi, l'Union soviétique a cherché à sécuriser sa propre périphérie en réorganisant le régime du PDPA en Afghanistan. Lorsque cette intervention s'est avérée insuffisante, l'Union soviétique a dû augmenter sa présence militaire pour soutenir l'armée afghane dans la lutte contre les moudjahidines. Cependant, malgré une présence militaire accrue, l'Union soviétique a fini par être entraînée dans une guerre qui a mis à rude épreuve son économie et ébranlé ses relations diplomatiques. Contrairement à l'intervention de Prague dans le cadre de la doctrine Brejnev, l'intervention en Afghanistan n'a pas permis d'obtenir les résultats escomptés. Malgré le soutien militaire soviétique, le PDPA n'a pas pu réussir à étendre son contrôle sur tout le territoire afghan, ni à établir l'hégémonie socialiste de manière adéquate. Les réformes prévues n'ont pas non plus réussi ou ont été inefficaces, ce qui a finalement poussé l'Union soviétique à chercher à mettre fin à cette intervention.

La politique de Perestroïka de Gorbatchev a entraîné un assouplissement de la politique étrangère soviétique, contrairement à la perspective interventionniste de Brejnev. Avec cet assouplissement, l'Union soviétique a adopté l'objectif de se concentrer sur des problèmes mondiaux tels que le désarmement nucléaire et l'intégration au bloc occidental avec des idées telles que la Maison commune européenne, plutôt que de se concentrer sur les problèmes régionaux. Ce changement de politique étrangère a eu pour effet la fin de la guerre en Afghanistan. L'assouplissement de la politique étrangère et la fin de la guerre ont eu divers effets sur la structure de la politique intérieure de l'Union soviétique. Après le retrait de l'armée soviétique d'Afghanistan, plusieurs réformes institutionnelles ont été mises en place pour séparer l'unité Parti-État, qui avait duré jusqu'à la période de retrait, et pour permettre aux organes et institutions de l'État d'agir indépendamment du Parti. Pour ce faire, l'influence de l'armée sur le Parti a également été brisée, et l'armée a été exclue

du mécanisme de décision en matière de politique étrangère et placée sous l'autorité du gouvernement. La dissolution de cette structure institutionnelle de l'Union soviétique, qui était gouvernée par l'union parti-État-armée, a, d'une part, affaibli l'hégémonie du Parti et, d'autre part, sapé la légitimité de Gorbatchev aux yeux de la nomenklatura. Ce conflit au niveau de l'appareil du Parti, qui est devenu plus évident après le retrait d'Afghanistan, ainsi que l'affaiblissement de l'autorité du Parti dans le pays, ont été l'une des principales raisons qui ont conduit à la désintégration de l'Union soviétique.

Les effets de la présence militaire soviétique en Afghanistan et du retrait de l'armée soviétique sont également des éléments essentiels à souligner. Les raisons de l'intervention soviétique étaient liées à la perception de la troïka Andropov-Gromyko-Oustinov selon laquelle Amin ne pouvait pas gouverner le pays et qu'il travaillait avec les Américains, ainsi qu'à l'émergence du mouvement armé moudjahidine en Afghanistan. Cependant, malgré le limogeage d'Amin et à la nomination de Karmal en tant que chef afghan à la suite de l'intervention, les problèmes n'ont pas été résolus et des réactions ont surgi au sein de la société afghane. L'intervention soviétique a été considérée comme une occupation, sauf pour une petite minorité de membres du PDPA. Bien que la présence militaire soviétique ait accru la participation des Afghans aux groupes moudjahidines, elle n'a pas permis de réaliser les réformes structurelles nécessaires dans le pays. Au contraire, l'atmosphère de guerre dans le pays a entraîné une augmentation des crimes organisés et internationaux, tels que le trafic de drogue et d'armes en Afghanistan. En conséquence, une société terrorisée a émergé dans un pays qui n'avait pas encore de culture d'État profondément enracinée. Par ailleurs, la structure démographique a également subi des changements. Bien que les Pachtounes aient été le groupe ethnique prédominant dans la politique afghane pendant longtemps, leur influence a diminué au fil du temps, tandis que les Hazaras, les Ouzbeks et les Tadjiks, qui constituent la majorité des moudjahidines, ont pris une place plus importante dans la politique du pays. Après le retrait des Soviétiques, le gouvernement Najibullah a réussi à rester au pouvoir pendant un certain temps, mais la guerre civile afghane a finalement éclaté. Avec l'effondrement de l'Union soviétique, le PDPA, qui avait perdu son soutien financier, n'a pas pu résister aux moudjahidines, entraînant ainsi la chute du gouvernement. En conséquence, l'État islamique d'Afghanistan a été déclaré à la place de la République démocratique d'Afghanistan. Ainsi, la décision de

retirer les troupes soviétiques, considérée comme la meilleure option pour neutraliser l'Afghanistan, a en réalité eu l'effet inverse, entraînant l'islamisation du pays et des années de guerre et d'instabilité.

Enfin, il convient de discuter de la place qu'occupera notre étude dans la littérature. Plus de quatre décennies se sont écoulées depuis l'intervention de l'Union soviétique en Afghanistan et il ne reste même plus un pays appelé l'URSS aujourd'hui. De nombreuses études ont été réalisées sur le sujet dans divers contextes et perspectives. Cependant, les processus décisionnels relatifs à cette question n'ont pas été suffisamment étudiés jusqu'à présent. Nous avons donc cherché à combler cette lacune en adoptant une nouvelle approche décisionnelle. Nous avons constaté que l'approche décisionnelle poliheuristique permettait d'expliquer de manière exhaustive les cas examinés. Nous pensons donc que ce modèle peut être appliqué à diverses décisions de politique étrangère de l'Union soviétique et d'autres régimes autoritaires. Nous avons abordé les processus en Afghanistan, dans la mesure où cela était nécessaire pour comprendre le mécanisme de prise de décision soviétique. Nous n'avons, par exemple, pas approfondi les qualifications des groupes de moudjahidines et leurs activités militaires et politiques pendant la guerre, car cela dépasserait le cadre de notre étude. Cependant, nous sommes convaincus qu'une étude plus complète incluant les effets de ces groupes sur les processus décisionnels pourrait enrichir notre analyse actuelle. Une étude plus analytique pourrait également être réalisée en évaluant l'intervention de l'Union soviétique en Afghanistan, qui a été un événement déclencheur de la dernière phase de la Guerre froide et, en un sens, du compte à rebours jusqu'à la fin de la Guerre froide, du point de vue de l'Afghanistan. Nous estimons que notre étude peut servir de référence pour des recherches futures dans ce domaine. En conclusion, notre étude fournit une évaluation analytique de la guerre de l'Union soviétique en Afghanistan du point de vue de la prise de décision, soulignant le caractère multidimensionnel du processus décisionnel en politique étrangère, qui est influencé par la politique intérieure et qui n'est pas purement cognitif ou rationnel.

BIBLIOGRAPHIE

1 – Ouvrages :

ALLISON Graham T., *Essence of Decision : Explaining the Cuban Missile Crisis*, Boston, Little Brown and Company, 1971.

AMSTUTZ J. Bruce, *Afghanistan : The First Five Years of Soviet Occupation*, Washington D.C., National Defense University Press, 1986.

ANDREW Christopher, MITROKHIN Vasili, *The Mitrokhin Archive : The KGB in Europe and the West*, London, Penguin Books, 2006.

ANDREW Christopher, MITROKHIN Vasili, *The Mitrokhin Archive II : The KGB and the World*, London, Penguin Books, 2006.

ARNOLD Anthony, *Afghanistan's Two Party Communism : Parcham and Khalq*, Stanford, Hoover Institution Press, 1983.

BACON Edwin (ed.), SANDLE Mark (ed.), *Brezhnev Reconsidered*, New York, Palgrave Macmillan, 2002.

BARFIELD Thomas, *Afghanistan : A Cultural and Political History*, Princeton, Princeton University Press, 2010.

BRAITHWAITE Rodric, *Afgantsy : The Russians in Afghanistan 1979-89*, New York, Oxford University Press, 2011.

BRAUNSTEIN Myron L., *Depth Perception Through Motion*, New York, Academic Press Inc., 1976.

BREJNEV Leonid, S.B.K.P. Merkez Komitesi 25. Kongre Raporu, İstanbul, Konuk Yayınları, 1976.

BRYAN JONES Carole, *"Understand the Cold War"*, London, Teach Yourself, 2010.

BUZAN Barry, WÆVER Ole, DE WILDE Jaap, *Security : A New Framework for Analysis*, London, Lynne Rienner Publishers, 1998.

CALDWELL Dan (ed.), MCKEOWN Timothy J. (ed.), *Diplomacy, Force and, Leadership : Essays in Honor of Alexander L. George*, New York, Routledge, 2018.

CENTRAL INTELLIGENCE AGENCY, *The World Factbook 1982*, Washington D.C., US Government Printing Office, 1982.

CENTRAL INTELLIGENCE AGENCY, *The World Factbook* 1992, Washington D.C., US Government Printing Office, 1992.

COLAS Dominique, *Les constitutions de l'URSS et de la Russie (1905-1993)*, Paris, Presses Universitaires de France, 1997.

COOPER Leo, *Soviet Reforms and Beyond*, London, Macmillan, 1991.

CORDOVEZ Diego, HARRISON Selig S. (ed.), *Out of Afghanistan : The Inside Story of the Soviet Withdrawal*, New York, Oxford University Press, 1995.

D'ENCAUSSE Hélène Carrère, *Le pouvoir confisqué : Gouvernants et Gouvernés en U.R.S.S.*, Paris, Flammarion, 1984.

D'ENCAUSSE Hélène Carrère, *Dünyayı Değiştiren Altı Yıl – 1985-1991, Sovyet İmparatorluğu'nun Yıkılışı*, İstanbul, Yapı Kredi Yayınları, 2020.

DANIELS Robert Vincent, *Russia's Transformation : Snapshots of a Crumbling System*, Lanham, Rowman & Littlefield, 1998.

DIMITRAKIS Panagiotis, *The Secret War in Afghanistan : The Soviet Union, China and Anglo-American Intelligence in the Afghan War*, London, I.B. Tauris, 2013.

DOBRYNIN Anatoly, *In Confidence : Moscow's Ambassador to America's Six Cold War Presidents (1962-1986)*, New York, Times Books, 1995.

FAINSOD Merle, *Comment l'U.R.S.S. est gouvernée*, Paris, Editions de Paris, 1957.

FARRELL R. Barry (ed.), *Approaches in Comparative and International Politics*, Evanston, Northwestern University Press, 1966.

FEIFER Gregory, *The Great Gamble : The Soviet War in Afghanistan*, New York, Harper Perennial, 2010.

FENZEL Michael R., *No Miracles : The Failure of Soviet Decision-Making in the Afghan War*, Stanford, Stanford University Press, 2017.

FLERON, JR. Frederic J. (ed.), HOFFMAN Erik P. (ed.), LAIRD Robbin F. (ed.), *Contemporary Issues in Soviet Foreign Policy : From Brezhnev to Gorbachev*, New York, Routledge, 2017.

FREMONT-BARNES Gregory, *The Soviet-Afghan War 1979-89*, Oxford, Osprey Publishing, 2012.

GALEOTTI Mark, *Afghanistan : The Soviet Union's Last War*, Oxford, Frank Cass, 2001.

GALEOTTI Mark, *Storm-333 : KGB and Spetsnaz seize Kabul*, Soviet-Afghan War 1979, Oxford, Osprey Publishing, 2021.

GORODETSKY Gabriel (ed.), *Soviet Foreign Policy, 1917-1991 : A Retrospective*, Routledge, New York, 1994.

GEVA Nehemia and Mintz Alex, *Decision Making on War and Peace : The Cognitive-Rational Debate*, Boulder, Lynne Rienner, 1997.

GILL Graeme, *The Rules of the Communist Party of the Soviet Union*, London, Palgrave Macmillan, 1988.

GIUSTOZZI Antonio, *War, Politics and Society in Afghanistan, 1978-1992*, Washington D.C., Georgetown University Press, 2000.

GORBACHEV Mikhail, *On My Country and the World*, New York, Columbia University Press, 2000.

GORBACHEV Mikhail, *Perestroika : New Thinking for Our Country and the World*, New York, Harpercollins, 1987.

HAINES Gerald K. (ed.), LEGGETT Robert E. (ed.), *CIA's Analyses of the Soviet Union, 1947-1991 : A Documentary Collection*, Washington, D.C., Government Reprints Press, 2001.

HAUNER Milan (ed.), Canfield Robert L. (ed.), *Afghanistan and the Soviet Union : Collision and Transformation*, New York, Routledge, 2018.

HUSKEY Eugene (ed.), *Executive Power and Soviet Politics : The Rise and Decline of the Soviet State*, New York, Routledge, 2015.

JALALI Ali Ahmad, GRAU Lester W., *The Other Side of the Mountain : Mujahideen Tactics in the Soviet-Afghan War*, Kansas, Military Bookshop, 2010.

JAMES Patrick, *Realism and International Relations : A Graphic Turn Toward Scientific Progress*, New York, Oxford University Press, 2022.

JOHNSON Robert, *The Afghan Way of War : How and Why They Fight*, New York, Oxford University Press, 2012.

KALINOVSKY Artemy M., *A Long Goodbye : The Soviet Withdrawal from Afghanistan*, Massachusetts, Harvard University Press, 2011.

KELMAN Herbert C. (ed.), *International Behaviour : A Social-Psychological Analysis*, New York, Holt, Rinehart, and Winston, 1965.

LECOMTE Bernard, *KGB : La véritable histoire des services secrets soviétiques*, Paris, Perrin, 2020.

LENIN V. İ., *Ne Yapmalı?*, Ankara, Sol Yayınları, 1968.

MAGNUS Ralph H. (ed.), NABY Eden (ed.), *Afghanistan : Mullah, Marx, and, Mujahid*, Colorado, Westview Press, 2000.

MALCHOW Howard LeRoy, *History and International Relations : From the Ancien World to the 21st Century*, London, Bloomsbury Academic, 2020.

MENDELSON Sarah E., *Changing Course : Ideas, Politics, and the Soviet Withdrawal from Afghanistan*, New Jersey, Princeton University Press, 1998.

MINTZ Alex (ed.), *Integrating Cognitive and Rational Theories of Foreign Policy Decision Making*, New York, Palgrave Macmillan, 2003.

MINTZ Alex, DEROUEN JR. Karl, *Understanding Foreign Policy Decision Making*, New York, Cambridge University Press, 2010.

MISDAQ Nabi, *Afghanistan : Political frailty and external interference*, New York, Routledge, 2006.

NAJIBULLAH Heela, *Reconciliation and Social Healing in Afghanistan : A Transrational and Elicitive Analyses Towards Transformation*, Wiesbaden, Springer, 2017.

NATIONS UNIES, *Recueil des Traités : Traités et accords internationaux enregistrés ou classés et inscrits au répertoire au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies*, Vol. 1145 : 1979, New York, Nations Unies, 1990.

NAZIM Nour Ahmad, *La situation en Afghanistan, son reglement politique et les efforts de paix des Nations Unies (1978-1989)*, Bâle, Helbing & Lichtenhahn, 2003.

NESS Immanuel (ed.), *International Encyclopedia of Revolution and Protest : 1500 to Present Volume I*, New Jersey, Blackwell Publishing, 2009.

NOVE Alec, *An Economic History of the USSR : 1917-1991*, London, Penguin Books, 1992.

NOVE Alec, *Stalinism and After : The Road to Gorbachev*, New York, Routledge, 1990.

OUIMET Matthew J., *The Rise and Fall of the Brezhnev Doctrine in Soviet Foreign Policy*, North Carolina, The University of North Carolina Press, 2003.

PETROFF Serge P., *Red Eminence : A Biography of Mikhail A. Suslov*, New Jersey, The Kingston Press, 1988.

POST Jerrold M. (ed.), *The Psychological Assessment of Political Leaders : With Profiles of Saddam Hussein and Bill Clinton*, Michigan, University of Michigan Press, 2003.

REESE Roger R., *The Soviet Military Experience : A History of the Soviet Army, 1917-1991*, London, Routledge, 2000.

RID Thomas, *Active Measures : The Secret History of Disinformation and Political Warfare*, New York, Farrar, Straus and Giroux, 2020.

ROMACHKINE P. (ed.), *Principes du droit soviétique*, Moscou, Editions en langues étrangères, 1964.

ROY Olivier, *Islam and resistance in Afghanistan*, New York, Cambridge University Press, 1990.

RUBIN Barnett R., *Afghanistan : What Everyone Needs to Know*, New York, Oxford University Press, 2020.

RUBIN Barnett R., *The Fragmentation of Afghanistan*, New Haven, Yale University Press, 2002.

RUNION Meredith L., *The History of Afghanistan*, Connecticut, Greenwood Press, 2007.

SAIKAL Amin (ed.), MALEY William (ed.), *The Soviet Withdrawal from Afghanistan*, New York, Cambridge University Press, 1989.

SCHAPIRO Leonard, *The Communist Party of the Soviet Union*, London, Eyre & Spottiswoode, 1960.

SCHAPIRO Leonard, *The Government and Politics of the Soviet Union*, New York, Random House Publishers, 1967.

SHULTZ Richard H., GODSON Roy, *Dezinformatsia : Active Measures in Soviet Strategy*, New York, Pergamon-Brassey's, 1984.

SIDOS Philippe, *La guerre soviétique en Afghanistan*, Paris, Economica, 2016.

SMITH Jessica (ed.), LAIBMAN David (ed.), BECHTEL Marilyn (ed.), *Building a New Society : The 25th Congress of the Communist Party of the Soviet Union*, New York, NWR Publications, 1977.

SNYDER Richard C., BRUCK H. W., SAPIN Burton, *Decision-Making as an Approach to the Study of International Politics (Foreign Policy Analyses Project Series No. 3)*, Princeton, Princeton University Press, 1954.

SPROUT Harold, SPROUD Margaret, *Man-Milieu Relationship Hypotheses in the Context of International Politics*, Princeton, Princeton University Press, 1956.

STEELE Jonathan, *World Power : Soviet Foreign Policy Under Brezhnev and Andropov*, London, Michael Joseph, 1983.

SUVOROV Viktor, *Soviet Military Intelligence*, London, Grafton Books, 1986.

TAYLOR Brian D., *Politics and the Russian Army : Civil-Military Relations, 1689-2000*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003.

THE RUSSIAN GENERAL STAFF, *The Soviet-Afghan War : How a Superpower Fought and Lost*, Kansas, University Press of Kansas, 2002.

WERTH Nicolas, *Histoire de l'Union soviétique*, Paris, Presses Universitaires de France, 2001.

WESTAD Odd Arne, *The Global Cold War : Third World Interventions and the Making of Our Times*, New York, Cambridge University Press, 2005.

2 – Articles :

BARNER-BARRY Carol, HODY Cynthia, « Soviet Marxism-Leninism as Mythology », *Political Psychology*, Vol. 15 No. 4, 1994, pp. 609-630.

BENDOR Jonathan, HAMMOND Thomas H., « Rethinking Allison's Models. », *The American Political Science Review*, Vol. 86, No. 2, 1992, pp. 301-322.

BERNSTEIN Barton J., « Understanding Decisionmaking, U.S. Foreign Policy, and the Cuban Missile Crisis : A Review Essay [Review of Essence of Decision: Explaining the Cuban Missile Crisis by G. T. Allison & P. Zelikow] », *International Security*, Vol. 25, No. 1, 2000, pp. 134-164.

BEZHAN Faridullah, « The Pashtunistan Issue and Politics in Afghanistan, 1947-1952 », *Middle East Journal*, Vol. 68, No. 2, 2014, pp. 197-209.

BLUM Douglas W., « The Soviet Foreign Policy Belief System : Beliefs, Politics, and Foreign Policy Outcomes », *International Studies Quarterly*, Vol. 37, No. 4, 1993, pp. 373-394.

BRULE David J., « Explaining and Forecasting Leaders' Decisions : A Poliheuristic Analyses of the Iran Hostage Rescue Decision », *International Studies Perspectives*, Vol. 6, No. 1, 2005, pp. 99-113.

BRUMMER Klaus, OPPERMANN Kai, « Poliheuristic Theory and Germany's (Non-)Participation in Multinational Military Interventions. The Non-compensatory Principle, Coalition Politics and Political Survival », *German Politics*, Vol. 30, No. 1, 2021, pp. 106-121.

DALEY Tad, « Afghanistan and Gorbachev's Global Foreign Policy », *Asian Survey*, Vol. 29, No. 5, 1989, pp. 496-513.

DUTT Gargi, « China and the Developments in Afghanistan », *International Studies*, Vol. 19, No. 4, 1980, pp. 597-608.

EVSIKOV Egor, « Soviet Intelligence in Afghanistan : The Only Efficient Tool of the Politburo », *Baltic Security & Defence Review*, Vol. 11, 2009, pp. 41-57.

GIBBS David N., « Reassessing Soviet Motives for Invading Afghanistan : A Declassified History », *Critical Asian Studies*, Vol. 38, No. 2, 2006, pp. 239-263.

GILL Graeme, « The Soviet Leader Cult : Reflections on the Structure of Leadership in the Soviet Union », *British Journal of Political Science*, Vol. 10, No. 2, 1980, pp. 167-186.

GIRARDET Edward, « Russia's war in Afghanistan », *Central Asian Survey*, Vol. 2, No. 1, 1983, pp. 83-109.

GUILHOT Nicolas, « The Kuhning of reason : Realism, rationalism, and political decision in IR theory after Thomas Kuhn », *Review of International Studies*, Vol. 42, No. 1, 2016, pp. 3-24.

HALLIDAY Fred, « Soviet foreign policymaking and the Afghanistan war : from 'second Mongolia' to 'bleeding wound' », *Review of International Studies*, Vol. 25, No. 4, 1999, pp. 675-691.

HERMANN Margaret G., « How Decision Units Shape Foreign Policy : A Theoretical Framework », *International Studies Review*, Vol. 3, No. 2, 2001, pp. 47-81.

HERMANN Margaret G., HERMANN Charles F., « Who Makes Foreign Policy Decisions and How : An Empirical Inquiry », *International Studies Quarterly*, Vol. 33, No. 4, 1989, pp. 361-387.

HUDSON Valérie M., « Foreign Policy Analysis : Actor-Specific Theory and the Ground of International Relations », *Foreign Policy Analysis*, Vol. 1, No. 1, 2005, pp. 1-30.

HUDSON Valérie M., VORE Christopher S., « Foreign Policy Analysis Yesterday, Today, and Tomorrow », *Mershon International Studies Review*, Vol. 39, No. 2, 1995, pp. 209-238.

JAMES Patrick, ZHANG Enyu, « Chinese Choises : A Poliheuristic Analyses of Foreign Policy Crises, 1950-1996 », *Foreign Policy Analysis*, Vol. 1, No. 1, 2005, pp. 31-54.

JERVIS Robert, « Cooperation Under the Security Dilemma », *World Politics*, Vol. 30, No. 2, 1978, pp. 167-214.

KALINOVSKY Artemy, « Decision-Making and the Soviet War in Afghanistan : From Intervention to Withdrawal », *Journal of Cold War Studies*, Vol. 11, No. 4, 2009, pp. 46-73.

KELLER Jonathan W., YANG Yi Edward, « Leadership Style, Decision Context, and the Poliheuristic Theory of Decision Making : An Experimental Analysis », *The Journal of Conflict Resolution*, Vol. 52, No. 5, 2008, pp. 687-712.

KHRUSHCHEV Nikita S., « On Peaceful Coexistence », *Foreign Affairs*, Vol. 38, No. 1, 1959, pp. 1-18.

KINNE Brandon J., « Decision Making in Autocratic Regimes : A Poliheuristic Perspective », *International Studies Perspectives*, Vol. 6, No. 1, 2005, pp. 114-128.

KNIGHT Amy, « The KGB, Perestroika, and the Collapse of the Soviet Union », *Journal of Cold War Studies*, Vol. 5, No. 1, 2003, pp. 67-93.

KNIGHT Amy, « The Party, The KGB, and the Soviet Policy-Making », *The Washington Quarterly*, Vol. 11, No. 2, 1998, pp. 121-136.

KOVALOV Sergei, « Document 31 : Sovereignty and the International Duties of Socialist Countries », *Chronique de politique étrangère*, Vol. 23, No. 1/2, 1970, pp. 247-250.

KRAMER Mark, « The Role of the CPSU International Department in Soviet Foreign Relations and National Security Policy », *Soviet Studies*, Vol. 42, No. 3, 1990, pp. 429-446.

LODGAARD Sverre, « Eurostrategic Weapons and Euronuclear Strategies : The Dilemma before Europe », *Bulletin of Peace Proposals*, Vol. 12, No. 4, 1981, pp. 325-337.

Lyne Roderic, « Mr Gorbachev's Public Diplomacy, 1985-6 », *International Affairs* (Royal Institute of International Affairs 1944-), Vol. 63, No. 2, 1987, pp. 205-224.

MILLS Richard M., « The Soviet Leadership Problem », *World Politics*, Vol. 33, No. 4, 1981, pp. 590-613.

MINTZ Alex, « Applied Decision Analysis : Utilizing Poliheuristic Theory to Explain and Predict Foreign Policy and National Security Decisions », *International Studies Perspectives*, Vol. 6, No. 1, 2005, pp. 94-98.

MINTZ Alex, « Foreign Policy Decision Making in Familiar and Unfamiliar Settings : An Experimental Study of High-Ranking Military Officers », *The Journal of Conflict Resolution*, Vol. 48, No. 1, 2004, pp. 91-104.

MINTZ Alex, « How Do Leaders Make Decisions? : A Poliheuristic Perspective », *The Journal of Conflict Resolution*, Vol. 48, No. 1, 2004, pp. 3-13.

MINTZ Alex, « The Decision to Attack Iraq : A Noncompensatory Theory of Decision Making », *The Journal of Conflict Resolution*, Vol. 37, No. 4, 1993, pp. 595-618.

MINTZ Alex, GEVA Nehemia, DEROUEN JR. Karl, « Mathematical Models of Foreign Policy Decision-Making : Compensatory vs. Noncompensatory », *Synthese*, Vol. 100, No. 3, 1994, pp. 441-460.

MISHRA Manoj Kumar, « Afghan Neutrality : Principles Breached and Costs Incurred », *World Affairs : The Journal of International Issues*, Vol. 19, No. 3, 2015, pp. 84-101.

NICHOLS Thomas M., KARASIK Theodore William, « The Impact of "Reasonable Sufficiency on the Soviet Ministry of Defense », *Naval War College Review*, Vol. 42, No. 4, 1989, pp. 22-36.

PAYIND Alam, « Soviet-Afghan Relations from Cooperation to Occupation », *International Journal of Middle East Studies*, Vol. 21, No. 1, 1989, pp. 107-128.

REUVENY Rafael, PRAKASH Aseem, « The Afghanistan war and the breakdown of the Soviet Union », *Review of International Studies*, Vol. 25, No. 4, 1999, pp. 693-708.

RICE Condoleezza, « Is Gorbachev Changing the Rules of Defense Decision-Making ? », *Journal of International Affairs*, Vol. 42, No. 2, 1989, pp. 377-397.

RUBINSTEIN Alvin Z., « The Soviet Withdrawal from Afghanistan », *Current History*, Vol. 87, No. 531, 1988, pp. 333-336, 339-340.

SAYLE Timothy Andrews, « Andropov and the Lessons of History : Andropov's Hungarian Complex », *Cold War History*, Vol. 9, No. 3, 2009, pp. 427-439.

SHEIKH Ali T., « The New Political Thinking : Gorbachev's Policy toward Afghanistan and Pakistan », Vol. 28, No. 11, 1988, pp. 1170-1187.

SIDOS Philippe, « 1979, l'entrée des Soviétiques en Afghanistan : des hypothèses de planification contrariées », *Stratégique*, Vol. 113, No. 3, 2016, pp. 55-84.

SINGER J. David, « The Level-of-Analysis Problem in International Relations », *World Politics*, Vol. 14, No. 1, 1961, pp. 77-92.

SINHA P. B., « Rise and Fall of Hafizullah Amin in Afghanistan », *Strategic Analysis*, Vol. 3, No. 10, 1980, pp. 351-354.

WEBER Steve, « Realism, Detente, and Nuclear Weapons », *International Organization*, Vol. 44, No. 1, pp. 55-82.

WESSON Robert G., « Brezhnev's Year : Politics in the U.S.S.R. », *Current History*, Vol. 73, No. 430, 1977, pp. 109-111, 132-133.

X (GEORGE F. KENNAN), « The Sources of Soviet Conduct », *Foreign Affairs*, Vol. 25, No. 4, 1947, pp. 566-582.

3 – Documents, Rapports de recherche, Rapports officielles :

AFGHANISTAN et UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES : Traite d'amitié, de bon voisinage et de coopération. Signé à Moscou le 5 décembre 1978.

Alexander Lyakhovskiy's Account of the Decision of the CC CPSU Decision to Send Troops to Afghanistan, Digital Archive of Wilson Center, Décembre 1979.

AZRAEL Jeremy, *The Soviet Civilian Leadership and the Military High Command, 1976-1986*, Santa Monica, California, Rand Corporation, 1987.

Brezhnev Doctrine, 13 novembre 1968, Milestone Documents in IR and Security.

CC CPSU Politburo Resolution # 176/125, Concerning the Situation in "A" [Afghanistan], Digital Archive of Wilson Center, 12 décembre 1979.

CC CPSU Politburo transcript (excerpt), On Andropov's Conversations with Afghan leaders, Digital Archive of Wilson Center, 7 février 1980.

CENTRAL INTELLIGENCE AGENCY, The Costs of Soviet Involvement in Afghanistan, February 1987.

CENTRAL INTELLIGENCE AGENCY, The Foreign Policy Views of Mikhail Suslov, July 1978.

CENTRAL INTELLIGENCE AGENCY, USSR : Domestic Fallout from the Afghan War, February 1988.

CPSU CC Politburo Meeting Minutes (excerpt), Digital Archive of Wilson Center, 13 November 1986.

CPSU CC Politburo Transcript (excerpt), Digital Archive of Wilson Center, 20 March 1986.

Declaration of the CC CPSU to the Party Leadership concerning the Situation in Afghanistan, Attachment to CPSU Politburo Protocol #177, Digital Archive of Wilson Center, 27 décembre 1979.

Directive N° 312/12/001 of 24 December 1979 signed by Ustinov and Ogarkov, Digital Archive of Wilson Center, 24 décembre 1979.

FUKUYAMA Francis, Gorbachev and the New Soviet Agenda in the Third World, Santa Monica, California, Rand Corporation, 1989.

Khrushchev's Secret Speech, 'On the Cult of Personality and Its Consequences,' Delivered at the Twentieth Party Congress of the Communist Party of the Soviet Union, Digital Archive of Wilson Center, 25 février 1956.

LYAKHOVSKIY Aleksandr Antonovich, Inside the Soviet Invasion of Afghanistan and the Seizure of Kabul, December 1979, Washington D.C., Wilson Center Press, January 2007.

MACEACHIN Douglas J., Predicting the Soviet Invasion of Afghanistan : The Intelligence Community's Record, Washington D.C., Center for the Study of Intelligence, 2002.

Meeting of Kosygin, Gromyko, Ustinov, and Ponomarev with Taraki in Moscow, Digital Archive of Wilson Center, 20 mars 1979.

Memorandum of Conversation Between M. S. Gorbachev and General Secretary of the CC NDPA [National Democratic Party of Afghanistan], Chairman of the Revolutionary Council of DRA [Democratic Republic of Afghanistan] B. Karmal., Digital Archive of Wilson Center, 14 mars 1985.

MINKOV Anton, SMOLYNEC Gregory, Economic Development in Afghanistan During the Soviet Period, 1979-1989 : Lessons Learned from the Soviet Experience in Afghanistan, DRDC Centre for Operational Research & Analysis, 2007.

MITROKHIN Vasiliy, *The KGB in Afghanistan*, Washington D.C., Wilson Center Press, 2009.

National Security Council Report, NSC 68, 'United States Objectives and Programs for National Security', Digital Archive of Wilson Center, 14 avril 1950.

OSTERMANN Christian F. (ed.), « New Evidence on the Soviet War in Afghanistan », *Cold War International History Project Bulletin*, No. 14/15, 2003/2004, pp. 139-271.

Record of Conversation between L.I. Brezhnev and N.M. Taraki, Digital Archive of Wilson Center, 20 mars 1979.

Report on the Situation in Afghanistan, Gromyko, Andropov, Ustinov, and Ponomarev to CPSU CC, Digital Archive of Wilson Center, 29 novembre 1979.

SNYDER Jack L., *The Soviet Strategic Culture : Implications for Limited Nuclear Operations*, Santa Monica, California, Rand Corporation, 1977.

Telegraph Agency of the Soviet Union Announcement, Attachment to CPSU Politburo Protocol #177, Digital Archive of Wilson Center, 27 décembre 1979.

The Geneva accords : agreements on the settlement of the situation relating to Afghanistan, 14 April 1988.

THE UNITED STATES DEPARTMENT OF STATE, « Document 78 : Telegram From the Embassy in Afghanistan to the Department of State, 28 October 1979 », *Foreign Relations of the United States, 1977–1980, Volume XII, Afghanistan*.

Transcript of Brezhnev Honecker summit in East Berlin (excerpt on Iran and Afghanistan), Digital Archive of Wilson Center, 4 octobre 1979.

Transcript of CPSU CC Politburo Discussions on Afghanistan, Digital Archive of Wilson Center, 17 mars 1979.

TEZ ONAY SAYFASI

Üniversite : T.C. GALATASARAY ÜNİVERSİTESİ
 Enstitü : SOSYAL BİLİMLER ENSTİTÜSÜ
 Hazırlayanın Adı Soyadı : Burak HACIOĞLU
 Tez Başlığı : L'analyse des processus de prise de décision dans
 l'intervention en Afghanistan et le retrait de l'Union soviétique : Une approche
 poliheuristique
 Savunma Tarihi : 25 / 05 / 2023
 Danışman : Prof. Dr. Erhan Şahap BÜYÜKAKINCI

JÜRİ ÜYELERİ:

Unvan, Ad-Soyadı

İmza

Prof. Dr. Erhan Ş. BÜYÜKAKINCI	
Prof. Dr. Cengiz ERİŞEN	
Dr. Öğr. Üyesi Zeynep ARIKANLI	

Prof. Dr. Ulun AKTURAN

Enstitü Müdürü